HUIT PAGES

La Patrie

Dernière Edition

Bureau Greffier Ivey
Hotel de Ville en Ville

20E ANNEE—No 20 MONTREAL, VENDREDI, 18 MARS 1898 LE NUMERO : UN CENT

LA DEBACLE

Il n'y a rien a en redouter à Montréal

STATISTIQUES INTERESSANTES

La navigation s'ouvre et se ferme à peu près aux mêmes dates chaque année

Il y a de l'eau dans plusieurs caves de la rue St-Paul, et ce matin, au Département des Chemins, il y a 15 plaintes mentionnées dans le régistre tenu à cet effet. Ces plaintes sont faites par des propriétaires des rues des Commissaires, Récollet, Notre-Dame, St-Maurice, Marché Ste-Anne, Square Chaboillez, St-Paul, St-Jacques-Ouest, McCord, etc.

Au Square Chaboillez, hier après-midi, il y avait deux pieds d'eau dans la cave du poste des pompiers. Aujourd'hui, cependant, il n'y en a plus que 6 pouces et l'eau tend constamment à baisser.

La pompe du Département des Chemins, sur la rue Craig, a été mise en opération hier après-midi, à 4.30 d'après les ordres de M. St-George, l'Inspecteur de la ville.

Quant à celle de la rue Mill, il n'y a pas encore de nécessité de la faire fonctionner. Remarquons en passant que la pompe de la rue Craig, a une capacité de 28,000 gallons à la minute et celle de la rue Mills, 36,000 gallons à la minute.

On est généralement d'opinion que la chaussée en face de la ville ne pourrait résister en cas d'inondation. D'ailleurs c'est l'opinion qui a déjà été exprimée maintes fois par M. St-George lui-même.

Pour juger s'il n'y aurait pas lieu de prendre des mesures en prévision d'une débâcle prématurée, qui pourrait causer des inondations dont il y aurait lieu de redouter des dégâts considérables, la commission du hâvre a décidé de déterminer si la glace faisait mine de vouloir se mettre en mouvement d'un moment à l'autre. Le capitaine Bourassa, assistant-maître du hâvre, est monté hier au sommet de la bâtisse des commissaires, et à l'aide d'une puissante lunette, il a examiné minutieusement la glace du fleuve et du lac St-Louis. Il apporte qu'il n'a vu aucun indice de débâcle prématurée.

La glace semble diminuer graduellement en épaisseur, sous les rayons ardents du soleil de mars, mais l'aspect général est le même qu'il y a plusieurs semaines.

La marche graduelle de la désagrégation de la glace peut être suivie dans les rapports du maitre du hâvre, pour l'année 1897, et ainsi on peut se faire une idée de ce qu'elle sera cette année, car, en somme, les années se ressemblent sous ce rapport.

Voici le rapport du mois de mars et du commencement d'avril, 1897, tel qu'enrégistré au bureau du maître du hâvre :

Mars 1, tempête : 2, forte tempête de neige, 3, neige et grésil ; 4, 5, 6 et 7, beau ; 8, chaud, neige ; 9, nuageux; 10 nuageux pluie ; 11, beau ; 12, neige ; 13, beau ; 14, neige ; 15, froid ; 16, 17, 18 et 19, beau ; 20, pluie ; 21, nuageux ; 22, chaud ; 23, nuageux, tremblement de terre à 6 heures p. m., forte secousse ; 24, humide et neige.

Après le tremblement de terre du 23 et le temps humide du 24, la glace a paru se désagréger considérablement, mais il a fallu plusieurs jours pour qu'elle se mit en mouvement.

"25, beau ; 26, beau, tremblement de terre à 12.04 heures a. m.; 27, nuageux ; 28, beau ; 29, dernier passage sur la glace devant la ville."

On remarquera avec intérêt que le dernier passage sur la glace a eu lieu après le deuxième tremblement de terre, et qu'il a fallu encore quelques beaux jours pour que la débâcle s'opérât.

"30 et 31, beau."

Le 3 avril, la glace a fait un mouvement ; le 6, à 8 p. m., la glace descend ; le 11, beau, le chenal est libre ; le 17, les vapeurs Longueuil et Hochelaga arrivent à 9 heures 30 a. m. ouverture de la navigation.

Le premier transatlantique qui est entré dans notre port l'année dernière a été le "Montezuma", vers le 30 avril.

Le 7 mai, 15 navires océaniques étaient dans le port qui était en pleine activité.

Depuis 20 ans, les premiers arrivages et les derniers départs, qui ont marqué l'ouverture et la clôture de la navigation, ont eu lieu respectivement, en moyenne, dans la première semaine de mai et dans la dernière semaine de novembre.

On ne voit pas pourquoi cet ordre de choses serait changé cette année.

En 1861, la barque "Niagara" a quitté Montréal le 4 de décembre, et un autre vaisseau, l'"Almandaris",est parti le 8 de Montréal pour la Havane, mais depuis cette époque les rapports n'ont jamais mentionné de départs aussi tardifs.

(Spéciale à "La Patrie.")

Ste-Pie, 18.—L'inondation dans le village de St-Pie a été plus forte qu'elle n'a jamais été. Toute la partie basse du village a été inondée; 14 ou 15 familles ont été obligées de laisser leur maison et se réfugier ailleurs. Heureusement il n'y a pas de dommages considérables. Celui qui a souffert le plus est M. Elphège Dupont, tanneur. L'eau est montée dans sa tannerie d'environ 3 à 4 pieds et a causé beaucoup de dégats. On me dit qu'il a pour environ $100 à $150 de dommages. Chez Mme veuve Ambroise Plouffe l'eau est montée jusqu'à la moitié des chassis. La glace, après les avoir brisés est entrée dans la maison, renversant les meubles et causant des avaries. Dans la maison de notre barbier il y a eu, environ trois pieds d'eau. Les anciens disent qu'ils n'ont jamais vu l'eau aussi haute qu'elle l'a été cette année. Le bas du village avait l'apparence d'une mer.

Valleyfield, 18.—Il n'y a pas d'inondation à Valleyfield, par conséquent aucun dommage à la propriété. L'eau a monté de deux pieds seulement et il faudrait au moins qu'elle monte de huit pieds pour causer des dommages.

Coteau du Lac, 18.—Le doux temps la fonte des neiges et la pluie ont été la cause qu'en plusieurs endroits l'eau est répandue sur le chemin public et qu'elle s'étend sur les propriétés, sur les distances de 4 à 5 arpents. Les chemins sont impraticables et présentent les plus grands dangers.

Ces jours derniers le Dr Dauth partit pour aller visiter ses malades, à un endroit appelé rivière à Delisle où l'eau avait monté dans le chemin, à une hauteur d'environ quatre pieds. Le cheval du docteur s'arrêta tout à coup et se mit à se débattre dans la neige et dans l'eau. Comme l'eau passait pardessus le siège de son sleigh, le Dr s'élança de sa voiture et parvint, après mille efforts, à dételer son cheval et à le mettre en lieu sûr. Il vint ensuite retirer son sleigh du mauvais endroit ou il l'avait laissé, mais il ne réussit qu'après des efforts inouis et avec de l'eau jusqu'à la ceinture.

St-Guillaume, 18.—L'eau a bien pris son cours et il n'y aura probablement pas d'inondation ici.

Sorel, 18 — A 9 heures, ce matin, la hauteur de l'eau était de 40 pieds et 9 pouces, soit 11 pieds de plus haut que le niveau de l'été. La glace du St-Laurent est ferme, ainsi que celle du Richelieu sur laquelle on traverse encore à pied.

Beauharnois, 18 — L'eau monte. La glace est encore ferme.

Hudson, 18 — L'eau monte. La glace n'est plus bonne que pour les piétons ou les chiens dont on se sert pour traîner les marchandises à Oka.

Rigaud, 18 — L'eau monte. La traverse est dangereuse.

Berthier, 18 — L'eau monte de 10 à 12 pouces par jour. Il y a de l'eau dans les rues du bas de la ville. On craint une inondation.

Valleyfield, 18 — L'eau monte toujours. La glace est brisée mais reste immobile.

Trois-Rivières, 18 — Il n'y a pas de changement dans l'état de la glace. L'eau continue à monter.

St-Eustache, 18 — L'inondation n'a encore causé aucun dommage dans notre localité.

St-Césaire, 18 — L'inondation a causé beaucoup de dégâts ici. Voici sommairement les noms des personnes qui ont subit des pertes :

Isaac Renaud, une maison avec tout son contenu. Les occupants n'ont sauvé que les habits qu'ils avaient sur eux. Une boutique a aussi été détruite. Enfin, tout ce qu'il y avait sur cette propriété.

Achille Racine, voiturier — Une étable, une boutique de forge et une partie de sa boutique d'ouvrier ont été démolies, mais non emportées.

Isaac Renaud — Maison et dépendances emportées par la glace.

John McGuire — Une maison en brique démolie.

Pierre Saurette — Maison défoncée et une grange à terre. Pertes estimées à $700. L'eau a monté de 24 pieds. Voilà pour le village.

Maintenant dans la paroisse Joseph Bertrand, ses deux ponts de pair sont complètement brisés ; pertes environ $1,000.

Delphis Nicholas Lacoste, 2 vaches noyées.

Elophe Têtreault, 6 vaches et 6 moutonnes, dans St-Damase.

Elie Gaucher, 10 vaches et 3 cochons.

Albini Beauregard, 1 vache.

Xavérie Dupérie, 7 vaches et un cochon.

Elophe Duchesne, 11 vaches et 3 moutons.

Petit Daigle, 10 vaches, 1 poulin et 2 cochons.

Ovila Daigle, 4 vaches.

Ces messieurs sont tous voisins. Pertes $1,180.

Ile Perrot, 18 — Le maire de l'Ile Perrot a traversé hier à Beauharnois sur la glace. Elle paraît encore solide et toutes les traverses avoisinantes sont encore bonnes. L'eau est très haute, mais l'on n'a éprouvé aucun dommage.

Ste-Anne de Bellevue, 18 La glace est encore solide. On a traversé à l'Ile Perrot hier matin.

L'eau est très haute. On ne l'a jamais vue si élevée à cette saison. Personne n'a eu à souffrir de dommages. Le chenal est libre de glace depuis le pont du chemin de fer jusqu'en face de l'hôtel Clarendon.

Yamichiche, 18 L'eau monte assez rapidement mais ne cause pas encore de dommages sérieux.

C'est la première année depuis longtemps qu'on parle de débâcle de si bonne heure.

Il y a certaines places sur la route, dans les terres basses, où l'eau est si haute qu'il est presqu'impossible d'y passer en voiture. Il y a quelques personnes qui ont failli noyer leurs chevaux.

On ne traverse plus sur le lac ni sur aucune rivière.

On s'attend à des dégâts lorsque la glace du lac St-Pierre partira.

Trois-Rivières, 18.—L'eau monte toujours depuis avant-hier; elle a monté d'un pied par 24 heures; la plupart des quais sont submergés. Si l'eau atteint encore une couple de pieds la partie basse de la ville sera inondée.

St-Hyacinthe, P. Q., 18. — L'eau du Yamaska est toujours dans le même état, c'est-à-dire celui qu'elle a pris dans la nuit de mercredi à jeudi. Partout dans le bas de la ville on voit ça et là d'énorme morceaux de glace. La glace entre St-Pie et St-Hyacinthe commence à se détacher mais on ne peut pas dire réellement que c'est la débâcle qui s'opère.

Beloeil, 18. — L'eau ici est très haute. La compagnie du Grand Trone est actuellement à faire réparer le pont qui relie les deux rives de St-Hilaire et de Beloeil, et c'est avec les plus grandes précautions que les trains circulent. L'eau paraît s'être déplacée de son cours ordinaire d'environ une vingtaine de pieds.

Richmond, 18. — L'eau du St-François a baissé de plusieurs pieds depuis hier, mais elle est encore relativement haute. Les dommages causés, sont très considérable. Trois des arches du magnifique pont en fer qui relie Richmond à Melbourne ont été emportés. La circulation entre ces deux localités se trouve entièrement interrompue. Ce pont avait coûté au-delà de $50,000 et était construit depuis quelques années à peine.

POUR GUERIR UN RHUME EN UNE JOURNEE.—Prenez les "Laxative Bromo Quinine Tablets." Tous les pharmaciens rendent l'argent si elles ne vous guérissent pas. 25 cents.

Marie-Lucien-Zephirin Forget

Créé chevalier de l'ordre de Pie IX.

Notre ami — celui de tout le monde aussi — Lucien Forget vient d'être créé chevalier de l'ordre de Pie IX.

Tous ceux que les circonstances ont mis en rapport avec l'estimé greffier de la cour du Recorder vont applaudir chaleureusement à cette haute distinction que le chef de la catholicité vient de lui conférer.



LE CHEVALIER LUCIEN FORGET

Cette distinction, M. Forget l'a méritée comme pas un. Elle est la reconnaissance publique des vertus civiques, du gaut caractère de celui qui en est l'objet, comme elle est aussi le témoignage des services rendus à la Papauté, à l'Eglise par le nouveau chevalier.

M. Forget figure au premier rang parmi ces enfants du Canada-Français qui, nouveaux croisés, ont pris les armes à l'appel de Pie IX et qui ont rougi de leur sang le sol de l'Italie pour défendre le pouvoir temporel des Papes.



LA MEDAILLE DU CHEVALIER DE L'ORDRE DE PIE IX

Forget est zouave dans toute la fière et noble acception du mot. Et ils ne sont pas rares les compagnons qu'il a aidés de ses conseils et dont il a relevé le courage et l'énergie.

Quelques notes biographiques vont encore mieux que tout ce que l'on pourrait écrire, faire connaître l'homme.

Marie-Lucien-Zéphirin Forget est né à St-Valentin, comté de St-Jean, le 23 février 1851. Son père, un des premiers élèves du collège de Ste-Thérèse, après sa rhétorique, se fit instituteur et c'est en reconnaissance des services rendus à ses paroissiens par le père que feu le grand-vicaire Crevier, fondateur du petit séminaire de Ste-Marie-de-Monnoir, admit l'enfant gratuitement à cette institution.



LE COSTUME D'UN CHEVALIER DE PIE IX

En 1867, durant ses vacances, Forget obtenait le grade de capitaine dans les armées de Sa Majesté, après avoir suivi les cours et les exercices de l'école militaire de Montréal.

Le 18 février de l'année suivante, le jeune Forget partait avec le premier détachement des zouaves pontificaux. Ce jeune homme, cet adolescent de 16 ans, avait senti son coeur tressaillir aux douleurs de la Papauté et les échos de la bataille de Mentana avaient enflammé son âme de soldat et de chrétien.

Deux ans durant, Lucien fut le zouave exemplaire et sa conduite fut hautement appréciée par ses chefs qui, à plusieurs reprises, voulurent l'élever à un grade supérieur. Mais toujours il voulut servir dans les rangs et s'exposer comme le dernier de ses compagnons d'armes.

Il revint au pays et en 1877, il était admis à la profession d'avocat. L'année suivante, il épousait Marie-Louise-Octavie Papineau, fille unique de Octave Papineau.

Entre temps, il fondait avec MM. Béique, Christin, Lareau, Bienvenu, Desmarais et son frère Amédée Forget, le Club National, qui a rendu tant de services à la cause libérale, dans notre province. Président du Cercle Catholique, il trouvait le temps de fonder l'Institut Légal avec plusieurs compagnons d'études, qui tous ont fait leur marque dans la politique comme au barreau.

En 1882 et 83, [illegible] barreau et en 1889, le conseil de ville à l'unanimité, le [illegible] me successeur à feu A. Germain, greffier de la Cour du Recorder.

Le nouveau chevalier appartient à une famille de Zouaves. Ses frères Adélard et Joseph suivirent son exemple, et s'envolèrent sous la bannière pontificale.

Adélard fut reçu avocat en 1879 et se rendit au Nord-Ouest où il a demeuré 14 ans. Il était député shérif lors de la rébellion Riel. Plus tard, on le trouve à Battleford, où il se fait couper un bras dans un moulin à battre. Il demeure maintenant à Burlington, Vermont.

Joseph a assisté au siège de Rome par les troupes Garibaldiennes. Il servait à l'hôpital du St-Esprit, à Rome, où sa gaieté, son humeur, son esprit, toujours d'à-propos, faisaient autant sinon plus de bien aux malades, que les remèdes des médecins de l'armée pontificale. Remarqué par Pie IX, il fut nommé bibliothécaire de l'institution à la demande de la Révde. Sr Lequet, directrice de l'hôpital.

A la prise de Rome, on le trouve infirmier dans l'armée des Croisés. De retour au pays, il se rendit lui aussi au Nord-Ouest, se fit instituteur, marchand, notaire, maître de poste. Il demeure à Pigeon Lake, et jouit d'une grande autorité parmi les Métis.

Comme on le voit par ces notes écrites à la hâte, la croix des braves, le costume des chevaliers de Pie IX seront bien portés par M. Lucien Forget, et l'on peut dire de lui qu'il a bien gagné la distinction que Léon XIII vient de lui accorder.

Le décret et la médaille étaient accompagnés de la lettre suivante :

Secrétairerie des Brevets.

Le soussigné, caissier de la Secrétairerie des Brevets, déclare que M. Camillo Barluzzi a versé dans la caisse des Brevets la somme de mille trente francs pour droits de chancellerie pour le grade de Chevalier de l'ordre de Pie IX, conféré par brevet apostolique de Sa Sainteté Léon XIII, au noble M. Lucien Forget.

Dû pour droits d'expédition et d'agence, cent-trente lires.

Secrétairerie des Brevets,
Rome, 2 décembre 1897.
Le Caissier
CARLO PILAJAN.

LEO PP. XIII.

Dilecte fili salutem et Apostolicam Benedictionem. Integritate et probitate morum commendata vita, inris peritia, factis confirmatum erga Nos et Romanam Cathedram obsequium, mira potissimum liberalitas, et operosa sedulitas in bonum posita parvi Seminarii Virginis Mariae, diocesis S. Hyacinthi, aliaque conspicua quae te ornant in rem sacram et publicam merita, Nobis persuadent ut peculiare tibi propensae voluntatis pignus exhibeamus. Quare te a quibusvis excommunicationis et interdicti, aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris et poenis, si quas forte incurrevis, huius tantum rei gratia absolventes et absolutum fore censentes, hixe Litteris Equitem Ordinis Piani eligimus facimus, atque in ornatissimum eundem Equitum coetum enumeramus. Proinde tibi, dilecte fili, concedimus, ut propriam Equitum huius Ordinis vestem induere, ac proprium item insigne gestare queas, quod taenia servica caerulei coloris duplici lineola rubra extremis oris virgata, sinistro pectoris latere ex aliorum Equitum more dependeat. Ne quod vero discrimen tam in veste quam in huiusmodi insigni gestandis contingat, apyrositum schema tibi inssimus tradi. Datum Romae apud S. Petrum sub Annulo Piscatoris die 1 Decembris MDCCCXCVII. Pontificatus Nostri Anno Vigesimo.

ALOI. CARD. MACCHI.

LEON XIII PAPE

A notre cher fils Lucien Forget, avocat, salut et bénédiction apostolique.

Nous avons été porté, par la connaissance que nous avons eue des mérites de votre vie de probité et d'intégrité ; de votre habileté dans les choses de la justice, de votre soumission envers nous et des services que vous avez rendus au Saint Siège et en particulier de votre dévouement assidu et libéral envers le petit Séminaire-dit de la Vierge Marie, dans le diocèse de St Hyacinthe et en général pour tous les services insignes que vous avez rendus dans les choses religieuses publiques, nous avons été porté, par cette connaissance à vous donner une marque toute particulière de notre bienveillance.

C'est pourquoi, par les lettres présentes nous vous créons chevalier de Pie IX et nous vous inscrirons au nombre des chevaliers de cet ordre très honorable, vous ayant préalablement absout de toutes censures ou excommunications ou peines ecclésiastiques que vous auriez pu, peut-être, encourir.

Nous vous autorisons donc, Cher Fils, à porter le costume et les insignes particuliers aux chevaliers de cet ordre, l'insigne consiste en un ruban le soie de couleur bleue portant à l'extrémité deux petites lignes transversales de couleur rouge, cet insigne doit être porté au côté gauche selon la coutume pour les insignes de chevalerie. Nous avons ordonné de vous donner ces indications pour éviter toute erreur dans le costume soit dans la manière de le porter.

Donné à Rome, près de St Pierre, sous l'anneau du Pêcheur le 1er du mois de décembre de l'année 1897, la 20ème année de notre Pontificat.

LOUIS, CARDINAL MACCHI.

UN ACCIDENT DEPLORABLE

Quatre ouvriers frappés par une locomotive près de St-Lambert

Pendant qu'ils revenaient à leur chantier sur un char à bras

L'UN D'EUX TUE INSTANTANEMENT

Les trois autres transportés à l'hopital dans un état critique

Un terrible accident s'est produit hier soir à St Lambert.

Quatre employés de la "Chambly Power Company" revenaient sur un char à bras à leur chantier qui est situé sur la ligne du Vermont Central, à quatre milles environ de St Lambert.

Un peu avant d'arriver à destination ils ont été frappés par une locomotive du Vermont Central qui retournait à Chambly, après avoir pris de l'eau à St Lambert.

La locomotive n'éprouva elle-même qu'une très légère secousse, et sa marche ne fut pas interrompue; mais, aussitôt après avoir dépassé l'endroit, le chauffeur s'aperçut de l'accident.



AUGUSTE JEANNETEAU

La locomotive revint en arrière et l'on trouva le char à bras à une faible distance de la voie. Près de là gisaient quatre hommes inanimés.

On revint sans délai et à grande vitesse sur le théâtre de l'accident avec le docteur Mitchell, médecin du Grand Trone à St Lambert, et un wagon.

Le médecin constata que l'une des victimes avait cessé de vivre et que les autres étaient blessés plus ou moins grièvement. Les quatre victimes furent placées dans le wagon et on décida de les transporter à Montréal.

On téléphona à l'hôpital Général qui envoya deux voitures d'ambulance à la gare Bonaventure. Le fourgon de la morgue fut aussi mandé pour transporter le cadavre.

Les trois blessés ont été transportés à l'hôpital.

LES BLESSES

L'accident s'est produit vers 10.30 heures. A minuit les blessés arrivaient à l'hôpital.

Les blessés sont Ernest Templier, un belge, qui était contre-maître. Il a une fracture compliquée à la cuisse droite, lésion qui a un caractère assez grave,pour causer la mort. Les médecins de l'institution, cependant, espèrent qu'un dénouement fatal ne se produira pas. Templier a environ 40 ans.

Jean Vermaison, un autre blessé, ne souffre que de lésions sans gravité en différentes parties du corps et d'une commotion nerveuse. Son état n'inspire aucune crainte, mais plus que celui d'Alfred Lafortune, l'autre victime, qui, lui, a reçu une profonde blessure au cuir chevelu.



LE BLESSE ALFRED LAFORTUNE

Dans une entrevue avec le représentant de la "Patrie", ce matin, Lafortune a déclaré que l'accident avait été si inattendu et le coup si rude qu'il ne se rappelait rien de ce qui s'était passé.

Lui et ses compagnons travaillaient, pour la compagnie d'électricité de Chambly, à la pose des poteaux jusqu'à St-Lambert. Après avoir fini leur journée, hier, ils revenaient de Chambly à leur "camp", à St-Hubert. Tous quatre étaient occupés à faire mouvoir le bras qui faisait avancer le wagon, lorsqu'un choc violent les a lancés hors de la voie.

Lafortune ne se rappelle pas lesquels des quatre hommes qui étaient sur le char-à-bras, devaient se trouver placés de manière à pouvoir apercevoir la locomotive qui les a frappés. Il a perdu connaissance au moment même de l'accident et n'a plus eu conscience de rien.

Lafortune a 32 ans.

LA VICTIME JEANNETEAU

Auguste Jeanneteau était mort lorsqu'il a été vu par le docteur Mitchell. Il était âgé d'environ 35 ans et demeurait avec ses parents à Chambly.

L'examen médical a révélé que le malheureux a eu les deux jambes fracturées, la poitrine enfoncée, et a reçu à la tempe une blessure profonde. Le crâne, cependant, n'a pas été fracturé.

M. Meunier, avocat, 15 rue St-Jacques, qui connaissait le défunt, est venu à la morgue, ce matin, et a établi son identité. Par une erreur inexplicable, les employés du chemin de fer avaient informé les gardiens de la morgue et la police que le nom de la victime était Thomas Dompierre. La vérité a été rétablie par M. Meunier.

Il est assez difficile d'expliquer comment cet effroyable accident a pu se produire.

M. Meunier, qui demeure à Chambly et fait tous les jours le trajet entre cette ville et Montréal, rapporte que le pont du Richelieu a été brisé par la débâcle et que les trains ne peuvent plus le traverser. Pour remédier à cet état de chose, on fait passer le pont à pied aux voyageurs qu'un train amène jusque-là et qui prennent un autre train sur l'autre rive. Il en est résulté que l'heure des trains a été changée et que les gens de l'endroit ne savent trop exactement à quoi s'en tenir sur le passage des convois.

On croit donc que les quatre employés de la compagnie d'électricité ont choisi pour revenir à St-Hubert un temps où ils croyaient pouvoirfaire le trajet sans faire de rencontre, et que, pendant qu'ils allaient, se croïant en parfaite sécurité, ils ont été frappés par la locomotive.



LE BLESSE ERNEST TEMPLIER



LE BLESSE JEAN VERMAISON

Les travaux des quatre hommes étaient sur le point d'être terminés. Ils étaient rendus à St-Lambert avec la pose des poteaux.

Le coroner McMahon ouvrira ube enquête cet après-midi, à 2 heures. La preuve qui y sera faite fera sans doute connaître sur qui doit retomber la responsabilité de ce trag que accident.

LE PARC ST-PATRICE

Sur les bords du canal, près du pont Curran

Il serait confié à la ville

(Dépêche spéciale.)

Ottawa, 18.—Une députation composée de M. l'échevin Martineau, de l'échevin Gallery, de MM. Dupré et Madore, et de MM. McShane et Edward Guérin, a eu une entrevue hier après-midi avec le Ministre des Chemins de Fer et Canaux et le Ministre des Travaux Publics au sujet du Parc St. Patrice, sur le canal Lachine. Lors de la construction du pont Curran, le gouvernement demanda à la ville de se servir d'une partie du parc. La ville avait amélioré le parc, y avait planté des arbres, etc. Au lieu d'employer seulement une partie de cette propriété e surintendant des travaux, M. Kennedy, l'utilisa toute entière et, en fait, détruisit son utilité comme parc public. La députation est venue demander au Ministre des Chemins de Fer et Canaux de remettre le parc dans l'état où le gouvernement l'a pris.

Le Ministre a fait observer qu'il serait très difficile de demander au gouvernement de l'argent pour embellir le parc. M. Blair a fera faire un rapport par les officiers de son département à l'effet de savoir s'il ne serait pas possible de donner à loyer à la ville le parc pour un certain nombre d'années, ce qui permettrait aux autorités municipales d'améliorer le parc.

UN INCENDIE

Que l'on croit avoir été criminel

A LA COTE ST-PAUL

Le coroner McMahon poursuit à huis-clos depuis deux semaines une enquête au sujet d'un incendie qui a eu lieu récemment à la Côte St-Paul et que l'on soupçonne avoir été mis par une main criminelle.

Comme dans toutes les causes de cette nature, les recherches son très difficiles. M. McMahon comptait recevoir des informations du propriétaire de la bâtisse incendiée, mais celui-ci n'a pas été vu depuis deux semaines.

L'enquête se continuera mardi prochain, à 2 heures de l'après-midi.

L'HIVER DU KLONDYKE

Rappelez-vous que le thermomètre, en hiver, marque quelquefois 70 degrés au-dessous de zéro. Il vous faut de bons vêtements pour supporter cela. La Cie S. Carsley limitée contrôle le "Klondyke Blazer." C'est le meilleur costume pour un tel hiver.

PARC SOHMER

Dimanche, 20 mars, (Après-midi, 3 heures ; soir, 8 heures.)

Une grande troupe d'Opéra burlesque.
Une grande troupe de nègres.
Une troupe d'acrobates.
La princesse de sang royal africain KAKIDIWALA.
Solis, duos, trios, quatuors choeurs complets, scènes comiques, danses variées, tableaux vivants avec de riches costumes, excellents acrobates, grand Cake-Walk, le tout avec une mise en scène comme on en a jamais vu au Parc. Le plus beau programme depuis la fondation du Parc.
Rien que 10 cts d'admission. Portes ouvertes à 1 heure. Représentations à 3 et 8 heures précises. 20-2

PARTEZ VOUS POUR LE KLONDYKE

Si vous allez au Klondyke vous trouverez tout ce dont vous aurez besoin chez M. Marchand 1869 et 1871 Notre-Dame, la maison qui vend le meilleur marché à Montréal. Quoiqu'on en dise il est certainement inutile de payer les prix fabuleux qu'on vous demande presque partout lorsque vous pouvez vous procurer ici, à des prix excessivement bas, tout ce dont vous aurez besoin chez
M. MARCHAND,
17-5 1869 et 1871 Notre-Dame.

UN VOYAGEUR DE COMMERCE RACONTE COMMENT SA FEMME FUT SAUVEE

Monsieur D. M. Lefebvre, voyageur de commerce, demeurant au No 121 rue Ste-Elizabeth, Montréal, disait l'autre jour à un de ses confrères que c'était grâce au vin St-Michel si sa femme jouissait d'une santé parfaite.

Après une longue maladie, Madame Lefebvre ne semblait pas vouloir revenir à la santé, une faiblesse extrême l'accablait. J'avais essayé, dit M. Lefebvre, des préparations de fer, des extraits de Malt, etc., lorsqu'enfin je lui fis prendre du vin St-Michel. L'effet fut magique, l'appétit et les forces revinrent immédiatement. Ce vin est un tonique stimulant extraordinaire, qui semble être fait spécialement pour les convalescents.

TROUPE DE MINSTRELS

La troupe d'Africains et d'Africaines de la princesse noire Kakidiwala fait partie de l'opéra burlesque qui sera donné au Parc Sohmer dimanche prochain après-midi et soir. Grande mise en scène, beaux costumes, etc. Le plus beau spectacle qui aura été donné au Parc Sohmer.

L'admission n'est que de 10 cts. Rendez-vous à bonne heure. 20-2

AFFAIRES ETRANGERES

L'insurrection aux iles Philippines

L'ANGLETERRE ET LA GUERRE

Affaires de Chine

L'INSURRECTION AUX ILES PHILIPPINES

Manille, 18.—Les insurgés des îles Philippines ont cerné le poste télégraphique de Bolinao le 7 mars, et 43 soldats espagnols ont été tués. Les insurgés ont dirigé une vive fusillade sur un vapeur envoyé le 8 de ce mois pour secourir la garnison, et l'ont forcé à se retirer. Quatre prêtres et les garnisons des localités voisines ont été massacrés.

Bolinao a été délivré peu après par un détachement de troupes espagnoles sous les ordres du général Moret. Ces troupes ont dû passer à travers champs pour atteindre les insurgés, avec lesquels elles ont eu cinq engagements. Les pertes des insurgés ont été très grandes. Un lieutenant et un soldat espagnols ont été tués.

Trois canonnières et un vapeur sont partis de Manille le 10 de ce mois pour Bolinao, avec des troupes d'infanterie et de l'artillerie. Les employés européens du poste télégraphique sont en sûreté. Les provinces de Tarlac, de Pangasinan et de Zambales sont en pleine révolte. On craint que les autres provinces ne suivent cet exemple. On annonce qu'Aguinaldo et d'autres chefs insurgés sont arrivés de Hong Kong avec six mille hommes. Pendant ces trois derniers jours, on a envoyé de l'artillerie dans les provinces soulevées, et à Manille il reste peu de troupes.

L'EXPOSITION DE 1900

Paris, 18.—L'idée du colonel Louis H. Hamburger, le sous-commissaire spécial américain à l'exposition de 1900 et le représentant de la Amateur Athletic Union des Etats-Unis, au sujet de l'installation d'une section athlétique à l'exposition, a été accueillie très favorablement par M. Delaunay-Belleville, directeur de cette dernière. M. Delaunay a demandé au conseil de préparer un projet, que la directeur de l'exposition aidera à exécuter, lorsqu'il aura été définitivement arrêté. A la suite d'un entretien sur ce sujet entre le colonel Hamburger et M. Delaunay, il a été résolu de faire de ce projet une affaire importante.

L'ANGLETERRE ET LA GUERRE

Londres, 18.—Le banquet de l'association des chambres de commerce qui a eu lieu à l'hôtel Metropole était en quelque sorte une nombreuse assemblée politique. Les discours ont été belliqueux. Lord Rosebery adit qu'il était surpris de se trouver "pour ainsi dire convié à un conseil de guerre." En exprimant sa sympathie pour lord Salisbury, qui est malade, il a fait ressortir les talents de ce dernier comme "ministre des affaires étrangères." En terminant, lord Rosebery dit que, si le pays faisait la guerre, il était sûr que le peuple constaterait que les avantages qui en résulteraient compenseraient largement les sacrifices qu'il faudrait faire.

Le contre-amiral lord Charles Beresford, membre du parlement, a vivement recommandé d'acquérir pour l'Angleterre la baie de Mirs, près de Hong Kong, pour en faire une station navale.

Cette acquisition, a dit lord Beresford, mettrait l'Angleterre sur un pied d'égalité, avec la Russie et l'Allemagne en Extrême-Orient. "Autrement, a dit en terminant l'orateur, la Grande-Bretagne sera obligée de doubler le nombre de ses navires de guerre dans les mers de Chine."

M. T. Ritchie, président de la chambre de commerce, a exprimé l'espoir que les difficultés avec la France au sujet de l'Ouest africain seraient réglées d'une façon amicale.

Le duc de Norfolk, ministre des postes, le baron Herschell, M. George Curzon, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, et d'autres ont pris successivement la parole. Tous ont exprimé leur vive sympathie pour lord Salisbury.

LES AFFAIRES DE CHINE

Londres, 18.—Le correspondant du "Times" à Vienne dit : " J'apprends d'une source incontestablement autorisée que, lorsque le marquis Ito est devenu premier ministre du Japon, les relations entre les gouvernements de Tokio et de Pékin se sont améliorées continuellement. La Chine a suivi les avis du Japon à propos des relations de celle-ci avec les étrangers. Le gouvernement japonais a aussi recommandé à la Chine d'accorder aux étrangers des concessions pour la construction de chemins de fer ; de permettre à ceux-ci de fonder des banques dans le pays, car les Chinois n'accepteraient jamais les billets émis par les banques des indigènes, et de restreindre le pouvoir grandissant des vice-rois."

Pékin, 18. — Il a été décidé que les négociations au sujet de Port Arthur continueraient en cette ville.

M. Pavloff, le chargé d'affaires de Russie est très occupé au Tsong li Yamen.

Shanghaï, 18. — La mission médicale américaine des environs de Chung King Fu, province de Sze Chouan, sur le Yang Tse Kiang, a été attaquée par la populace. Les aides-chirurgiens indigènes ont été maltraités et l'un d'eux a été assassiné.

Berlin, 18. — Le " Tageblatt " dit que le Deutschland restera pendant quelques années dans les eaux asiatiques comme navire-amiral de l'escadre allemande, et que le prince Henri repartira l'année prochaine à bord d'un autre navire.

EN CRETE

La Canée (île de Crète), 18. — Le pavillon allemand a été descendu et les soldats de marine allemands qui faisaient partie de la garnison de cette ville, ont été embarqués sur le cuirassé Oldenburg. Les troupes internationales, qui composaient la garnison de la Canée, ont rendu les honneurs militaires aux soldats qui partaient.

Berlin, 18. — La " Gazette de Cologne," commentant la descente du pavillon allemand en Crète, dit que le départ du cuirassé allemand Oldenburg ne signifie pas la cessation du concert des puissances, mais seulement que, maintenant, les affaires des créanciers allemands de la Grèce ont été réglées. L'Allemagne a peu d'intérêt dans les destinées de la Crète, qui regardent la France, la Russie et l'Angleterre.

Londres, 18. — Les journaux en général considèrent le retrait de l'Allemagne de Crète comme un indice de l'installation du prince Georges de Grèce comme gouverneur de l'île.

LES PARTIS IRLANDAIS.

Londres, 18.—M. John Dillon, le chef du parti national irlandais, a présidé le banquet national qui a eu lieu hier à l'hôtel Cecil, pour commémorer la Saint-Patrice et les évènements de 98. Plusieurs centaines de personnes ont pris part au banquet. M. Dillon a lu une lettre de M. Gladstone, conseillant l'union des partis irlandais, et une réponse a été envoyée au vénérable homme d'Etat, le remerciant pour les services qu'il a rendus à la cause irlandaise.

Dans son discours, M. Dillon a dit : "La tranquillité qui règne actuellement dans les affaires irlandaises n'est que le prélude d'une tempête."

POUR LE KLONDYKE

(Dépêche spéciale.)

Vankleek Hill, 18. — Depuis deux mois un grand nombre de personnes de cette ville et des environs sont parties pour le Klondyke, Citons MM. John McDonald, J. Routhier, Dermid Rankon, Grant McAlpine, Frank McAlpine, J. Hurley, Michael Lefebvre, J. McMillan, J. Holsted, Henri Clermont, Ferdinand Clermont, A. X. Labrosse, David Matte, Arthur Matte. Une autre expédition doit partir la semaine prochaine.

MAIRE

A une séance général du conseil municipal de la paroisse de St. Thomas de Joliette, tenue lundi, le 7 courant, M. le Dr. Nasse a été réélu maire et M. Hercule Coutu a été continué dans sa charge de secrétaire-trésorier.

RESEAU DE CHEMIN DE FER DU GRAND TRONC

Recettes du 8 au 14 mars:

1898...	$476,407
1897.....	403,556
Augmentation...	$ 72,851

LE CHAPELAIN DU "MAINE"

Après le capitaine Sigsbee, celui qui semble avoir fait preuve du plus grand héroïsme lors de la catastrophe du Maine est le R.P. John Chidwick, aumônier du navire. Il fut l'un des derniers à abandonner les ruines fumantes du Maine et ne se décida à gagner le rivage seulement lorsqu'il eût été convaincu de l'impossibilité absolu de sauver un malheureux de plus. Aussitôt qu'il fut descendu à terre, il se rendit immédiatement dans les hôpitaux, et sans se soucier des blessures nombreuses qu'il avait reçues lui-même, il se mit à soigner les matelots blessés, adressant à chacun une parole d'encouragement. Dès que l'on eut commencé à retirer les cadavres des débris du navire, il se rendit sur les quais, et là, passa des journées entières à recevoir les morts, aussitôt qu'on les avait retirés de l'eau.



LE R. P. JOHN CHIDWICK

C'est seulement depuis l'avènement de l'ex-président Cleveland, que des aumôniers catholiques sont nommés sur les vaisseaux de guerre des Etats-Unis. Il n'y en a encore que trois, l'abbé Rainey, à bord du "Vermont", l'abbé Parks, à bord du "San Francisco" et l'abbé Chidwick dont nous donnons ici le portrait. Ce dernier est natif de New-York, et âgé de 34 ans. C'est un brillant orateur, et ses connaissances étendues lui ont mérité une juste réputation de savant. Il avait su par son affabilité et ses manières engageantes, s'attirer la sympathie des officiers et des matelots du navire, sur lequel il a failli trouver la mort.

EN COUR D'ASSISES

Ce vol à l'étal de M. Ouimet

Trois des accusés trouvés coupables

SEANCE DE L'APRES-MIDI.

Lorsque la Cour s'est assemblée, il manquait un des petits jurés assermentés dans cette cause. Il a cependant repris son siège environ un quart d'heure plus tard.

Robert Murphy, est rappelé et dit qu'il se souvient d'avoir vu Gallaghan ce soir-là avec les autres. Le témoin ne peut dire au juste si l'accusé est arrivé en même temps que les autres. Il est cependant certain que Gallaghan a participé au tour de voiture. C'est Crowe qui a promis de payer la course.

La cause de la Couronne est alors déclarée close.

Joseph Morris, électricien de Montréal, et l'un des prisonniers, dit que le 27 de décembre, il revenait du théâtre, et entra dans la ruelle où il trouva un morceau de viande. Il n'a pas vu les prisonniers ce soir-là avant leur arrestation. Il a déjà été arrêté, mais jamais pour vol.

Alex. Mooney, journalier, se souvient du 27 décembre. Il est allé au Royal, lorsqu'il fit la rencontre de Crowe et de Gallaghan. "Après le théâtre, nous sommes entrés dans une buvette de la rue St-Laurent. J'ai quitté Crowe et Gallaghan, au coin des rues Vitré et St-Laurent.

John Morris, mouleur, est le frère de l'un des accusés, dit : Mon frère n'a jamais été arrêté pour vol ou pour parjure.

M. Walsh en adressant les jurés, s'attache à démontrer que la preuve est toute de circonstance, et n'est pas suffisante. Que ses clients devraient être acquittés, etc.

M. Cooke répond qu'il croit que la preuve est amplement suffisante. Il ne s'agit pas ici de faire du sentiment, mais d'exercer la justice.

Le juge après avoir expliqué la nature de la cause et la loi, dit qu'il déclare que la question est claire. La seule accusation à considérer est celle du vol avec effraction. Il ne peut y avoir de doute là-dessus. Vous aurez à vous demander si les accusés en sont les auteurs. Vous pouvez les trouver coupables tous quatre ou seulement l'un ou deux ou trois d'entre eux. Vous pouvez les acquitter si vous entretenez un doute raisonnable.

Après avoir délibéré, le jury rend un verdict de coupable dans les cas de Morris, Flanagan et et Crowe. Gallaghan est déclaré innocent.

—Un nommé Alexander Mooney, arrêté pour vol, désire changer son plaidoyer de non coupable pour un de coupable.

LE GRAND TRONC

Et l'accommodation qu'il donne aux mineurs

Un membre d'un contingent parti de Montréal pour le Klondyke par la voie du Grand Trone a écrit à l'un des officiers de cette compagnie une lettre dans laquelle il fait l'éloge de la route du Grand Trone dans cette direction.

La lettre est datée de Chicago et se lit comme suit :

"Nous sommes arrivés à Chicago à l'heure marquée sur l'indicateur et tous les voyageurs sont satisfaits de l'accommodation qui nous a été donnée et des manières courtoises et prévenantes des employés du chemin. Nos bagages ont été expédiés sur le même train et nous n'avons éprouvé à la frontière américaine ni retard, ni ennuis, les formalités douanières ayant été exécutées de façon à ne nous causer aucun désagrément.

"Les chars-dortoirs gratuits pour les colons, dans lesquels nous avons voyagé, sont réellement très confortables, et nous sommes surpris qu'une pareille accommodation puisse être offerte sans charge additionnelle. Notre train s'est maintenu à une vitesse de 45 à 50 milles à l'heure au milieu de paysages, de sites et de villes magnifiques échelonnés le long de la ligne et qui rompent la monotonie d'un long voyage. Je vous dois des remerciements pour toute votre bonté et vous apprendrez sans doute avec plaisir que notre contingent quitte Chicago en emportant le meilleur souvenir de votre admirable chemin de fer."

Le contingent dont l'un des membres a écrit cette lettre a quitté Montréal vendredi dernier, sous la conduite de MM. Gibeault et Trudeau. Ils ont quitté St-Paul dimanche après-midi et ont maintenant laissé la côte du Pacifique, en route pour le pays de l'or.

Entre parlementaires, à propos du duel Clémenceau-Drumont, qui a eu lieu au moment même où la chambre s'occupait de la taxe du plomb en douane:

—Six balles à vingt pas, sans résultat !

—C'était peut-être du plomb qui n'avait pas acquitté le droit ... d'entrée !

LE COMMERCE DU CANADA

Il est aussi satisfaisant que possible

UNE HAUSSE SUR LE CIMENT

Par suite des travaux du canal de Soulanges

L'EXPORTATION DES BESTIAUX

Toronto, 18 — Le rapport hebdomadaire du commerce au Canada de MM. R. G. Dun et Cie, dit :

"Le commerce de gros de Montréal n'est pas aussi actif qu'il l'était il y a une semaine ou deux. Le mauvais état des chemins à la campagne a affecté le commerce des épiceries et quelques autres lignes, et pour cette raison la collection en souffre dans certains districts, mais malgré cela, on peut dire que l'état du commerce est aussi satisfaisant que possible. Dans les marchandises de nouveautés l'expédition est bonne, et la facilité de moyens de transportation ont entraîné plusieurs marchands de la partie ouest d'Ontario et d'autres endroits de faire des achats. On peut dire de même des districts éloignés. Dans le commerce du ciment, il y a eu une hausse, par le fait que le gouvernement a demandé des soumissions pour 120,000 barils qui serviront au canal de Soulanges, et l'on a lieu de croire qu'on aura lieu de se servir de 80,000 barils pour le canal de Trent. Les dernières nouvelles d'Angleterre annoncent une augmentation de six pences (12c) par baril, et les prix ce printemps seront plus hauts qu'à cette époque l'année dernière.

Les marchands d'huile et de peinture disent que les affaires sont bonnes. Il y a eu nombre de demandes malgré que le nouveau tarif ne sera exigé qu'à partir du 1er avril. Dans le cuir, les affaires sont tranquilles. Les marchands en général ont rempli les ordres du printemps. La baisse dans le marché des peaux, due à la qualité inférieure des marchandises qui sont sur le marché, peut aussi occasionner un certain délai de la part des acheteurs. L'argent continue stable à 4 1-2, mais plusieurs des banques ne semblaient pas disposées à prêter, sont aujourd'hui plus prêtes à faire des affaires.

Le commerce de gros à Toronto est aussi satisfaisant que possible. Le commerce de printemps dans la bonnetrie et marchandises de fantaisie est plus florissant que jamais et les marchands semblent être dans la jubilation. Des consignations importantes de lainages, provisions, etc., sont expédiées à la Colombie Anglaise, et l'on s'attend à ce que le commerce dans cette branche sera excellent pendant les mois d'été. Les paiements sont réguliers, et le nombre des faillites est comparativement restreint. Le commerce de la campagne est, jusqu'à un certain point, restreint à cause du mauvais état des chemins. Les lignes de chemins de fer font de bonnes affaires. Les recettes augmentent. Il s'est produit un arrêt dans le commerce de l'exportation du grain. La Grande-Bretagne semble posséder le nécessaire pour le moment, et les expéditeurs ne font presque pas d'affaires actuellement. On s'attend qu'à Montréal il y aura, sous peu, une augmentation considérable dans l'exportation des bestiaux et du fromage. Les cotes sur le marché aux peaux continuent à être faibles, pendant que le commerce du cuir se maintient et les prix sont stables. Les emprunts restent toujours à 4 1-2 mais l'échange tend à la baisse. L'escompte à la banque d'Angleterre n'a pas varié quoique plusieurs banquiers s'attendaient à une hausse.

Les prix des actions dans plusieurs compagnies ont augmenté. Le Pacifique Canadien est plus stable vû que l'on s'attend à ce que la guerre entre cette compagnie et sa rivale, le Grand Trone va cesser. Il y a aussi plus de demandes de parts dans les banques, compagnies d'assurances, etc. La compagnie de chemin de fer de Toronto a augmenté son dividende jusqu'à 4 p. c. payable chaque trimestre. Le premier dividende de 1 p. c. sera payé le 1er avril.

Les faillites pendant la semaine ont été de 27 contre 50 pendant la même période de l'année dernière."

Dans une réunion d'officiers, on parle de l'entrée du directeur de "l'Intransigeant" à Sainte Pélagie, aux cris de "Vive l'armée !"

—Etrange vie, tout de même, que celle de Rochefort !

—Le fait est qu'on ne trouverait plus aujourd'hui un officier pour le faire fusiller !

LE SPECTRE D'UN PERCLUS

L'attestation remarquable de Jas. Davis, de Vittoria

Les douleurs du rhumatisme l'avaient réduit à l'état de squelette —Les medecins et le traitement clinique à l'hopital demeuraient impuissants—Les Pilules Roses du Dr Williams lui rendent la force et la sante.

Les preuves surabondent pour démontrer que les Pilules Roses du Dr Williams sont la plus grande découverte médicale du 19ième siècle, et l'histoire qu'on va lire, racontée dans les termes mêmes d'un malade reconnaissant de sa guérison, est une preuve nouvelle de leur puissance curative, en présence des autres remèdes qui demeurent sans effet.

" Je sais que je suis un exemple vivant des merveilleuses propriétés curatives des Pilules Roses du Dr Williams, et je remplis un devoir de reconnaissance, tout en rendant service à ceux qui souffrent, en donnant mon témoignage en leur faveur. Je demeure au village de Vittoria, Ont., et comme j'ai toujours résidé dans cette localité ou dans les environs, je suis bien connu à cet endroit, et il serait facile de prouver la vérité de ce que je dis.

Il y a trois ans, j'eu une forte attaque de rhumatisme qui me paralysa en partie, et je fus abandonné comme incurable par les deux médecins qui me donnaient leurs soins. La maladie m'avait réduit à l'état de squelette ; je n'étais plus que le fantôme d'un perclus. Je perdis entièrement l'usage de mes membres et on devait me nourrir à la cuillère. Je ne tenais plus à la vie qui était devenue un tourment. J'attendais avec résignation que la mort vint me délivrer de mes longues et terribles souffrances. Rendu à bout, je me laissai persuader d'essayer un traitement à l'hôpital général de Toronto, et, après un séjour de plusieurs semaines dans cette institution, je fus ramené chez moi dans un état plus désespérant qu'avant mon entrée. Accablé par la douleur, j'appelais la mort comme une délivrance, lorsque j'entendis parler des Pilules Roses du Dr Williams et des cures merveilleuses qu'on leur attribuait. Malgré mes doutes, je consentis cependant à en faire l'essai. Le résultat fut merveilleux. Depuis deux ans je n'avais pas passé une bonne nuit, et voilà que je jouissais d'un sommeil réconfortant qui me paraissait comme un don céleste. La vie, la force, et l'appétit me furent rendus peu à peu et ranimèrent l'espérance et le courage. J'ai pris en tout quarante et une boîtes du remède cela peut paraître une forte quantité, mais il ne faut pas perdre de vue que les remèdes pris auparavant m'avaient coûté plusieurs fois la valeur des pilules et que les médecins m'avaient déclarés incurable.

Comme résultat final, je puis me livrer aujourd'hui aux travaux les plus rudes. La nouvelle de ma guérison a causé une agréable surprise à mes amis, qui se réjouissent de me revoir en bonne santé au milieu d'eux. Il ne me reste pas le moindre doute sur ce point : les Pilules Roses du Dr Williams sont le seul et dernier remède qui ait pu atteindre les germes de ma maladie et me sauver d'une vie de misère et d'angoisses.

Je me fais un devoir de reconnaissance de recommander fortement ce remarquable remède à tous les patients qui sont affligés de cette terrible maladie."

JAMES DAVIS.

L'attestation ci-dessus est signée en présence de

ERNEST WEBSTER MAYBEE.

Au restaurant du palais de justice.

—Garçon...

—Monsieur ?

—Faites à votre cuisinier me refaire deux œufs un peu plus frais que ceux-ci.

Le garçon, mettant le nez dans l'assiette :

—Et ce sera justice.

Modes...

Chapeaux nouveaux et voilettes pour le printemps, chapeaux de deuil assortiment au grand complet.

CHEZ

MADAME H. POITRAS

1986 Notre-Dame.

L. N. DENIS

TAPISSERIE

A BON MARCHE

313 RUE ST-LAURENT, MONTREAL.



Colonial House - SQUARE PHILIPPE

DEPARTEMENT DES

MANTEAUX

Collerettes en Velours pour Dames

Lignes spéciales de Collerettes en Velours pour Dames aux prix spéciaux suivants :

$6.00, $8.50 et $12.50

Nous avons ajouté cette semaine à notre grande variété 100 Costumes pour Dames faits par tailleurs et nous appelons l'attention de nos clientes sur cette ligne très importante.

JUPONS POUR DAMES

Nous venons de recevoir un vaste assortiment de jupons pour Dames, en soie noire et de couleur, unie et de fantaisie, en Soie Morette, en Damas de Laine, en Mohair et en Coton.

Les Commandes par la Poste seront Exécutées avec Célérité et Soin.

HENRY MORGAN & CO., MONTREAL

...BRULEZ LES...

ALLUMETTES

EDDY

Ce sont les Meilleures

... Paraitra ...

Prochainement!

...LE...

Jubile de Diamant

...OU...

ROLE D'HONNEUR

...DES...

Patriotes de 37-38

PAR LE

Dr J. DOUGLAS BORTHWICK, LL.D. 16-6

--Portez des--

LUNETTES

Si vos yeux en ont besoin. Notre opticien fera l'essai de votre vue gratuitement et vous dira si vous en avez besoin.

R. A. Dickson & Cie

2261 STE-CATHERINE

OUVERT LE SAMEDI SOIR JUSQU'A 9 HEURES

L'ACTE DES BREVETS

Henry Chitty, du No 8 Hamilton Terrace, St Margarets Road, Twickenham, comté de Londres, Angl., propriétaire du brevet Canadien, No 51,534 pour améliorations dans les machines électriques à dynamo, accorderait des licences pour l'usage de la dite invention, ou la fournirait. S'adresser à

OWEN N. EVANS,

Solliciteur de brevets,

Montréal, Temple Building. 184

Grothé Frères

ENTREPRENEURS GENERAUX

Estimés

Faits sur demande

6 et 8 RUE CUTHBERT

MONTREAL

246 lan

Hotel Carre Viger

334-336 rue Craig, Coin de la rue Dorion

Situé en face du Carré Viger est prêt à recevoir les voyageurs dès maintenant. Les propriétaires invitent leurs amis de l'étranger à venir chez eux. La maison est de première classe. Vins, liqueurs et cigares de première marque.

JOS. COUTURE & CIE. Propriétaires

MONTREAL, P.Q., CAN.

Hotel Riendeau

En face de l'Hôtel-de-Ville et du Palais de Justice.

Quelque pas des bateaux et des gares de chemin de fer.

58 et 60 Place Jacques-Cartier. MONTREAL

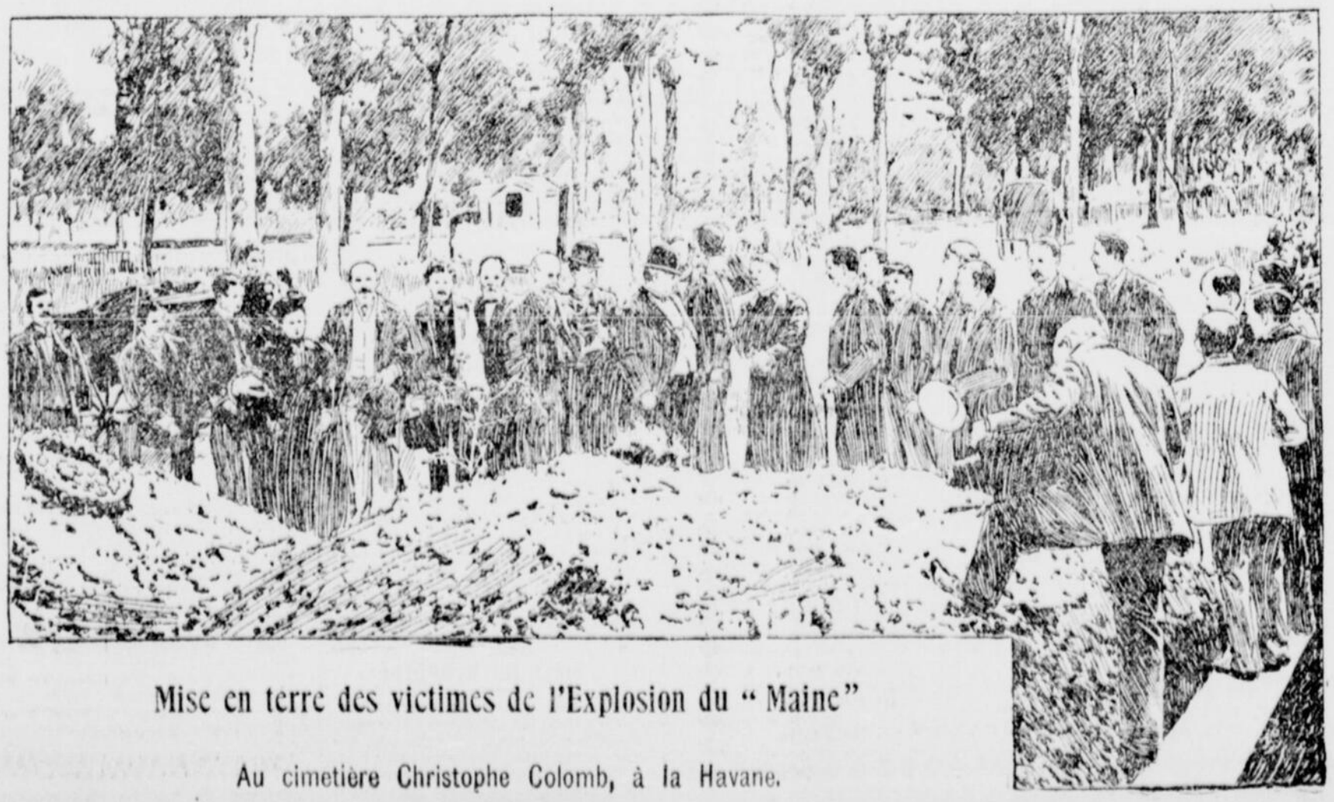
JOS. RIENDEAU, Propriétaire.

SIROP de Raifort Iodé

Préparé à froid de GRIMAULT & Cie.

Combinaison intime de l'iode avec le suc des plantes antiscorbatiques. Toujours bien toléré, il est un puissant auxiliaire pour combattre chez les enfants le lymphatisme, le rachitisme, le goitre, l'engorgement et la suppuration des glandes du cou, les gourmes, les croûtes de lait, les éruptions de la peau de tête et du visage.

Wholesale: LYMAN, SON & CO., Montreal



Mise en terre des victimes de l'Explosion du " Maine"

Au cimetière Christophe Colomb, à la Havane.

UNE NOUVELLE ESCADRE

Elle sera stationnée à Hampton Roads

Les conclusions du conseil d'enquête espagnol

L'Espagne rejettera avec indignation toute demande d'indemnité

NOUVELLE ESCADRE

Washington, 18.—La formation d'une nouvelle escadre de navires de guerre qui stationneront à Hampton Roads, a été décidée, et un ordre en conséquence a été lancé hier. Ceci est le principal événement de la journée.

L'escadre nouvelle se composera d'abord de cinq navires, les meilleurs de leur genre. Deux d'entre eux, le "Massachusetts" et le "Texas", sont actuellement à Key West. Les fonctionnaires du département de la marine disent qu'on aurait tort de croire que cette mesure est la conséquence des protestations de l'Espagne contre la concentration de l'escadre de Key West et des Tortugas. Il s'agit, ajoutent-ils, d'une mesure stratégique.

L'escadre de Hampton Roads, qui comprendra de lourds navires de guerre, tel que le "Brooklyn", le "Columbia" et le "Minneapolis", renforcés de quelques petits croiseurs, servira à la défense navale. Bien que les autres navires qui la composeront, n'aient pas encore été choisis, on dit que plusieurs d'entre eux seront pris dans l'escadre de Key West. Le croiseur cuirassé "New-York", en ferait aussi partie et elle serait commandée par l'amiral Sicard. A Key West, le "New-York" serait remplacé par le grand monitor "Puritan".

On dit que Hampton Roads est le meilleur point stratégique de la côte de l'Atlantique.

Le ministre d'Espagne s'est présenté au département d'Etat à 3 heures, hier après-midi, et est resté plus d'une heure auprès du juge Day. M. Polo de Bernabe et M. Day se sont montrés très réservés à l'issue de leur conférence, mais on dit qu'ils se sont pour ainsi dire bornés à exprimer l'espoir que la situation allait s'améliorer. A ce moment, l'ordre du retrait du "Texas" et du "Massachusetts" de Key West n'était pas encore connu au département d'Etat. Quand le ministre a appris la nouvelle, il en a manifesté beaucoup de contentement.

La déclaration semi-officielle, faite à Madrid, que le gouvernement espagnol rejetterait avec indignation toute demande d'indemnité basée sur la responsabilité de l'Espagne dans l'explosion du Maine a attiré spécialement l'attention des cercles officiels.

Le rapport de la commission d'enquête espagnole sur la catastrophe, destiné à contrebalancer celui de la commission américaine devait arriver hier à Madrid. On n'en connait pas encore les conclusions, mais on a tout lieu de croire que les commissaires avaient d'avance conclu que le Maine a sauté par suite d'explosions accidentelles à l'intérieur. Le capitaine Peral, d'ailleurs, a dit publiquement que la théorie d'une explosion extérieure ne tenait pas debout.

Selon une déclaration venant d'une source autorisée l'intervention des Etats-Unis à Cuba aurait la guerre pour résultat. L'Espagne a fait son possible, d'ailleurs, pour montrer que la condition des reconcentrados ne justifiait pas cette intervention, et que celle-ci ferait disparaître tout espoir de négociation pacifique.

—Le département de guerre a préparé un projet de loi ayant pour but de mettre sur un pied de guerre l'armée régulière avec un effectif de 104,000 hommes. Ce projet de loi, rédigé avec beaucoup de soin, sera présenté à la chambre par M. Hall, président du comité des affaires militaires.

LE RAPPORT DU CONSEIL D'ENQUETE ESPAGNOL.

Madrid, 18.—La note semi-officielle suivante a été publiée ici hier:

"Le rapport du conseil d'enquête espagnol sur le Maine n'est pas encore connu; mais, selon les déclarations de plusieurs officiers compétents qui ont fait un examen attentif sur le lieu du désastre, celui-ci est indiscutablement dû à un accident qui a eu lieu à l'intérieur. On peut être certain que si le conseil américain présente son rapport déclarant que la catastrophe est due à une explosion à l'extérieur, le public, ici, refusera d'accepter cette conclusion et que toute demande d'indemnité adressée à l'Espagne sera rejetée avec indignation.

La Havane, 18. — Plusieurs marchands de tabacs anglais ont reçu de Londres des dépêches leur conseillant de quitter Cuba immédiatement parce que la guerre semblait inévitable.

Londres, 18.—Une dépêche spéciale de Rome dit que le gouvernement italien a vendu à l'Espagne le croiseur "Varese."

Aujourd'hui le navire de guerre Amazonas, construit pour le Brésil, mais acheté par les Etats-Unis, sera formellement livré au gouvernement de ce pays à Gravesend. Le commandant Calvell prendra possession du vaisseau au nom du gouvernement. Un équipage pris parmi les matelots du San Francisco montera à bord, en baissera le pavillon brésilien et l'équipage brésilien débarquera.

—Une dépêche spéciale de Rome dit que l'amiral Brin a informé l'ambassadeur d'Espagne en Italie, le comte de Bonemar, que sa requête relative à la vente de trois navires de guerre à l'Espagne sera discutée à la prochaine réunion du cabinet.

La Havane, 18.—Hier soir, le général Blanco a donné un banquet au Palais, aux officiers du "Viscaya et de l'"Almirante Oquendo." Les fonctionnaires supérieurs du gouvernement autonome étaient présents.

On dit ici que l'Espagne a demandé aux Etats-Unis de faire partir ses navires de guerre de Key West et des Tortugas, afin de les éloigner des eaux cubaines, sous prétexte que leur présence nuit aux efforts des partisans de l'autonomie qui essayent de persuader les insurgés de déposer les armes.

New-York, 18.—Le steamer de transport des Etats-Unis, le Kenret, est parti de ce port en route pour Matanzas (Cuba) avec une cargaison de provisions pour les Cubains.

LE RAPPORT DU CONSEIL D'ENQUETE AMERICAIN

Washington, 18.—Le président s'attend à recevoir demain ou après-demain le rapport du conseil d'enquête.

A la demande du président l'amiral Sicard a reçu instruction de confier le document à un officier de marine qui le porterait à Washington.

—Un personnage attaché au gouvernement de Washington et qui est à portée de connaître exactement les pensées du président MacKinley, a dit dans une entrevue: "Il n'y a rien de changé dans la politique du président à l'égard de la situation actuelle; il reste fermement convaincu que l'affaire du "Maine" se réglera à l'amiable. Le président s'occupe de la question avec la plus grande habileté et la plus haute sagesse."

Madrid, 18 — Une agence officieuse publie aujourd'hui la nouvelle suivante: "Il est inutile de parler de la vente de Cuba. Cette question ne peut être décidée que par le parlement, et il est impossible qu'aucune chambre espagnole consente jamais à vendre Cuba à n'importe quel prix."

La presse financière se livre à des commentaires sur la facilité avec laquelle l'Espagne a supporté le lourd fardeau des dépenses occasionnées par l'insurrection à Cuba et aux îles Philippines. Les journaux financiers font aussi remarquer que, bien que depuis l'arrivée au pouvoir de M. Sagasta les dépenses de la guerre aient dépassé 300 millions de francs, le montant des billets de banque d'Espagne en circulation s'est élevé seulement de 1,174,929,306 francs à 1,259,650,650 francs. En conséquence, ajoutent les journaux il n'y a pas de doute que, si un nouvel emprunt était nécessaire, il serait contracté aussi facilement que celui de l'année dernière.

FEUX

A 4.10 hier matin le feu, probablement causé par des bouts de cigares jetés imprudemment, s'est déclaré au No. 15 Côte du Beaver Hall, occupé par M. Stafford. Il y a pour $50 de dommages à peu près. On se plaint qu'à cet endroit les bornes fontaines sont trop éloignées et que le service des pompes ne peut en conséquence que se faire difficilement.

—Explosion d'une lampe à 8.53 p.m. au No. 118 rue Maisonneuve, résidence de M. Théophile Desrochers. Le feu fut éteint par les résidents eux-mêmes.

Pas de dommages.

OPERA BURLESQUE

Grande troupe d'opéra burlesque réunie avec une troupe d'acrobates et la "grande troupe africaine" de la princesse Kokidiwala." Superbe mise en scènes. Costumes éblouissants; le plus beau et le plus varié de tous les spectacles qui ont été donnés au Parc Sohmer.

Rendez-vous de bonne heure, dimanche prochain, l'opéra commencera à 3 et 8 heures précises. 20-2

LE DEPARTEMENT D'HYGIENE

Il se fait un fort mouvement à l'heure qu'il est pour faire nommer M. L. E. Morin, jr., pourvoyeur pour le département d'hygiène. D'après l'échevin Ames le salaire de ce pourvoyeur pourrait être économisé sur les seuls achats du foin et de l'avoine pour le département.

CONDOLEANCES

A une assemblée des membres du Liberal-Conservative Club, tenue hier après-midi, sous la présidence de R. Stanley Bagg, des résolutions de condoléance ont été votées à l'occasion de la mort de MM. Flavien Dupont, M. P., et Harry Abbott, C. R.

DELEGATION DE BANQUIERS

Une délégation de banquiers doit se rendre aujourd'hui même à Ottawa, afin de rencontrer l'hon. W. S. Fielding concernant l'arrangement survenu entre le gouvernement et la Canadian Bank of Commerce, au sujet des affaires du Yukon.

A. O. U. W.

Demain soir, aura lieu, au restaurant Bougeant, le deuxième banquet annuel de la loge Papineau, No 34, A.O.U.W.

Cette loge est recrutée parmi tout ce que la société Montréalaise a de plus "select."

Tout fait présager le plus grand succès pour le banquet de demain.

Le comité d'organisation se compose du Dr Gaston Maillet, dentiste, Dr Lassalle, MM. Alphonse Primeau, avocat, Horace Tessier, etc.

LES MINES DE LA COLOMBIE ANGLAISE

Victoria, C. A., 18.—Le rapport annuel du département des mines a été présenté à la législature, hier après-midi. D'après ce rapport la production totale des minéraux, y compris le charbon, en 1897, est évaluée à $10,455,288 soit une augmentation de quarante pour cent sur celle de l'année précédente. La valeur de l'or a été de $2,366,000; celle de l'argent de $3,272,000, celle du plomb de $1,390,517; celle du charbon de $2,648,261. La production dans West Kootenay a été de $6,765,000.

UN GUERISSEUR CHASSE

Philadelphie, 18.—Un nommé Giraud, qui se dit prêtre et prétend être doté du don de faire des guérisons miraculeuses et qui exploitait la crédulité des gens, vient de recevoir l'ordre de Mgr Ryan, d'aller exercer ailleurs son étrange industrie.

60 ARTISTES

Jamais on aura été témoin au Parc Sohmer, d'une aussi grande collection d'artistes que celle qui figurera dans l'opéra burlesque, dimanche prochain. Il y a 3 troupes réunies, l'"Opéra burlesque", la "troupe africaine de la princesse Kokidiwain et une "troupe d'excellents acrobates." C'est un programme qui vaut $2,00 et qui est donné au Parc pour 10 cts. Rendez-vous à bonne heure, après-midi et soir. 20-2

AU SUJET DU KLONDYKE

Ne faites pas, quand vous arriverez aux terrains aurifères, la découverte que vous êtes venus avec un équipement imparfait. La Cie S. Carsley limitée a équipé un grand nombre d'expéditions importantes et elle l'a fait de façon à satisfaire ses clients.

COURS DE COMMERCE

Au Monument National

Ce soir, vingtième et dernière conférence. Programme —: Récapitulation des conférences de la saison. Tous ceux qui ont suivi les cours, sont priés d'être présents avec leurs cartes d'inscription. Dimanche, le 27, à 3 heures p.m., des certificats d'assistance seront donnés aux assidus.

CHRONIQUE MILITAIRE

Le ministre de la milice l'honorable Dr Borden a lancé cette semaine son premier coup de feu au sujet de la trop fameuse question d'avoir l'école militaire à Montréal. Il a fait écrire au conseil municipal pour lui demander s'il serait disposé à accorder $25,000 pour aider à la construction des quartiers dans notre ville. Il avait été question en 1894 d'octroyer ce montant et le comité des finances actuel devra se prononcer à ce sujet.

Tous les militaires de Montréal seraient très heureux de voir la ville les aider à obtenir ce qu'ils désirent depuis si longtemps.

Ils comptent sur l'appui du président du comité et reposent toute leur confiance dans le fait, le bon jugement et l'habileté de l'échevin Rainville.

Nous savons que les finances de la ville sont loin d'être dans un état prospère en ce moment, mais persuadés que nous sommes que la situation deviendra bientôt plus brillante ce montant de $25,000 pourrait être voté à condition qu'il serait payé plus tard au département de la milice, qui pourra bien attendre quelque temps.

C'est plus que jamais le moment pour les officiers commandant les différents corps de notre ville de s'occuper de l'affaire un peu plus activement qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent. Après les déclarations importantes faites tout récemment par l'honrable ministre il est évident qu'il n'en tient qu'à eux d'obtenir une solution au problème. Nous remarquons qu'il leur arrive bien peu souvent de se réunir pour discuter les questions d'intérêt pour la milice du district sans qu'il y ait aucune démarche sérieuse et soutenue de la part des commandants des corps.

Il nous semble qu'il serait plus facile d'obtenir des résultats plus pratiques si tous voulaient travailler dans un même but, la main dans la main.

La milice de Montréal veut l'école; elle la veut de suite et si cela ne s'obtient pas, vraiment après toutes les promesses faites à maintes reprises depuis si longtemps, c'est suffisant pour décourager les plus zélés qui ont à cœur l'avancement de nos régiments dans ce grand district qui est en arrière de bien d'autres et l'on sait pourquoi.

On nous avait laissé croire en décembre dernier que l'école serait transportée ici en janvier 1898 mais il n'en fut rien et le renseignement qui paraissait venir de source autorisée n'a pas prouvé être juste, puisque le changement a été remis indéfiniment.

—Nous répétons qu'il est grandement temps pour le département de s'occuper des cibles de la Côte St Luc. Cela sera encore cette année une cause de retard et nous aurons bientôt la belle saison, si la température continue à être aussi clémente. Ce sera un temps très précieux de perdu pour la pratique. Les associations de tir des différents régiments alliées des associations provinciales devraient se réunir dans le but de discuter le moyen à prendre pour représenter aux autorités l'importance de réparer immédiatement les cibles ou de fournir un champ de tir plus accessible et sans danger.

Les soldats des corps permanents qui doivent faire partie de l'expédition du Yukon ont été choisis ces jours-ci. Il s'en est offert deux fois autant qu'il en était demandé et c'est le résultat de l'examen médical qui a déterminé le choix. Quant aux officiers qui doivent compléter l'organisation, il n'en est pas encore fait mention. Nous ne connaissons jusqu'à présent que le Major T. D. B. Evans, de la police montée, qui commandera; le chirurgien Foster, lieutenant du 6se Bataillon, dont l'Hon. Dr. Borden est chirurgien major; le Major Aimé Talbot, du 9e Voltigeurs de Québec, qui remplira la charge de quartier-maître. Il a déjà été question de choisir aussi des officiers des Carabiniers Mont-Royal, et il est à espérer qu'ils ne seront pas ignorés. Ce serait une bonne occasion de reconnaître les services que ce régiment a rendus par le passé, et le dévouement dont ses officiers font preuve constamment. Quelques noms canadiens-français devraient figurer sur la liste des officiers de ce contingent et nous croyons que cela ne doit pas paraître trop exigent.

Les Carabiniers Victoria ont l'intention d'aller cette année célébrer l'anniversaire de la Reine à Toronto. L'idée mise et proposée aux différentes compagnies a été favorablement reçue. Il y a déjà quatre ans que les Victorias n'ont pas fait une excursion de ce genre. Pourquoi les Carabiniers Mont-Royal ne suivraient-ils pas cet exemple? Il y a longtemps qu'il en est question, et ce serait une belle occasion de faire le voyage. D'ailleurs l'invitation leur en a été faite plusieurs fois par les autorités militaires et les citoyens, et il nous semble que ce serait un heureux moment de visiter Toronto en même temps que les Carabiniers Victoria.

LA DEBACLE

Un de nos bons cultivateurs qui a fait des études spéciales sur la glace, nous prédit la débâcle pour dimanche prochain après-midi. Si la glace était en mouvement dimanche, le meilleur endroit pour la voir, serait le Parc Sohmer, où on entendra en même temps, un opéra burlesque, une troupe de nègres et une troupe d'excellents acrobates. Admission, 10 cts. 20-1

L'UNE DES VICTIMES DU "MAINE"

Fall River, Mass., 18.—Les parents du matelot Phillipe Durant, que l'on suppose avoir péri dans la catastrophe du "Maine," n'ont pas encore reçu de réponse du ministère de la marine, auquel ils ont écrit pour s'informer du sort de leur fils.

A TERRENEUVE

M. W. D. Reed est revenu de Terreneuve où il était allé remplir certaine mission auprès du gouvernement Winter. Il croit que les négociations qu'il a entamées vont aboutir heureusement. Pour ce qui est du chemin de fer, M. Reid a déclaré qui sera terminé au commencement de l'été.

UN EVENEMENT MUSICAL

Ceux qui assisteront à l'opéra burlesque qui sera donné dimanche prochain au Parc Sohmer, conserveront un excellent souvenir de ce magnifique spectacle; à Paris et à Londres, la même compagnie fait payer $2 du siège; cependant le Parc Sohmer ne fait payer que 10 cts. 20-2

On cause dans un cercle féministe, d'une Parisienne à prétentions encyclopédiques.

—Elle est fort savante, dit quelqu'un; c'est le véritable bas-bleu...

—Oh! bas bleu! fait un sceptique... chaussette tout au plus.

LA SOCIETE ST-JEAN-BAPTISTE

SECTION DE LA POINTE ST-CHARLES

(Photographies Laprès et Lavergne, rue St-Denis coin de la rue Ontario).



M. L'ABBE JOSEPH BONIN, curé de la Pointe St-Charles, chapelain.



M. L'ECHEVIN JACQUES, président de la section St-Charles de la Société St-Jean-Baptiste.



M. LOUIS TRUDEL, 2e vice-président.



M. JOSEPH MORIN, trésorier.



M. J. Al DIONNE, 1er vice-président.



M. ALFRED LALONDE, 2e Commissaire-ordonnateur.



M. L. J. LEFEBVRE, secrétaire.



M. EDMOND ROY, 1er Commissaire-ordonnateur.

Tous les Canadiens-français sont par droit de naissance membres de la Société St-Jean-Baptiste. Les Canadiens-français de la Pointe St-Charles se sont montrés et se montrent encore fiers de ce droit. Aussi, à peine avaient-ils pu se compter que déjà ils prenaient une part active dans la célébration de notre fête nationale. En 1878 se fit le démembrement de la Société St-Jean-Baptiste de Montréal en plusieurs sections. Cette année, grâce au concours de M. l'abbé Salmon, alors curé du village St-Gabriel, de M. Lacroix, maintenant assistant coroner, de Montréal, de M. le Dr J. L. Proulx et de quelques autres canadiens-français furent jetées les bases de la Société St-Jean-Baptiste, section St-Charles. Les élections se font tous les ans au mois de février. M. le Dr J. L. Proulx en fut le premier président. Ses successeurs furent: MM. Joseph Favreau (1879-80-81), F. X. Berthiaume (1882), C. Paré (1883), Dr H. Leblanc, (1884), A. Laprairie (1885), S. Lépine (1886), U. A. Denis, avocat, (1887), F. Riendeau, (1889), O. Girard (1890), O. Corbeil (1891), D. Thibeau (1892), L. N. Delorme (1893), J. Maurice et C. Lecours (1894), R. Guertin (1895), Joseph Pépin (1896), V. R. Benjamin (1897).

Tous les canadiens-français de la Pointe St-Charles font partie de la section St-Charles. Pour y être reconnu membre actif, il faut être présenté par deux membres actifs à une assemblée générale de la section. Aucune contribution mensuelle n'est demandée aux membres. La Société a-t-elle besoin de subsides, les canadiens-français de la Pointe sont là. Leur devoir est de soutenir leur société nationale et ils ne faillissent jamais à leur devoir. Tantôt la Société fait une collecte à domicile, tantôt une souscription. Aujourd'hui, c'est une excursion avec des courses, demain ce sera une séance. Et les canadiens répondent toujours avec générosité et zèle à l'appel de la Société. Voilà le secret de sa force, de son énergie. Aussi est-ce avec la joie du devoir accompli, de la fierté nationale respectée que les canadiens-français de la Pointe voient leur société, drapeaux au vent, prendre part à la célébration de leur fête nationale. Qui ne se rappelle le bâtiment "La Grande Hermine" et l'enthousiasme qu'il suscitait chaque fois qu'il faisait son apparition dans nos rues les jours de la célébration de la St-Jean-Baptiste. Les Québecquois se rappellent encore le passage triomphal de la Grande Hermine et de la section St-Charles dans les rues de la vieille capitale lors de la grande célébration de la fête nationale en 1880. Loin de s'émousser avec le temps, le sens national semble se développer, se perfectionner à la Pointe St-Charles. Chaque année la société a chômé sa fête, soit à Montréal, soit ailleurs. Partout et toujours la société a reçu un encouragement et un accueil sympathique. L'an dernier lors des fêtes jubilaires, la société s'est surpassée. Tout a été mis en œuvre pour faire grave et belle la démonstration. Cavalcade historique représentant l'arrivée du marquis de Tracy dans la nouvelle colonie, char allégorique représentant l'industrie, fanfare, bannière, drapeaux, tout en un mot a été déployé. Seul le succès aurait pu égaler l'effort, et ce succès la société l'a eu.

Cette année, la société a atteint l'âge de sa majorité, elle est devenue majeure, elle a 21 ans d'existence. Ses destinées ont été placées pour la présente année entre les mains des officiers suivants:

Chapelain: M. l'abbé Joseph Bonin, curé.

Président: M. l'échevin L. A. Jacques.

1er vice-prés.: M. J. A. Dionne.

2ième vice-prés.: M. Louis Trudel.

Secrétaire: M. L. J. Lefebvre.

Trésorier: M. Joseph Morin.

1er comm.-ord.: M. Edmond Roy.

2ème comm.-ord.: M. Alfred Lalonde.

Ces messieurs ont eu pour prédécesseurs des officiers actifs et zélés, des officiers qui ont toujours tenu haut et ferme le drapeau national. Ce que les nouveaux officiers ont à faire c'est de suivre l'exemple de leurs prédécesseurs. Elus à l'unanimité, ils comptent sur le concours de tous les membres et de tous les canadiens-français de la Pointe St-Charles pour faire prospérer la société. Le président est un citoyen bien connu de Montréal, un échevin entreprenant. De plus, il s'est toujours occupé de la société St-Jean-Baptiste. Les autres officiers sont des membres actifs et dévoués aux intérêts de la société, et le président peut compter sur leur concours loyal et généreux.

La Cie S. Carsley, Limitée

Rue Notre Dame — Le plus grand magasin de Montreal — 18 Mars 1898

Pourvoyeurs de tout ce qu'il faut pour aller au Klondyke

La Cie S. Carsley, limitée, désire attirer spécialement votre attention sur son département rempli de tous les articles nécessaires à un mineur, au Klondyke, comprenant:

Sous-vêtements de mineurs, Vêtements Makinaw, Provisions, Nourriture concentrées, Chaussures de mineurs, Habillements imperméables à l'eau, Lunettes (Goggles) de mineurs, Outils de mineurs, Sacs pour dormir, Tentes de mineurs, Bas de mineurs, ustensiles de tentes, casques de mineurs, sacs à tout mettre.

Notre magasin est le mieux pourvu du continent de tout ce qu'il faut pour aller au Klondyke. Pour renseignement concernant tout ce qu'il faut pour aller au Klondyke, les gens sont priés de s'adresser à M. Logan, gérant du département d'articles nécessaires pour le Klondyke, qui se fera un véritable plaisir de donner toutes les informations voulues. On peut voir M. Logan à son bureau, dans le soubassement, de 8 a. m. à 6 p. m., chaque jour.

Venant directement de Paris

Nous venons de recevoir un grand nombre de gilets et collerettes de dames pour le printemps. Ces vêtements sont considérés comme des chefs-d'œuvre de bon goût parmi les dames parisiennes à la mode, et ils seront exposés pour la première fois dans nos salons de manteaux, lundi. De plus, les modes de Paris, Berlin, Vienne, Londres et New-York, sont représentées en plusieurs patrons exclusifs faits spécialement pour le Gros Magasin.

Nouvelle Collerette de Dames

Collerettes en drap uni, 21 pouces, faites avec devant de gilet et dos plissé, ornées de coutures et de 4 boutons de fantaisie, pour dames, $4.15.

Collerettes en drap box, 22 pouces, dos d'un seul pli avec lanière (strap) pourvue d'une agrafe, collet Lily marqueté de velours, doublées partout de soie de fantaisie, pour dames, $7.95.

LA CIE S. CARSLEY, Limitée.

Gilets Russes en Velours

Très beaux gilets russes en velours, richement doublés de soie $15.80.

Très élégants gilets russes en velours doublés de soie, $19.50.

Très élégants gilets russes en velours, très bien brodés de jais coupé, $27.50.

Gilets russes de soie en très riches dessins, très bien brodés et doublés d'effet apliqué sur soie ou doublés entièrement de soie, $20.50 à $31.00.

Collerettes en velours, de $12.50 à $50.00.

Etoffes à Robes du Printemps

Dame Mode a posé son sceau d'approbation sur les étoffes à robes de printemps qui se trouvent au Gros Magasin. Les caprices de la mode ont été très prodigues en créant plusieurs étoffes à robes très intéressantes qui seront à la mode pour 1898.

Etoffes à Robes de Printemps

A 37c. Nouveaux effets Shot de fantaisie avec petits dessins fleuris, patrons un peu soulevés, 37c.

A 47c. Tweed tout laine très élégant pour robes en beaux dessins nouveaux, 47c.

A 60c. Un effet tout à fait nouveau sur riches fonds foncés avec beau patron braidé entretissé en dessins très élégants, 60c.

A 75c. Nouveaux patrons frisonnés de fantaisie en riches effets rayonnants, en grande faveur à Paris, 75c.

Imperméables pour Hommes

Le baromètre indique la pluie et le changement de température. Etes-vous pourvus d'imperméables pour les temps pluvieux? Si non, lisez ce qui suit:

Pardessus en caoutchouc noir, bien finis, splendide valeur, pour hommes, $1.90.

Pardessus imperméables en vénitien façon, doublure carreautée de fantaisie, boutonnières invisibles, bonne longueur, pour hommes, $5.55.

MacKintoshes en tweed carreauté de fantaisie, avec collerettes et doublure en tweed de fantaisie, pour hommes, $5.80.

MacKintoshes avec collerettes en paramatta noir, doublure de fantaisie, collet de velours, pour hommes, $13.90.

Casquettes Golf en serge bleu marin pour petits garçons, 13c chacune.

Casquettes Golf en tweed de fantaisie tout laine, pour petits garçons, 17c chacune.

Lundi, nous ferons un étalage spécial des dernières nouveautés en fait d'étoffes à robes au Gros Magasin.

L'assortiment n'a jamais été plus considérable. — Les prix n'ont jamais été plus bas.

Nouvelles Marchandises Noires

A 25c—Splendides étoffes à robes en mohair noir, riche noir non changeant, en grande faveur pour 1898. Prix spécial 25c.

A 35c—Riches Siciliennes noires valeur extraordinaire, splendide lustre et pesanteur convenable pour le printemps, 35c.

A 49c—Siciliennes noires qui valent beaucoup plus et qui sont très convenables pour faire des jupes ou costumes 49c.

A 69c—Etoffes à robes noires de fantaisie, dessins brisés, patrons frisonnés, excessivement belles et valeur extra, 69c

A propos de Bicycles

Notre grande exposition sera prête dans quelques jours. Ce sera toute une révélation pour tous les bicyclistes du Canada. N'achetez pas un nouveau bicycle pour 98 avant de connaître toute l'énorme transaction de Bicycles du Gros Magasin.

LA CIE S. CARSLEY, Limitée.

Les commandes par la poste sont promptement et soigneusement exécutées

La Cie S. CARSLEY, Limitée

Nos 1765 à 1783 rue Notre-Dame. — MONTREAL. — 184 à 194 rue St-Jacques



Emmagasinage et Charroyage

Il est bien reconnu que nous procurons l'emmagasinage le meilleur et à les prix les plus bas que n'importe où ailleurs. La satisfaction que nous avons donnée au public jusqu'à présent est la cause de notre grande clientèle. Nous déménageons les.....

PIANOS, MEUBLES, Etc.

King's Express,

Bureau 380 rue Saint Jacques et 748 rue Craig. Jusqu'au 1er Mai

NOUS venons de recevoir un grand assortiment de Nattes Japonaises et Chinoises convenables pour maisons de campagne. Nous avons déjà disposé d'une immense quantité de ces nattes, et les personnes qui viendront de bonne heure pourront faire le meilleur choix. Venez voir notre grand assortiment de Tapis Wilton, Axminster et de Bruxelles et vous serez convaincus de l'importance de notre fonds de commerce.

Thomas - Ligget

MONTREAL ET OTTAWA

TEL. BELL 2229. TEL. DES MARCHANDS 548. TEL. BELL PRIVE 2346.

I. L. Lafleur,

Importateur de Ferronneries, Peintures, Huiles, Vitres, Vernis, en Gros.

Toujours en mains — Outillages et Fournitures de Fromageries et Beurreries, Engins, Bouilloires, Centrifuges, Etc, Etc.

1930 et 1932 rue Notre-Dame et 55 et 57 rue Dupré

Les entrepreneurs trouveront toujours chez moi tous les matériaux les plus modernes et les accessoires de constructions constamment en stock: Les meilleures marques de ciment BELGE et ANGLAIS.

Tuyaux *En Grès, en Fonte, En Plomb, en Fer.*

Tôle à couverture—Best Best Morwood—Queen's Head—Walker's Brand—Fil barbelé.

Nos Bicycles "SPORT" avec tubes Dunlop à $38.00 sont très appréciés. Voyez-les. 18 6m

La Patrie.

IMPRIMEE ET PUBLIEE PAR
La Cie de Publication de LA PATRIE
Administration et rédaction
77 et 79 RUE ST-JACQUES

ANNONCES (Mesure Agate)

Première insertion	10 cts la ligne
Chaque jour, insertions subséquentes	5 cts la ligne
Deux fois par semaine	6 cts la ligne
Une fois par semaine	10 cts la ligne

ABONNEMENT

Edition Quotidienne	$5 par an
do do	$2.5 mois
do do	$1.4 mois
Edition Hebdomadaire	$1 par an

Toutes correspondances doivent être adressées comme suit :
LA PATRIE,
Montréal, Canda.
P. O. Boîte 927.
N. B.—Les manuscrits refusés ne sont pas rendus.

MONTREAL, 18 MARS 1898

CONSIDERATIONS

Il y a des gens qui chantent à la semaine le refrain: il faut que le sénat tue le bill du Yukon; il y a des journaux, des tireurs de ficelles, des chevaliers quelconque qui répondent en choeur, sans réflexion le moins du monde, sans penser plus loin que leur nez !

S'il n'y avait aucun principe, aucun intérêt en jeu, s'il ne s'agissait que de faire un peu de bascule ou simplement de mesurer les forces de chaque parti au sénat, le vote que la haute assemblée aura à donner sur le contrat McKenzie-Mann serait assez indifférent à nous et au public.

Mais, comme nous le disions hier, nous sommes en face d'une importante question d'affaires; nous sommes dans la pressante alternative d'avoir à protéger notre commerce, notre industrie et des milliers de vie humaines ou d'aider le commerce et l'industrie des Etats-Unis et d'exposer des milliers de personnes à la famine; nous sommes dans une situation très grave où il faut savoir si c'est M. Laurier et les représentants du peuple qui doivent gouverner le Canada ou si le vouloir est le caprice d'une chambre d'irresponsables sont souverains.

En somme, c'est une bataille de millions de piastres, de prépondérance commerciale et industrielle qui se livre sur le territoire du Yukon entre Canadiens et Américains; c'est une lutte constitutionnelle que des esprits irréfléchis, que des partisans outrés veulent engager parmi nous.

La question envisagée au point de vue matériel, nous l'avons discutée sous toutes ses faces et avec tous les argumentation. Nous avons prouvé qu'il nous fallait une route entièrement canadienne à tout prix et sous le plus bref délai nous avons établi que le contrat qui allait créer cette route d'hui à septembre était avantageuse pour le pays puisqu'il ne grevait pas le budget national d'un seul sou; nous avons enfin démontré que le cabinet Laurier avait fait ce que la sagesse, la prudence, l'énergie, le patriotisme conseillaient dans les circonstances.

La question envisagée au point de vue constitutionnel, nous l'avons aussi débattue en une série d'articles sur les devoirs et les attributions du sénat, sur la position de M. Laurier et de ses collègues devant le pays, sur l'esprit de notre charte fédérale et la pensée qui a présidé à sa création; mais nous croyons devoir y revenir parcequ'elle est plus sérieuse qu'on veut bien le croire.

Il est manifeste que M. Laurier et ses partisans ont été mis au pouvoir, en 1896, pour gouverner, pour administrer la chose publique; leur mandat est formel, direct.

Il est non moins manifeste que le sénat, chambre presqu'exclusivement tory, a vu ses amis des Communes renvoyés par le peuple parceque celui-ci n'avait plus confiance en eux et que les sénateurs n'ont reçu aucune mission de diriger le pays lors de la déchéance du parti conservateur.

Notre constitution est copiée avec plus ou moins de talent sur la constitution anglaise; elle en dérive incontestablement.

D'autant plus que par sa constitution, sa composition et son caractère, notre haute Assemblée n'est pas une chambre de direction ou d'obstruction, mais bien une chambre d'examen, un corps de pondération.

Or consultez les auteurs constitutionnels anglais et vous verrez que tous sont unanimes à proclamer la suprématie du suffrage populaire représenté par les Communes.

Dagehot, dans un excellent ouvrage très souvent cité, déclare que les Communes représentent la volonté du peuple anglais, qu'elles constituent l'autorité souveraine dans la constitution britannique, qu'en thèse générale la chambre des Lords et une chambre de révision, mais qu'en réalité elle n'est rien — "the mass of the House of Lords is nothing—qu'elle peut amender ou suspendre, mais que toujours les Communes gouvernent à leur guise et décident à leur gré, surtout quand leur mandat est récent.

Dickinson, dans son livre intitulé : "The development of Parliament during the nineteenth century", proclame qu'en pratique, dans l'organisme parlementaire, la souveraineté reste aux Communes et que lorsque la chambre des Lords s'oppose à une mesure votée par la Chambre basse, elle ne doit le faire que lorsque celle-ci ne représente plus apparemment, ostensiblement la nation.

En 1846, dans les luttes des Corn Laws, le duc de Wellington écrivait à Lord Derby qu'il avait toujours compris la raison d'être de la Chambre des Lords comme pouvoir conservateur, que dans toute sa carrière, il s'était toujours scrupuleusement appliqué à éviter, à détourner les conflits entre les deux Chambres, que spécialement de 1835 à 1841, il avait voté avec les Lords en faveur de mesures qu'il avait cependant déjà combattues. "J'ai parlé naguère, disait-il, contre l'Union du Haut et du Bas-Canada et cependant, par la suite, j'ai travaillé à convaincre la Chambre des Lords qu'il fallait voter cette mesure pour ne pas compromettre l'intérêt public par des conflits entre les deux Chambres. Cette tactique diminuait mon influence dans le parti conservateur, ajoutait le duc de Wellington, mais je faisais mon devoir et je coneribuais au maintien de l'ordre, de l'harmonie parlementaire."

Cette grande pensée, cette juste et profonde conception du duc de Wellington, est confirmée par la plupart des écrivains.

Chaque fois que la Chambre des Lords a voulu sortir de sa sphère, soit pour empêcher la démocratie de faire sa trouée, soit pour empêcher un gouvernement d'accomplir des réformes, de réaliser des progrès, les Communes, le bon sens du peuple anglais se sont vigoureusement affirmés.

Dans les longs et ardents débats du Reform Bill, de 1832, dans le cas des Corn Laws, dans plusieurs autres occurences, les Lords ont voulu entraver la législation, mais chaque fois, ils ont fini par céder. Les esprits se sont montés contre eux, au point qu'en 1891 le programme libéral de Newcastle formulait comme article sur la Chambre des Lords, le mot heureux de John Morley : "mending or ending!"

Lord Salisbury lui-même est allé jusqu'à dire : "Je voudrais qu'on puisse introduire en Angleterre, un sénat comme celui des Etats-Unis" : ce qui prouve encore que les Lords ne répondent pas aux besoins du parlementarisme anglais.

Il est donc évident que la mission, l'objet, de la Chambre des Lords, n'est pas de contrecarrer la législation populaire, d'empêcher le gouvernement de diriger les affaires. C'est la même chose, c'est le même cas pour notre sénat qui est une assemblée inamovible et irresponsable, qui n'a aucun mandat du peuple, qui ne doit compte à personne de ses actes.

Nous comprendrions que les sénateurs pourraient prétendre à plus de contrôle sur les bills des Communes, s'ils se retrempaient dans le suffrage universel, s'ils allaient périodiquement se vivifier aux sources populaires, s'ils étaient choisis par exemple, comme le veut explicitement la constitution du Brésil, parmi les hommes de science, de mérite ou de vertu.

Les luttes de tout le siècle au Canada, ont été couronnées par le triomphe complet de la démocratie, de la responsabilité parlementaire, du gouvernement du peuple par le peuple.

Est-ce que décemment, constitutionellement, le sénat canadien peut choisir une occasion comme l'affaire du Yukon, comme cette question d'urgence, d'immense intérêt commercial, d'honneur national pour saper les principes d'ordre politique, pour essayer de reprendre une autorité que le grand bon sens du peuple anglais a enlevée à la Chambre des Lords depuis 1832 ?

Pour revenir à la pensée de Bagehot, les Communes du Canada sont issues tout récemment des urnes et représentent parfaitement l'opinion et les aspirations des foules : les trente élections partielles que nous avons remporté depuis l'automne de 1896, le prestige grandissant de M. Laurier et la popularité croissante de ses collègues le prouvent.

Pour revenir aussi à la pensée de Dickinson, le sénat ne peut rejeter le bill du Yukon, parce qu'il ne représenterait ni apparemment, ni ostensiblement les voeux et les sentiments de la nation.

A la lumière de la raison, et des enseignements constitutionnels, il ressort donc que le sénat ferait une faute grave, très grave, une erreur dangereuse très dangereuse, en annulant le vote de vendredi.

UNE LOI DE FAILLITE

M. Thomas Fortin a proposé, hier, aux Communes, un bill créant une loi uniforme de faillite pour toutes les provinces de la Confédération.

Le député de Laval a appuyé son projet de loi d'un discours de plus d'une heure dans un excellent anglais et il a été très écouté par toute la Chambre. Il a fait une revue documentée de tout ce qui se rattache à la question de faillite depuis 1881 et avec différentes tentatives de législation en 1884, 1885, 1893, 1894 et 5896 pour suppléer à l'insuffisance des lois et pour répondre aux besoins du commerce : on trouvera une analyse de son superbe discours dans notre rapport du parlement.

M. Fortin, en cette circonstance, était le porte-voix du Board of Trade de Montréal, qu'il a très habilement représenté et il a invoqué, entr'autres raisons, l'accroissement du trafic, le développement du commerce pour hâter l'adoption d'une loi de faillite qui règlera uniformément les droits des créanciers et des débiteurs et qui donnera plus d'assurance aux relations d'affaires entre nos provinces.

Le bill de M. Fortin est une question libre devant les Communes, mais nous sommes convaincus qu'il sera étudié consciencieusement et sérieusement.

La "Vérité" dit que c'est "le parti conservateur qui a érigé la corruption parlementaire et électorale en institution politique."

Un vieux maître d'école de village, venu passer quelques jours à Paris, s'est installé chez un sien neveu qui demeure dans le quartier de l'Europe.

L'autre jour en montant au cinquième de son neveu il n'a pas hésité à hasarder cette citation savante par à peu près :

—Mon garçon, moi je suis comme César : J'aime mieux être au premier dans ma bourgade qu'au second rue de Rome !

Une loi uniforme de faillite

PRESENTEE AU PARLEMENT PAR M. FORTIN

Magistral exposé de la question par le depute de Laval

L'attitude de Sir Wilfrid Laurier et du gouvernement

Interessants discours de MM. Bourassa, Beausoleil, Angers, Monk et autres

La prétendue résignation de M. Bruneau

LES "FINESSES" DE M. MARCOTTE DEPUTE DE CHAMPLAIN

(De notre correspondant régulier.)

Ottawa, 18 mars 1898.

La plus grande partie de la séance hier après-midi a été consacrée à une loi présentée par M. Thomas Fortin, député de Laval,c'est-à-dire à une loi de faillite.

Il y a quelques semaines, une importante délégation du Board of Trade de Montréal s'est rendue auprès du gouvernement pour lui demander de présenter durant la présente session comme mesure ministérielle, une loi de faillite. Malheureusement, le gouvernement, à cause du grand nombre d'autres questions qui ont occupé son attention depuis quelque temps, n'a pas eu le temps de préparer lui-même une loi de faillite que toutes les classes commerciales du Canada semblent désirer.

Le député de Laval, à la suggestion du Board of Trade de Montréal et de plusieurs autres corporations commerciales importantes, a préparé avec beaucoup de soin une législation dont il a expliqué hier après-midi les principales dispositions avec talent et avec vigueur.

Le discours de M. Fortin a été écouté avec la plus grande attention par toute la Chambre et les félicitations ne lui ont pas été ménagées. Les députés anglais, en entendant le député de Laval s'exprimer avec clarté et avec autant de facilité que de correction dans la langue de Shakespeare, se disaient: "There is an able man!"

Voici en résumé ce que le député de Laval a dit en présentant son bill.

DISCOURS DE M. FORTIN

Quand j'ai accompagné ici la délégation du Board of Trade, je suis parti avec l'impression que le gouvernement trouverait moyen de présenter lui-même durant la présente session, une loi uniforme de faillite pour tout le Canada. Je comprends toutefois que la chose lui a été impossible jusqu'à présent.

La mesure que je présente aujourd'hui, est cependant reconnue comme nécessaire, comme indispensable par toutes les classes commerciales du pays. Immédiatement après l'abrogation de la loi de faillite de 1875, tous les Board of Trade du pays, en particulier celui de Montréal, ont commencé une agitation en vue de l'adoption d'une autre législation qui pût s'appliquer à tout le Dominion. Des représentations furent faites à plusieurs reprises au gouvernement dans ce but. Des projets de loi ont même été présentés au Parlement en plusieurs occasions.

En 1883, M. Casran proposa une loi de faillite, mais ne put la faire adopter. En 1884, M. Beattie présenta de nouveau la loi de M. Curran, mais n'eut pas plus de succès.

En 1885, au comité spécial de la Chambre des Communes, prépara une législation en vue d'établir des règlements uniformes pour tous les insolvables du pays. Le bill préparé par ce comité fut soumis à la Chambre; mais il eut le sort de toutes les autres mesures qui viennent devant la Chambre durant les derniers jours de la session, et il ne fut pas adopté.

En 1892, les Boards of Trade de Toronto, Hamilton et Montréal préparèrent à leur tour une loi de faillite et prièrent le gouvernement d'en prendre la responsabilité.

Sir John Abbott, alors premier ministre, refusa.

En 1893, on renouvela les instances, et à la fin, on réussit en 1894 à faire présenter au sénat par Sir McKenzie Bowell, alors ministre du commerce, une loi de faillite qui a été discutée et qui fut adoptée par la Chambre haute. La loi vint toutefois s'échouer à la Chambre des Communes durant les derniers jours de la session quoi qu'il en eut été fait mention spéciale dans le discours du trône.

En 1895, le gouvernement annonça de nouveau dans le discours du trône qu'il proposerait une loi de faillite et qu'il la ferait adopter comme partie du programme ministériel. Sir McKenzie Bowell présenta la législation une seconde fois au sénat. On la référa à un comité spécial qui siégea en plusieurs occasions importantes, mais qui ne fit jamais de rapport définitif.

En 1895, l'hon. Joe Martin, alors député de Winnipeg, présenta aux Communes le bill de sir McKenzie Bowell. Cette session, on s'en souvient, fut consacrée presqu'exclusivement à la fameuse loi remédiatrice se rapportant aux écoles du Manitoba, et on n'eut presque pas le temps de s'occuper d'autres questions. Le bill de M. Martin eut à peine la chance de subir sa seconde lecture.

Avec un passé semblable, il ne faut pas être surpris, dit M. Fortin, si j'aborde cette question avec un certain sentiment de crainte. Je me sens toutefois encouragé dans la tâche que j'ai entreprise par le fait qu'un nouveau parlement et un nouveau gouvernement sont sortis des urnes électorales depuis que toutes les lois concernant les faillites ont eu ici une si triste odyssée.

Il n'y a aucun doute aujourd'hui que dans tout le pays, on reconnait l'absolue nécessité d'une loi uniforme de faillite. Les corps publics les plus importants du Canada sont aujourd'hui unanimes sur ce point.

On prétendra peut-être que la législation provinciale pourvoit à tout ce qui est nécessaire pour le règlement satisfaisant et équitable des affaires des faillis.

Il est vrai que dans Québec, Ontario, Manitoba et le Nouveau-Brunswick, une législation de ce genre existe, mais elle est entièrement insuffisante. Cette législation, en bien des cas, autorise des transactions au moyen desquelles les créanciers sont fraudés, et elle ne contient aucune disposition à l'effet de libérer les insolvables.

Les législatures provinciales ne peuvent être blâmées pour l'avoir pas fait disparaître les inconvénients qui se présentent chaque jour dans la pratique en ce que les insolvables et leurs créanciers sont concernés. C'est une matière qui, par l'acte de confédération, est devenue du domaine des attributions du Parlement fédéral.

Le fait seul d'avoir réservé pour le Parlement fédéral le droit de légiférer sur les questions de banque et d'insolvabilité indique que les Pères de la Confédération avaient eux-mêmes en vue l'adoption d'une loi de faillite uniforme pour tout le Canada.

Dans certaines provinces de la Confédération, il n'y a aucune législation pour régulariser les rapports entre les créanciers et les faillis. Quelle est la conséquence ? C'est qu'un marchand de Montréal, par exemple, qui vend à des détailleurs de Winnipeg, de Toronto ou d'ailleurs, ne sait pas exactement en vertu de quelle loi il pourra se protéger si son client tombe en faillite. Les inconvénients sont devenus si fréquents et si considérables que tous les Boards of Trade du pays, sans exception, et ils sont actuellement au nombre de 69, ont envoyé des requêtes au gouvernement pour le prier instamment d'adopter sans délai une loi uniforme de faillite.

M. Fortin déclare ensuite que son projet de loi est analogue sur un grand nombre de points à celui qui a été présenté au Sénat en 1894 par sir McKenzie Bowell. Il y a sans doute entre les deux projets de loi quelques différences importantes. Le bill actuel a été préparé avec soin par M. Fortin et par un comité spécial du Board of Trade de Montréal, composé de MM. A. L. Kent et A. H. Robertson.

Le député de Laval entre dans l'exposé de son projet de loi, clause par clause.

Le bill s'appliquera à tout commerçant, excepté aux compagnies à fonds social, aux banques, aux compagnies d'assurances et autres qui tombant sous l'empire du "Winding up act." Cette disposition constitue une différence essentielle entre le bill actuel, et ceux de sir McKenzie Bowell et de l'hon. Jos. Martin. MM. Bowell et Martin voulaient inclure dans l'opération de la loi de faillite, les compagnies à fonds social, les banques, les compagnies d'assurances, etc. Depuis 1882, ces différentes corporations commerciales sont sous l'empire du "Winding up act", et tout le monde paraît satisfait de cet état de choses. Personne, du moins, ne s'est encore plaint à ce sujet.

Le bill de M. Fortin prohibe les cessions de biens volontaires. Il diffère en cela avec les lois de faillite qui furent naguère en force dans ce pays. Si un débiteur devient incapable de payer ses créanciers, tout créancier dont la créance est de $200 au moins, pourra s'adresser à la cour pour obtenir contre son débiteur un ordre le déclarant en faillite et le sommant de faire cession de ses biens. Cela pourra se faire avec ou sans le consentement du débiteur, après ou avant lui avoir donné avis.

M. Fortin croit que la clause autorisant la cession de biens volontaire et l'oeuvre des syndics officiels ont largement contribué à rendre la loi de faillite de 1875 absolument impopulaire et même vexatoire en bien des cas. Afin de prévenir la nomination de nouveaux syndics officiels, le bill de M. Fortin déclare que quand la cour aura ordonné à un débiteur de faire cession de ses biens, cet ordre sera signifié au shérif du district qui prendra immédiatement possession des biens du failli. Le shérif deviendra le gardien de ces biens jusqu'à ce qu'un liquidateur ait été régulièrement nommé par la majorité des créanciers.

Du moment que le shérif prendra possession de ses biens, le failli devra lui fournir un état assermenté de son actif et de son passif. Une assemblée des créanciers sera alors convoquée dans les dix jours par le shérif, et le liquidateur sera nommé à cette assemblée.

Le bill pourvoit aussi à la nomination d'un ou de plusieurs inspecteurs qui ont charge de surveiller le travail du liquidateur. Ces inspecteurs ne seront payés que dans le cas où la majorité des créanciers le décidera ainsi.

Si le bill de M. Fortin devient loi, un débiteur insolvable pourra obtenir sa décharge ou sa libération complète par le consentement de la majorité en nombre et pour les trois-quarts en valeur des créanciers.

La troisième partie du projet de loi traite de l'administration des biens des faillis et de la distribution de ces biens.

Le député de Laval a terminé son exposé aux applaudissements de la Chambre entière, et il a exprimé l'espoir que toute la députation s'unirait pour assurer la passation de cette importante loi de faillite durant la présente session.

M. Bourassa, député de Labelle, a parlé après M. Fortin et il a été lui aussi très applaudi.

Je n'ai pas l'intention, dit-il, de prolonger le débat sur le projet de loi qui est maintenant devant cette Chambre, surtout après le discours très intéressant et très complet que l'honorable député de Laval vient de prononcer. Cependant, je crois devoir me faire ici l'écho de l'opinion universelle qui règne parmi les hommes d'affaires et parmi ceux qui touchent de près ou de loin à la vie commerciale du pays sur la nécessité qu'il y a qu'une loi de faillite soit votée par ce Parlement à une date aussi rapprochée que possible. Je comprends que l'ancienne loi de 1875 était devenue très impopulaire surtout à cause de la manière dont elle a été appliquée, sans même en ne tenant pas compte de certaines de ses dispositions qui laissaient à désirer. Mais rien ne nous empêche de remplacer une loi mauvaise en soi ou appliquée d'une manière défectueuse par une autre qui puisse donner satisfaction. L'une des difficultés qui se se rencontrent pas ailleurs, c'est que présentent dans notre pays et qui ne les lois de faillite faites pour le bénéfice des commerçants et à l'avantage en même temps des autres classes de la société ont laissée à l'initiative des différentes provinces; cette législation, relevant du domaine civil et appliquée d'une manière différente dans les diverses parties du Canada a donné lieu à de graves inconvénients. Voilà pourquoi je suis d'avis qu'un projet de loi qui poserait les principes d'une législation uniforme recevrait l'appui de toutes les classes commerciales du pays. Il n'y a pas de doute que de grandes difficultés se rencontrent par suite de cette diversité de législation lorsque nous entrons en relations commerciales avec les autres peuples.

Ceux qui demeurent à l'étranger et qui font des affaires avec nous, sont nécessairement obligés de se mettre au courant des diverses lois provinciales qui règlent les rapports entre les débiteurs et créanciers. Lorsque les difficultés s'élèvent ils constatent avec surprise que ces lois sont absolument disparates. Il n'en n'est pas ainsi pour les autres grands intérêts économiques; car sur les autres sujets, nous avons une législation générale.

Je n'ai pas l'intention d'examiner la question dans tous ses détails, car cette mesure devra être minutieusement étudiée avant d'être adoptée par cette Chambre et avant de subir les diverses épreuves de la procédure parlementaire auquelle elle sera soumise. Je désire simplement envisager cette mesure au point de vue de l'intérêt général du pays et au point de vue de nos relations commerciales avec l'étranger. Sans entrer dans de longs développements, il n'y a pas de doutes que si nous voulons étendre nos relations commerciales, si nous voulons développer le commerce du Canada avec les pays étrangers il nous faut adopter une législation qui puissent protéger efficacement les intérêts généraux qui se trouvent affectés. Nous avons une loi générale sur les droits de douane; cette législation dépend du gouvernement et du parlement fédéral. Nous avons une législation générale concernant les affaires d'assurance; nous avons aussi une législation générale concernant les affaires de banques,et les chemins de fer nous avons également une législation générale se rapportant aux grandes compagnies de navigation. Toutes ces lois dépendent de l'autorité fédérale et elles offrent une uniformité qui malheureusement n'existe pas dans la loi de faillite. Au point de vue du commerçant étranger la position actuelle des choses est absolument désavantageuse. Le commerçant étranger qui entre en relations commerciales avec le Canada se trouve ici en face d'une loi uniforme en ce qui concerne la douane, l'accise, etc. Il n'y a pas à cet égard une loi pour la province de Québec, une autre pour la province d'Ontario, une troisième pour la Colombie britannique. Le tarif est le même, et il est appliqué dans toute l'étendue du domaine national de la même manière et par le même gouvernement. Il en est ainsi pour nos voies ferrées et nos compagnies de navigations et s'il se présente des cas où il faut invoquer le recours devant les tribunaux,l'étranger en ces diverses matières trouve par tout le pays une loi uniforme. Aucune difficulté quelconque ne se présente donc pour le commerçant étranger ; car, sous ce rapport, je le répète, la législation est la même, les tribunaux auxquels il s'adresse ont la même juridiction, suivent la même jurisprudence. Mais, s'agit-il de relations commerciales proprement dites, de relations entre créanciers et débiteurs, la position est tout-à-fait anormale. Les commerçants, d'Angleterre, de France, de Belgique et d'Allemagne, représentent dans chacun de ces pays, une population d'environ quarante millions,— en exceptant toutefois la Belgique,— se trouvent en face de lois faites par différentes provinces et qui ne présentent pas le caractère d'uniformité si désirable en pareille matière. Il est nécessaire d'avoir une législation uniforme pour tout le pays, afin que ces commerçants ne soient pas en présence de lois différentes adoptées par quatre ou cinq provinces.

Je serais très heureux de voir le gouvernement prendre cette mesure sous sa protection et sous sa direction, afin de doter le Canada d'une législation comme celle qui est maintenant devant nous et qui présente le caractère d'uniformité si désirable pour la règlementation efficace des rapports entre débiteurs et créanciers.

J'espère, comme il ne semble pas impossible, que cette session se prolonge, que le gouvernement s'emparera de ce projet de loi, ou en préparera un autre, de manière à donner satisfaction au désir exprimé par tous les intéressés tant au Canada qu'à l'étranger.

La législation présentée aujourd'hui par l'honorable député de Laval et qu'il a exposée avec tant d'habileté, contient des dispositions qui, tout en donnant l'uniformité désirée, rencontre en même temps mon approbation pour un autre motif. En effet, les intérêts de la classe agricole se trouvent protégés. Je crois que cette disposition de la loi projetée sera extrêmement populaire. Ce dispositif est juste et se recommande de lui-même. Il décrète en effet que, lorsqu'un commerçant, par suite de difficultés, est obligé de faire cession de ses biens et les abandonne à ses créanciers, pourvu que la faillite soit entièrement dépourvue de toute apparence de fraude, —il pourra réclamer une quittance générale, une décharge, de ses créanciers ; cependant cette quittance réservera tous les droits des non commerçants, c'est-à-dire de ceux qui n'ont pas couru les risques ordinaires du commerce. Ce commerçant malheureux, mais honnête, pourra obtenir cette quittance et recommencer de nouveau. Mais les cultivateurs qui, eux, ne courrent pas les risques du commerce seront exclus de l'opération de cet article. Cette disposition est extrêmement juste, et je n'ai aucun doute qu'elle sera votée avec empressement par tous les députés qui représentent des comtés agricoles. Les cultivateurs qui auront fourni leurs denrées aux marchands ne seront pas appelés à lui donner quittance dans le cas de faillite, parce que n'ayant pas couru les chances de réaliser des bénéfices commerciaux, il n'est que juste qu'ils ne soient pas appelés à partager les risques.

Les intérêts généraux du pays, de même que les intérêts particuliers de ses citoyens se trouveront donc protégés par cette législation qui, je l'espère, subira victorieusement les diverses épreuves de la procédure. J'espère qu'à la fin de la session nous aurons l'occasion d'inscrire cette loi dans les statuts du pays. Cette mesure est de nature à favoriser les intérêts généraux du commerce et à développer la politique de relations amicales en même temps que commerciales avec les nations étrangères, politique inaugurée par le gouvernement actuel, dès le début de sa carrière.

Après M. Bourassa, la discussion a été continuée par MM. Monk, Dr. Sproule, Borden d'Halifax, Sir Wilfrid Laurier, M. Beausoleil et M. Angers, de Charlevoix.

Le Premier Ministre a félicité chaleureusement le député de Laval sur son habile exposé. Il était, dit-il, difficile de préparer un projet de loi meilleur et plus complet que celui que M. Fortin a soumis au parlement.

On a dit au cours du débat, continue le Premier Ministre, que cette mesure aurait dû être présentée par le gouvernement.

Comme question de fait, le gouvernement actuel a étudié la question. Mais, s'il avait introduit lui-même la mesure, elle serait inévitablement devenue une mesure de parti et elle aurait été traitée comme telle.

On se rappellera que la loi de faillite passée en 1864 et qui a subsisté jusqu'en 1875, alors qu'elle fut remodelée et pour ainsi dire refaite, ne fut pas présentée par Sir John Macdonald alors Premier Ministre, mais par Sir John Abbott, qui n'était pas à cette époque membre du gouvernement. La loi fut adoptée avec l'assistance du gouvernement, mais ce n'était pas une mesure ministérielle. Les rivalités de parti qui auraient pu s'élever contre le projet de loi ne se présentèrent pas.

En 1875, le gouvernement McKenzie entreprit de refaire la loi de Sir John Abbott, et il présenta sa législation comme une mesure ministérielle. Quelle fut la conséquence? C'est que le bill du gouvernement McKenzie fut traité comme une mesure politique et servit de prétexte aux attaques de l'Opposition contre le ministère. Je crois donc qu'il vaut mieux aborder cette question dans la forme et manière employées par le député de Laval aujourd'hui.

La principale objection qu'on a jusqu'ici présentée à l'adoption d'une loi de faillite uniforme semble disparaître devant le bill du député de Laval. Dans toutes les autres législations soumises à ce parlement, il était décrété que le débiteur, en faisant faillite, se trouvait libéré non-seulement des dettes contractées vis-à-vis des gens du commerce, mais aussi de celles contractées envers les cultivateurs, les journaliers, les professionnels, etc. La loi actuelle décrète que cette dernière catégorie de dettes ne pourra pas être comprise dans la quittance donnée au débiteur après sa faillite.

L'on pourra peut-être objecter que les législations provinciales qui ont charge de légiférer en matière de droit civil ont seules le pouvoir d'adopter cette règle d'exception.

Il est toujours désagréable de priver un homme de ses biens ou de déclarer ce qui sera ou ne sera pas sa propriété. Mais, la loi de la province de Québec est, je crois, sous ce rapport, supérieure à celle des autres provinces. Si les principes qui prévalent dans la province de Québec étaient adoptés dans les autres provinces, le besoin d'une loi de faillite uniforme se ferait probablement moins sentir. D'après la loi française, le créancier a un droit sur tout ce que possède son débiteur, et celui-ci ne peut en aucune manière se départir de ses biens. Si le débiteur ne peut à un moment donné faire honneur à ses affaires, il n'a pas le droit de faire aucune transaction par laquelle il favoriserait un créancier au détriment des autres. Tout doit au contraire être partagé au marc la livre, en parts égales.

Une loi de faillite uniforme est demandée avec tant d'instances dans certaines parties du pays précisément à cause de cette raison; c'est que dans certaines provinces, la loi des faillites permet de favoriser certains créanciers au détriment des autres. Le débiteur peut à son choix favoriser l'un ou l'autre de ses créanciers au détriment des autres. C'est cette anomalie, cette lacune qui rend nécessaire dans certaine province l'adoption d'une législation uniforme.

Sir Wilfrid déclare que le gouvernement est prêt à donner tout l'aide possible pour assurer la passation de la loi présentée par M. Fortin. Il ne la considère pas comme une mesure de parti, et il sera heureux d'entendre la députation exprimer son opinion sur la matière.

M. Beausoleil, député de Berthier, qui a été l'un des syndics officiels sous l'empire de la loi de 1875, s'est prononcé contre certaines dispositions du bill de M. Fortin.

J'aurais désiré, pour ma part, dit-il, que le gouvernement se fût chargé de cette législation. La mesure est d'une telle importance, et l'influence du gouvernement est si grande que si elle était mise à son service, il n'y a pas de doute qu'elle serait adoptée par les deux Chambres.

Plusieurs tentatives ont été faites depuis le rappel de la loi de 1875 de passer de nouvelles lois de faillite. Pour une raison ou pour une autre, aucune n'a réussi : soit par les défauts inhérents aux bills présentés, ou soit parce que les dispositions de la Chambre n'étaient pas favorables à aucune législation de ce genre, depuis l'année 1880, lorsque la loi de faillite de 1875 a été rappelée.

Je crains qu'à moins que le gouvernement ne se charge de ce bill et en fasse une mesure ministérielle, ce projet de loi n'ait le même sort que ses prédécesseurs.

La nécessité d'une loi de faillite est admise aujourd'hui par tout le monde. L'expérience que le pays a faite depuis 1880 a convaincu tous les esprits qu'une loi concernant la liquidation des biens des faillis était d'une nécessité absolue. La loi de 1875 est devenue impopulaire, non pas, comme le dit l'honorable député de Laval (M. Fortin), à cause des mauvais syndics qui étaient chargés de l'appliquer, mais parce qu'on l'avait rendue responsable de la crise commerciale qui a existé dans le pays de 1875 à 1880. On avait rendu cette loi responsable de tous les malheurs commerciaux qui ont été le résultat non pas de cette loi, comme je viens de le dire, ni de son application en général ; mais bien du mauvais état des affaires qui a suivi la crise commerciale des Etats-Unis en 1876 et dont les mauvais effets se sont fait sentir en Canada.

En 1880, pour se faire de la popularité, le gouvernement d'alors a cru à propos de rappeler cette loi. Est-ce que les faillites ont cessé? Est-ce que les fraudes ont diminué? Est-ce que le commerce s'en est mieux porté? J'affirme que non et la preuve en est que depuis cette époque quatre ou cinq tentatives ont été faites pour ressusciter cette loi de faillite. Pourtant les temps sont meilleurs, les affaires reprennent, et cependant le commerce demande la protection d'une loi de faillite.

Cette loi pour être effective doit être universelle, c'est-à-dire qu'elle doit s'appliquer uniformément à toute la Puissance.

Comme il l'a été dit tout-à-l'heure avec beaucoup d'éloquence, nos fournisseurs d'outre-mer ont demandé l'adoption d'une telle loi, parce que les marchandises qu'ils expédient ici, en arrivant dans le pays sont soumises en matière de faillite, à autant de lois qu'il y a de provinces, et qu'ils ne savent jamais si les marchandises qu'ils nous envoient ici ne seront pas cédées à d'autres créanciers sous forme de Chattel Morgage ou si elles resteront en la possession de ceux à qui ils les vendent.

Mais il n'y a pas que nos fournisseurs d'outre-mer qui réclament une loi de faillite, nos marchands de gros ne la réclament pas moins parce que leurs relations d'affaires s'étendent à toutes les provinces du Dominion et que les inconvénients éprouvés par les exportateurs de France et d'Angleterre se répètent encore plus souvent pour nos marchands de gros qui font affaires avec un plus grand nombre de marchands répandus par toute la Puissance.

Quant au commerce de détail, il en a aussi besoin pour sa propre protection. Un commerçant honnête, qui a eu des malheurs, qui a perdu sa fortune et souvent tout son capital a besoin que la loi vienne à son secours afin de lui permettre d'obtenir une libération après que ses biens ont été liquidés pour le bénéfice de ses créanciers.

Toutes les classes de la société ont donc besoin de la protection d'une loi de faillite, et c'est une erreur de croire qu'une pareille loi soit bien pondérée, puisse nuire à quelque classe de la société.

Je n'ai pas l'intention de critiquer aujourd'hui l'exposé du projet de loi présenté par l'honorable député de Laval ; mais je lui dirai que, malgré sa critique sévère à l'égard de l'application de la loi de 1875 son bill est, à peu de chose près, une reproduction de l'Acte de 1875. Il n'y a que très peu de différences, lesquelles portent sur les plus petits détails ; mais il y a quelques complications nouvelles. Ainsi l'honorable député, si je me rappelle bien, voudrait d'abord que le shérif prit possession des biens du failli ; mais il ne pourra toucher rien, il ne pourrait pas préparer un état des affaires du failli.

Cet officier est purement et simplement un homme, ayant mandat de la cour de prendre possession des biens du failli. Mon honorable ami voudrait ensuite, que la majorité en valeurs des créanciers désignent un gardien, lequel devrait être nommé par la Cour sur requête présentée à cet effet.

Ce gardien pourra faire l'inventaire, convoquer les créanciers de nouveau et ces derniers alors, pourront nommer un liquidateur qui prendrait possession des biens et les liquiderà pour leur bénéfice.

Eh bien, sous l'opération de la loi de 1875, les choses étaient moins compliquées de même que dans l'application de la loi actuelle de la Province de Québec. D'après la loi de 1875, le bref de liquidation était adressé à un syndic officiel qui prenait immédiatement possession des biens du failli, faisait l'inventaire et convoquait les créanciers. Pourquoi cette intervention du shérif et du gardien? Si le shérif n'est nommé que pour prendre possession des biens du failli, il n'y a pas besoin de deux officiers ni d'une espèce d'assemblée de créanciers pour constater le sentiment de la majorité afin de savoir, qui sera nommé gardien.

Pourquoi ne pas donner à un seul et même officier le pouvoir de faire toutes ces procédures.

La procédure de la loi de 1875 était bien plus simple et bien moins coûteuse que celle proposée aujourd'hui. Comme la loi de 1875 était impopulaire on croit nécessaire de la modifier; mais au lieu d'envoyer dans la bonne direction on va innover de façon à rendre la procédure plus compliquée et plus dispendieuse.

Voilà en substance, toutes les dispositions du bill proposé concernant la nomination du liquidateur. Mais relativement à la décharge du failli, je n'ai pas bien saisi si l'honorable député propose de pourvoir à une décharge pure et simple ou bien à une composition et décharge.

Je sais que dans l'application de la loi de 1875 il arrivait fréquemment que une fois les biens du failli liquidés et les dividendes payés, quand le débiteur ne pouvait pas s'assurer le consentement de ses créanciers, il s'adressait à la cour pour obtenir sa libération.

Le projet de loi de l'honorable député pourvoit-il à ce cas-là?

D'après ce qu'il nous a dit, il n'est question que d'une composition, or comment le débiteur pourra-t-il obtenir la libération de ses créanciers quand les biens auront été liquidés. S'il n'existe pas de telles dispositions il faudra y voir.

(Suite à la 5ème page.)



COURRIER DE QUEBEC

Une importante encyclopédie nouvelle

LES PILOTES

L'école des arts à Lévis

RAQUETTES ET SOULIERS POUR LE KLONDYKE

(De notre correspondant spécial.)

Québec, 18. — Nos concitoyens d'origine irlandaise ont eu hier une démonstration, une manifestation nationale dont ils ont droit d'être fiers. La température leur a été favorable toute la journée, mais malheureusement les chemins laissaient à désirer.

Le défilé des diverses sociétés nationales irlandaises a duré plus d'une demi-heure au même point et a été réellement imposant.

Ils étaient acclamés au passage avec des "hourrahs for Ireland," poussés avec frénésie par un certain nombre d'élèves de l'Université Laval, qui s'étaient groupés au pied de la rue de la Fabrique. La foule des spectateurs était compacte sur tout le parcours de la procession et le ruban et le shamrock étaient à l'ordre du jour. J'ai remarqué dans les rangs de la parade le maire de Québec, l'hon. M. Parent, ainsi qu'un certain nombre de membres du conseil de ville et des principaux fonctionnaires de la cité. Nos patriotes de la Verte Erin portaient en général double insigne, celui de leur société respective et l'insigne spécial rappelant le mémorable événement de 1798.

A propos, je remarquais hier sur une grande bandrolle, à l'extérieur du Tara Hall, l'inscription significative suivante : "Who fears to speak of 1798? Qui peut avoir peur de parler de 1798 ?"

Le comité qui avait charge de l'organisation de la grande soirée dramatique à l'Académie de Musique n'a pas eu la délicatesse d'inviter les correspondants des journaux.

— Le compilateur d'une importante encyclopédie nouvelle, M. Hopkins, de Toronto, Ont., demandait dernièrement au surintendant de l'Instruction Publique, M. de la Bruère, le concours de sa collaboration pour un article sur l'histoire des écoles catholiques de la province de Québec et leur organisation. M. de la Bruère vient de lui expédier son travail. C'est un article très soigné, très élaboré et aussi étendu que le lui permettait la limite assez restreinte qu'on lui avait fixée. Il comprend vingt-cinq grandes pages "foolscap" écrites au caligraphe et doit contenir au moins 5000 mots.

— Le premier ministre intérimaire, l'hon. M. Shehyn, a eu le bon esprit de donner hier congé aux employés publics, à l'occasion de la St-Patrick.

— Un nommé Thompson, de Compton, est allé se plaindre à nos autorités policières qu'on lui avait volé $2,-000 hier, dans le cours de certaines pérégrinations indiscrètes. Pressé de questions, il a fini par réduire à une centaine de piastres le montant dont il aurait été frustré. Les détectives se sont mis à la recherche des déprédateurs.

— Un nommé Patry est venu prendre avant-hier en cour de police un mandat d'arrestation contre deux individus qui lui auraient volé deux chiens, deux superbes bêtes dont il n'aurait pas voulu se départir pour une somme de $50.

Les chevaliers d'industrie qui lui avaient ainsi enlevé ses chiens favoris seraient allés en vendre un à un cultivateur du Sault Montmorency qui en aurait donné, paraît-il, la bagatelle de $6. Cette affaire de chien va probablement se dérouler devant le juge des sessions trimestrielles ces jours-ci.

—La corporation des pilotes a décidé de prendre les mesures nécessaires pour empêcher qu'à l'avenir des pilotes d'occasion qui n'ont pas même de certificat de compétence de rigueur, prennent charge d'aucun bâtiment. Il paraît que l'année dernière cette chose-là s'est pratiquée en plusieurs occasions, au grand détriment de la réputation et du prestige de la corporation.

Conducteurs et motormen du tramway électrique sont tenus de porter maintenant un numéro d'ordre sur leur accoutrement. Les gens qui auront des plaintes à porter contre un des employés du tramway n'auront plus besoin de s'évertuer à prendre le numéro d'un char en mouvement.

—Une réunion des membres du Club Libéral de Québec a eu lieu hier au bureau de M. Amédée Robitaille, M.P.P. On a remplacé comme président l'Hon. M. François Langelier, qui a dû donner sa démission depuis sa nomination, par M. T. Davidson, et M. A. Messervy, l'ancien secrétaire du club, a été appelé à la vice-présidence. M. Messervy est remplacé comme secrétaire par M. Davidson, avocat.

Les officiers de tous les clubs libéraux de Québec et de Lévis sont appelés à se réunir prochainement pour décider de certaines questions de patronage, etc.

—L'Hon. M. G. M. Déchêne, accompagné de M. Sylvestre, le nouveau secrétaire du Conseil des Arts et Manufactures, ainsi que du maire Roy, de Lévis, est allé visiter mardi soir l'Ecole des Arts à Notre-Dame de Lévis.

Le député de Lévis, M. N. N. Ollivier, était aussi présent, ainsi que M. Chs. T. Côté, inspecteur des manufactures, et les conseillers Lainé, Powell et Samson.

La première classe visitée a été celle du dessin à main levée sous la direction de M. le professeur P. N. Hamel et du professeur-assistant M. Léonidas Guenette. Le nombre des élèves est de quatre-vingt et l'assistance est très bonne, une cinquantaine constamment. De ce nombre il y a vingt-cinq jeunes filles dont les dessins ont été beaucoup admirés, entre autres les travaux de Miles Fournier, Juteau, Joncas, Fyles Casson, cette dernière sourde muette.

Dans la classe des jeunes gens, ceux qui sont au premier rang sont MM. J. A. Poiré, Jos. Bouchard, G. Bissonnette, J. Labrie, Adj. Bilodeau, etc.

M. Lainé conduisit ensuite les visiteurs dans la classe de mécanique sous la direction du professeur A. H. Laroshelle.

Les classes ont lieu le vendredi et sont fréquentées par trente et un élèves avec une moyenne pour l'assistance de quinze. Ce département comprend aussi la classe géométrique et la classe d'architecture le mercredi. Les travaux de ces classes ont beaucoup plu aux visiteurs.

La classe visitée ensuite a été celle de M. le professeur J. J. Sherrer, dessin d'après nature dans lequel excellent Miles Dufault et Lemieux. Cette classe a été admirée par les visiteurs, de même que celle de modelage sous la direction du même professeur.

M. Eug. Beaulieu est le premier de cette classe. Entre autres mentionnons aussi Miles Gagnon, Piton et Bégin, dont les travaux en peinture et modelage sont très appréciés.

—Le Col. Wilson a reçu instrutions d'Ottawa, hier, de choisir trente officiers et soldats dans les rangs de la garnison pour le Yukon. Les deux seuls officiers choisis jusqu'à présent sont le capitaine Ogilvie et le sergent O'Hagan. M. P. Donaldson, du département des magasins militaires a été nommé sergent d'arsenal. On connaîtra les membres du détachement dans une couple de jours.

—Une délégation de la ville de Lévis composée du maire Roy et de M. John H. Powell, et de J. B. Michaud, membres du bureau de commerce, est partie pour la capitale pour avoir avec l'Hon. M. Blair une entrevue au sujet de la station de l'Intercolonial à Lévis.

—Depuis quatre mois cinq à six mille paires de raquettes ont été expédiées au Klondyke par les différents fabricants de Lorette. Une seule maison en a expédié pour sa part 3,500 paires.

Les fabricants de souliers de chevreuil du même endroit n'ont pu satisfaire aux nombreuses commandes qu'ils ont reçues du pays de l'or, malgré qu'ils aient travaillé nuit et jour une partie de l'hiver. Pas moins de 1,800 à 2,000 douzaines de paires de ces souliers ont été expédiées depuis quelques semaines.

—A 3 heures, un charretier du nom de Giroux a reçu un coup de patte de son cheval, en pleine poitrine, Côte Lamontagne. Il est gravement blessé.

—Les officiers du département des Terres, Forêts et Pêcheries ont réussi dernièrement à faire condamner quatre braconniers qui ont été pris dans le comté de Mégantic: Hilaire Lafontaine, Wm. McCraw, Octave Dubois et Wm. Belavance viennent d'être condamnés chacun à une amende de $40. Deux autres chasseurs de St François de la Beauce seront aussi immédiatement poursuivis.

Les noms de ceux que les journaux ont rapportés l'autre jour, comme faisant une grande destruction dans les districts du bas du fleuve, sont aussi connus des officiers du département et aussitôt qu'on aura réussi à réunir contre eux une preuve suffisante, on prendra des mesures pour les faire punir très sévèrement. Plusieurs officiers spéciaux ont également été distribués sur différents points de la province, dans Charlevoix, Témiscouata, la Gaspésie, les Cantons de l'Est, la région du Lac Saint Jean, etc., etc.



LE MAJOR AIME TALBOT, de Québec, nommé paie-maître de l'expédition militaire au Klondyke.

LES FRUITS DE CALIFORNIE

Le chroniqueur scientifique du "Journal des Débats" s'occupe de l'interdiction qui a frappé en Allemagne les fruits de Californie.

"La guerre aux parasites, dit-il, doit se faire partout de plus en plus impitoyable. C'est la loi. Il faut que l'homme détruise pour ne pas être détruit. Le gouvernement allemand a interdit l'importation des fruits frais de provenance américaine. On y a vu en Amérique une manoeuvre économique et politique. En réalité, le gouvernement allemand a eu surtout en vue une mesure justement prohibitive contre l'invasion d'un insecte dangereux. Les fruits, provenant des Etats-Unis, sont envahis par le "San Jose Scale," insecte bien connu depuis quelques années et dont le véritable nom est "Aspidiotus perniciosus." Cet insecte a causé des dommages énormes dans les vergers américains.

"Dernièrement, on envoie de Californie une caisse de pommes à Berlin. Un expert examine la caisse par ordre et trouve plusieurs insectes femelles prêts à pondre. Conclusion toute naturelle : l'importation des fruits des Etats-Unis conduit nécessairement à l'importation en Europe des insectes dévastateurs. C'est déjà assez du phylloxera et autres. Il suffit, en effet, que quelques femelles se reproduisent pour que les jeunes se répandent dans les environs et que, de la ville, ils gagnent la campagne. Déjà même, l'aspidiotus, qui ne se trouvait jadis qu'en Californie, a gagné les Etats de l'Est, où il a produit des pertes immenses, tant son appétit est considérable. Cet insecte s'attaque non seulement aux fruits, mais aux légumes et à des plantes variées. On prétend qu'il est facile de s'en débarrasser avec des vaporisations au pétrole. Mais, si c'était si facile que cela, on aurait eu soin de l'arrêter déjà dans son extension dangereuse. Et non seulement l'aspidiotus vit toujours, mais il se propage avec une extrême rapidité.

"Très beaux, les fruits de la Californie! Mais il serait bon de penser aussi aux nôtres et de ne pas laisser pénétrer sur notre territoire un insecte aussi dévastateur. Les caisses de fruits étrangers mériteraient d'être examinées de près en France. Il est tout à fait superflu de mettre nos agriculteurs aux prises avec un nouvel ennemi Nous en avons déjà bien assez autour de nous."

EN ROUTE POUR LE KLONDYKE

M. Jack Tremblay et ses amis MM. Gray, Nap. Piché, J. Tremblay, O. Gravel, Théo. Simard, C. Proteau, Jos. Rolland, J. B. Comeau, E. Guilbault, J. Fortin, Ths Hallebrand, Geo. Hoffman qui se sont procurés tout ce qu'ils avaient besoin chez M. Marchand 1869 et 1871 Notre-Dame, n'hésitaient pas de dire qu'après avoir comparé nos prix avec les autres maisons de Montréal ils avaient constaté que nos prix étaient les plus bas et par conséquent économisé la moitié de leur argent.

Chez M. MARCHAND,
17-5 1869 et 1871 Notre-Dame.

UNE LOI UNIFORME DE FAILLITE

(Suite de la 4e page)

Voici quels sont les principes d'une loi de faillite: fournir aux créanciers un moyen facile, expéditif et économique de mettre les biens du débiteur à leur disposition. Une telle loi doit donc offrir ce moyen facile, de réaliser l'actif et punir la fraude s'il en existe, puis, protéger le débiteur honnête qui est victime de circonstances au lieu de le livrer sans miséricorde à la merci de ses créanciers.

Qu'arrivera-t-il si une telle disposition protectrice n'était pas prise? Des petits créanciers profiteraient des circonstances pour empêcher un malheureux d'obtenir sa libération et recommencer à nouveau. Ce commerçant sera forcé de s'expatrier parce qu'un certain nombre de créanciers peu importants n'ont pas voulu consentir à donner quittance. La cour devrait donc être autorisée à intervenir pour protéger les débiteurs malheureux contre les petits créanciers récalcitrants.

Je suis bien aise de dire que dans l'exposé de l'honorable député de Laval (M. Fortin) il y a un grand nombre de dispositions qui atteignent le but que doit avoir une législation de ce genre.

Je n'ai aucun doute que si le gouvernement s'empare de ce projet de loi ou juge à propos d'en soumettre un autre, il verra à ce que certaines dispositions y soient introduites afin de la rendre d'une application aussi facile et aussi juste qu'elle devrait l'être.

Après un discours très pratique de M. Chs. Angers, député de Charlevoix, le bill de M. Fortin a été adopté en première lecture.

On espère que la discussion sur la seconde lecture se fera la semaine prochaine.

—o—

M. Penny, député de la division St. Laurent, a présenté hier un bill dont l'Association des Epiciers de Montréal demande depuis longtemps l'adoption. Il pourvoit à la nomination d'un inspecteur de fruits, afin de prévenir la vente des fruits en mauvaise condition.

—o—

A la séance du soir on a repris, par faveur spéciale, et probablement dans le but d'en finir au plus tôt avec ce bill, la mesure de M. Chariton relative à une meilleure observance du jour du Seigneur. Le bill a été longuement discuté en comité général. M. Choquette, au cours des procédés, a proposé un amendement à l'effet de ne pas rendre la loi applicable à la province de Québec, parce que, dit-il, dans la province de Québec, tout le monde observe très bien le jour du Seigneur, et on n'a pas besoin de législation à cet effet.

Il s'est alors produit un incident rien moins que comique. Une douzaine de députés se sont levés chacun leur tour pour demander qu'Ontario, la Nouvelle-Ecosse, l'Ile du Prince Edouard, le Manitoba, le Nord-Ouest et la Colombie Anglaise fussent soustraits à l'application du bill de M. Chariton. A la fin, il ne restait plus que le Nouveau-Brunswick et le Yukon, où le député de North Norfolk aurait pu faire appliquer sa législation.

La Chambre a ri de bon coeur de cet incident, mais a tout de même adopté en comité général ce bill qui prohibe la publication et la vente des journaux le dimanche.

Reste encore la troisième lecture. Si le bill passe définitivement à la Chambre, il ira s'échouer au Sénat. De fait, si on n'était absolument sûr de voir le bill tué au Sénat, on l'exterminerait aux Communes. Il passe dans la Chambre basse par pure tolérance.

—o—

Au moment où les ordres du jour allaient être appelés, hier l'après-midi, M. Marcotte, député de Champlain, s'est levé pour soulever une question de privilège au sujet de M. Bruneau, député de Richelieu. M. Marcotte veut absolument que M. Bruneau ait résigné.

Les chefs lui ont mis entre les mains une motion redigée en anglais et en français—une motion qu'il a lue en tremblant à la Chambre, et dont il n'a pas compris le premier mot, c'est certain.

L'Opposition n'aime pas le député de Richelieu depuis qu'il a défait l'ex-ministre de la guerre, M. Alphonse Desjardins.

Il fallait une occasion pour chercher à lui être désagréable et à lui nuire dans le public. On a saisi au passage cette histoire de prétendue résignation et on a choisi comme exécuteur des hautes oeuvres du torysme M. Marcotte, député de Champlain, ce nigaud qui est à peine capable de siéger dans un conseil municipal!

M. Marcotte s'imagine qu'il a frappé un grand coup hier l'après-midi! Il s'est "niaisement" constitué l'instrument des Haggart, des Montague, des Wallace, de tous ces torys qui méprisent profondément les Canadiens-Français, pour humilier l'un de ses compatriotes et chercher à jeter du discrédit sur lui.

M. Marcotte a fait là une salle besogne que plusieurs de ses collègues français de l'Opposition ont refusé d'accomplir, une besogne dont pas un des députés anglais n'aurait voulu se charger, si un Anglais avait été en cause à la place de M. Bruneau ou de tout autre Canadien-Français.

Quand on a en Parlement des nigauds comme le député de Champlain, faut-il s'étonner de voir notre race perdre parfois de son prestige?

La question de privilège qu'on a "soufflée" à M. Marcotte sera prise en considération aujourd'hui par la Chambre. On la référera au comité des privilèges et élections aux fins d'une enquête. Il sera démontré que M. Bruneau n'a pas donné sa démission.

—o—

Le bill de l'Hon. M. Fisher, prohibant l'introduction au Canada de l'insecte de San José, a été adopté hier l'après-midi par le Sénat et il recevra aujourd'hui la sanction du Gouverneur-Général.

HONNEUR AU MERITE

A une séance du conseil local de la paroisse de Ste-Flavie tenue le 17 janvier, M. T. N. Blanchet cultivateur de cette paroisse a été réélu maire par acclamation pour la 12ème fois depuis 12 ans.

A une séance du conseil de comté pour la première division de St-Germain de Rimouski, tenue à Rimouski le 9 mars, M. Blanchet a été réélu préfet du comté par acclamation pour la 3e fois.

C'est un fait assez rare et qui mérite d'être publié.

LA GREVE DE NEW-BEDFORD

Les manufacturiers suivent avec intérêt les péripéties de la lutte

L'ARMEE DES GREVISTES DEMORALISEE

L'on s'attend à la reprise des affaires lundi

EXODE DES OUVRIERS

New-Bedford, Mass., 18.—La grève menace de s'éterniser. Une rumeur veut que les manufacturiers ouvrent leurs portes lundi prochain, des démarches de quelques hommes d'affaires auprès des manufacturiers auraient décidé ces derniers à tenter l'essai.

D'un autre côté on est aussi porté à croire que cette rumeur est l'effet du désir qu'il y a chez une forte partie des ouvriers de retourner au travail.

Que la responsabilité de l'incident des tisseurs retombe sur Pierre ou sur Jacques, chose certaine, évidente, c'est que l'armée des grévistes est démoralisée et si la division se met parmi les chefs de la grève comme le veut encore la rumeur, ce sera le signal d'une débâcle générale. Les manufacturiers suivent avec intérêt les péripéties de la lutte, ils ont dû se pâmer d'aise quand ils ont appris l'action des tisseurs n'approuvant pas la politique de leur président, ils doivent rire encore aujourd'hui de voir les ouvriers se diviser en deux camps distincts, les unionnistes et les socialistes et comme conséquence la dissolution du comité conjoint de la grève.

Nous ne doutons pas que les chefs ouvriers ont agi avec bonne foi, nous devons même admirer le courage et la fermeté de plus d'un d'entre eux dans les circonstances particulièrement difficiles où ils se trouvent.

Ils sont activement à l'oeuvre pour relever le moral des grévistes et inspirer la confiance. Ils comptent autant sur la victoire aujourd'hui qu'au premier jour de la grève.

Les comités qui sont en charge des établissements de secours ont redoublé d'ardeur et d'activité en face des difficultés survenues dans ces derniers jours, nulle part encore on n'a manqué de secourir aucun de ceux qui se sont présentés. A certains endroits même on a des provisions pour toute la semaine.

En moyenne ces établissements consomment pour $125 de provisions chacun par jour.

Les chefs grévistes comprennent que le public de New-Bedford peut être fatigué de donner, mais ils assurent que les contributions du dehors sont encore fermes et très généreuses, et que les grévistes peuvent encore tenir longtemps.

Le "Herald," de Fall-River, dans sa cotation du marché au coton mentionne que le marché du coton ordinaire est mauvais mais que les demandes pour le coton fin tel que fabriqué à New-Bedford sont fermes et à un prix très rémunérateur.

Cette fermeté dans les prix pour le coton fin est certainement due à la longue fermeture des fabriques de New-Bedford.

Si la grève se prolonge tant soit peu les consommateurs donneront leurs commandes ailleurs et New-Bedford aura perdu son marché.

Les manufacturiers d'ici peuvent bien dire qu'ils peuvent laisser les machineries arrêtées jusqu'au 1er septembre, mais ils n'en subissent pas moins des pertes énormes.

Où donc sont aujourd'hui les actionnaires et les directeurs de ces manufactures? Ne serait-ce pas plus que jamais leur devoir d'intervenir et de mettre un terme à ce conflit qui est pour New-Bedford un véritable désastre?

Depuis quelques jours un nombre considérable de familles quittent New-Bedford pour chercher des lieux plus propices. Plusieurs se dirigent vers le Canada, où elles vont reprendre la culture de la terre.

Personne à notre connaissance n'a été effrayé des bruits de guerre qui ont couru depuis quelque temps, mais on cherche un lieu où l'on pourra trouver un travail plus rémunérateur qu'à New-Bedford.

LE FEU A COHOES

La filature de laine Victor devient la proie des flammes

Cohoes, N.-Y., 18. — La filature de laine Victor, l'une des plus considérables des Etats-Unis, est devenue la proie des flammes.

Plusieurs personnes l'ont échappé belle, mais heureusement nous n'avons à déplorer aucun accident. Les dommages s'élèvent entre $450,000 et $500,-000.

La brigade du feu de Troy a prêté main-forte aux pompiers de Cohoes.

Les pertes sont couvertes par les assurances.

VIN MORIN

Creso-Phates

Ne manque jamais de soulager et guérir les maux de gorge et toutes les maladies des poumons. Si vous toussez, si vous souffrez de bronchite, catarrhe, coqueluche, grippe, asthme, Consomption, etc., ayez une bouteille de cette merveilleuse préparation et prenez-en sans retard.

Le nombre de malades sauvés d'une mort imminente par le "Vin Morin" à la Créosote et aux Hipophosphites est incalculable! En vente partout.

18-25f 4-11-18-25m

Dr GENDREAU, dentiste, No 25 rue St-Laurent, Montréal, extraction et obturation sans douleurs, dentiers et dents sans palais ; nouveaux procédés.

AFFICHES

Les personnes qui ont besoin d'affiches pour maisons ou chambres a louer, trouveront tout ce dont elles ont besoin, et a bon marche, aux bureaux de "La Patrie," departement des jobs. Ces affiches sont magnifiques. Donnez votre commande au plus vite.

COUR SUPREME

Une cause qui intéresse Longueuil

Ottawa, 18. — La Cour Suprême a siégé hier sous la présidence de Sir Henry Strong. Les hons. juges Taschereau, Grevynne, Sedgervick et King étaient sur le banc. On a entendu la cause de Guerin vs la "Manchester Fire Insurance Company." Le demandeur se prévalait d'une hypothèque pour réclamer une police d'assurance de $2,500, sur des bâtisses à Longueuil, qui avaient été détruites par le feu, en décembre 1893. La compagnie refusait de payer pour entr'autres raisons les suivantes: insuffisance d'avis de réclamation et de droits du réclamant et changement d'occupation des prémisses. La Cour du Banc de la Reine, à Montréal, avait renversé le jugement de la Cour de Révision, qui s'était prononcée en faveur de la demande. Madore et Rielle, pour l'appelant; Foster, Martin et Girouard, pour l'intimée.

On a entendu aussi l'appel du comté de Carleton vs la ville d'Ottawa, et la réaudition partielle de Goodwin vs La Reine.

LA GUERRE DU TARIF

M. Harris et les marchands de St-Jean, N.B.

St-Jean, N. B., 18—Le gérant Harris de l'Intercolonial a rencontré plusieurs marchands dans les bureaux du Board of Trade, hier, et a consenti à diminuer le tarif pour ce qui regarde les prix locaux, mais n'a pas laissé entrevoir d'espérance que St. Jean sera mis sur un pied d'égalité avec Montréal en tant que les taux sont concernés sur les points en litige dans la province. Il a déclaré qu'il n'avait pas eu connaissance des nombreuses augmentations, qu'elles avaient été faites sans son autorisation et qu'il les avait fait disparaître aussitôt que des plaintes lui avaient été formulées. Il a promis de visiter les provinces tous les mois autant que faire se pourra.

INNOMBRABLES

Tous les témoignages qui prouvent que le BAUME RHUMAL est le roi des guérisseurs. 25c partout. 2-20

CAFE OXFORD

RUE UNIVERSITE

Repas servis à la carte jusqu'à minuit.

PROCEDURE SOMMAIRE

Province de Québec, District de Montréal, Dans la Cour de Circuit du District de Montréal, No 5413. Alfred Lionais et Henri Lionais, tous deux imprimeurs-éditeurs de journal de la Cité et du District de Montréal, et y faisant affaires en société comme tels sous les nom et raison de A. & H. Lionais, demandeurs vs Albert Ratel et Joseph Boulard, tous deux de la Cité et du District de Montréal, défendeurs

Il est ordonné au défendeur, Albert Ratel, de comparaître dans un mois de la dernière insertion.

Montréal, 14 mars 1898.

P. A. ARCHAMBAULT,
EMILE JOSEPH, Dép. G.C.C.
Avocat des demandeurs. 18-2

PROVINCE DE QUEBEC, District de Montréal } **Municipalité de la ville de Westmount.**

AVIS PUBLIC

Aux habitants de la ville de Westmount et à tous les autres intéressés.

AVIS PUBLIC est donné par le présent, par le secrétaire-trésorier soussigné, que les rôles spéciaux d'évaluation préparés en vertu des règlements 36, 46 et 47 du conseil de la ville, pour l'évaluation et la répartition du coût de certains travaux pour la pose du macadam et les égouts ou tuyaux de drainage faits dans la ville en vertu des stipulations du dit règlement, ont été déposés au bureau du dit conseil et sont mis à la disposition, pour consultation, de tous les intéressés, et qu'ils seront présentés au conseil, pour l'homologation, à une séance générale du conseil qui aura lieu au lieu ordinaire des séances, à huit heures du soir, le quatrième jour d'avril prochain (1898). A cette séance le dit conseil devra être prêt à entendre toutes les personnes intéressées, puis il homologuera les dits rôles spéciaux d'évaluation avec ou sans amendements, selon le cas.

Fait en la ville de Westmount, ce dix-septième jour de mars mil huit cent quatre-vingt deux, imprimeurs-éditeurs de journal de la dix-huit (1898).

Wm MINTO,
15-3 Secrétaire Trésorier.

$100 de Récompense !

Cent piastres seront payées promptement et avec joie pour tout cas d'ivrognerie, d'habitude des boissons enivrantes et du tabac que le remède de Ryan contre l'alcoolisme et le tabac ne guérira pas en deux semaines. Le même remède guérit de l'habitude des liqueurs et du tabac en même temps. Demandez-le aujourd'hui et vous guérirez ou recevrez cent piastres. Envoyez par la poste, franc de port dans n'importe quelle partie du monde pour une piastre. Adressez toutes les commandes à

R. RYAN, R. A. C.
71a MacLeod, T N O

The Promotive of Arts Association, Ltd.

INCORPOREE PAR LETTRES PATENTES 7 OCT. 1896

Distribution de Tableaux et d'Objets d'Art tous les Mercredi

BILLETS—10 et 25 cents

AGENTS DEMANDES. 6a,b

Bureau et Atelier COTE-DES-NEIGES Montréal | Propriétaire de Carrière de Granit rouge, rose et gris

J. BRUNET

Importateur et Manufacturier de Monuments en

Marbre et Granit

OUVRAGES DE BATISSES ET DE CIMETIERES, ETC.

De toutes descriptions. En gros et en détail. Estimations données sur application : Côte-des-Neiges. Téléphone 4666. (Connection gratuite pour Montréal).

Information relative à la Coupe du Bois dans le District Provisoire du Yukon

AVIS PUBLIC est par le présent donné que le soussigné est prêt à recevoir des demandes de licences pour la coupe du bois sur les terres du district provisoire du Yukon. Dans ces demandes il faudra indiquer aussi exactement que possible la situation du territoire que devra couvrir la licence.

On peut obtenir au département de l'Intérieur, à Ottawa, les règlements concernant l'octroi des licences.

JAMES A. SMART,
Député ministre de l'Intérieur.
Département de l'Intérieur,
Ottawa, 24 février 1898. 4-11-18

Blancs de baux en vente au bureau de "La Patrie."



Ligne Française

COMPAGNIE GENERALE TRANSATLANTIQUE

LIGNE DIRECTE POUR LE HAVRE et PARIS, (France.)

Depart tous les Samedis a 10 a. m.

Du Pier 42 North River, au bas de Morton St. N. Y.

LA NAVARRE	Mercredi, 23 Mars,	10 a. m.
LA BOURGOGNE	" 30 "	"
LA BRETAGNE	Samedi, 9 Avril	"
LA GASCOGNE	" 16 "	"
LA NAVARRE	" 23 "	"
LA NORMANDIE	" 30 "	"
LA BOURGOGNE	" 7 Mai	"
LA TOURAINE	" 14 "	"

PRIX D'UN PASSAGE DE PREMIERE CLASSE DE NEW-YORK A PARIS, **$80.00** et plus par tous les steamers excepté la Touraine selon les accommodations, comprenant le prix du passage en chemin de fer à Paris. Sièges dans le char palais. Seconde classe à Paris **$54.75**. Entrepont de New-York au Havre **$32.10**. Entrepont de New-York à Paris, **$34.60** avec amenagement intérieur, comprenant vin, literie et ustensiles. Prix aller et retour à prix réduits.

Agence générale pour les Etats-Unis, BOWLING GREEN, N. Y.

Agence générale pour le Canada, N. N. SIEYES et GENIN, 10 rue de Bresoles, Montréal. 1a

—o LIGNE ALLAN o—

Steamships de la Malle Royale

SERVICE DE LIVERPOOL ET PORTLAND.

De Liverpool.	Steamships.	De Portland.
10 Mars	*CALIFORNIAN	26 Mars
17 Mars	LAURENTIAN	30 Mars
24 Mars	*PARISIAN	9 Avril
26 Mars	CARTHAGINIAN	13 Avril
7 Avril	NUMIDIAN	23 Avril

Tous les steamers partent de Portland à l'arrivée des trains du Grand Tronc et du Pacifique Canadien partis de Montréal à 8.30 hrs le soir précédent.

*Les steamers précédés de ce signe stoperont à Halifax en allant vers l'ouest pour y débarquer les passagers.

Passage de cabine, $50 et au-dessus ; seconde cabine, $34 et $36.25 ; entrepont pour Liverpool, Glasgow, Londres ou Londonderry, $22.50 et $23.50, Paris, $28.00.

Service de Glasgow, de Derry et de New-York. De Glasgow, 12 Mars, Steamer State of Nebraska, de New-York 31 Mars.

Passage de cabine, $45 ; aller et retour $85 ; seconde cabine, $35 ; aller et retour, $64.15. Entrepont pour Glasgow, Belfast, Derry ou Queenstown $23.50.

Pour fret, passage ou autres informations, s'adresser à H. et A. ALLAN, Montréal, Boston ou Philadelphie. 13 1a

LIGNE DOMINION

Elder, Dempster & Cie,

Portland, à BRISTOL, (Avonmouth). Se composant des vapeurs de première classe suivants.

S.S. MILWAUKEE	12,000 ton.
S.S. MONARCH	12,000 "
S.S. MONTCALM	8,200 "
S.S. MONTROSE	8,200 "
SS. MONTEREY	8,200 "
SS. MONTEZUMA	8,000 "
S.S. MERRIMAC	6,500 "
S.S. MARINO	6,200 "
S.S. QUEENSMORE	6,000 "
SS. MONTPELLIER	5,800 "
S.S. ASHANTI	5,800 "
S.S. LYCIA	5,600 "
S.S. ETOLIA	4,900 "
S.S. MEMNON	4,900 "
S.S. PARKMORE	4,500 "
S.S. NIAGARA	4,200 "

Les vapeurs de la ligne ci-dessus sont pourvus de toutes les améliorations modernes pour transporter les bestiaux, le beurre, le fromage, le grain et une cargaison général de toute description, et seront envoyés de Portland comme suit :

A BRISTOL (Avonmouth)

S.S. PARKMORE	Mars 26
*S.S. MEMNON	Avril 2
S.S. LOANGO	Avril 16

* Les vapeurs marqués ainsi sont pourvus de réfrigérateurs.

Pour le tarif du fret et autres détails s'adresser à

Elder, Dempster & Cie,

219 rue des Commissaires, Montréal.

Aussi agents du Grand Tronc à toutes les gares ou à

Agence de Toronto

R. DAWSON HARLING, 28 rue Scott.

Agence de Chicago :

JOHN E. EARLE & Co, 6 rue Sherman.

CHEMIN DE FER DE QUEBEC ET DU LAC ST JEAN

AUX COLONS

Terres a Ble, bon Climat, bon Bois, excellente Eau

Dans la vallee du Lac St Jean, le grenier de la Province de Quebec

Le gouvernement provincial offre en vente, au-delà de 2,000,000 d'acres des plus belles terres à blé qui se puissent trouver dans la Province de Québec, à **vingt centins l'acre**, à une distance de dix heures seulement de Québec, [100 milles], par la voie ferrée, dans le territoire du lac St Jean.

Transport gratuit des nouveaux colons et de leurs familles, et d'une quantité limitée de leurs effets de ménage.

Et pour autre renseignement adressez à

M. RENE DUPONT,
Agent de Colonisation

J. G. SCOTT, Secrétaire et Gérant,
ALEX. HARDY, Agent Gén du F. et P. 104 jno

CANAL DE SOULANGES

AVIS AUX ENTREPRENEURS

DES SOUMISSIONS CACHETEES adressées au soussigné et portant à l'endos "Soumissions pour pavillon des machines," seront reçues à ce bureau jusqu'à seize heures, le 2 avril 1898, pour la construction d'un pavillon des machines, (excepté le toit en fer) sur la section No 3.

On pourra voir les plans et spécifications à partir du 24ème jour de mars 1898, au bureau de l'ingénieur en chef du département des chemins de fer et canaux, à Ottawa. On peut obtenir au même endroit des formules de soumission.

Si c'est une compagnie qui fait la soumission, cette dernière devra porter la signature de chacun de ses membres ; la nature de l'occupation, le lieu de résidence de ceux-ci devront être indiqués, et un chèque de banque accepté pour la somme de $1000 devra accompagner la soumission.

Ce chèque accepté devra être fait à l'ordre du ministre des chemins de fer et canaux, et il sera confisqué si le soumissionnaire refuse d'accepter le contrat pour cette affaire aux prix et conditions indiqués dans l'offre qu'il aura faite.

Les chèques acceptés envoyés seront retournés aux soumissionnaires dont les soumissions ne seront pas acceptées.

Le département ne s'oblige à accepter ni la moins élevée, ni aucune des soumissions.

Par ordre,
L. K. JONES,
Secrétaire.

Département des chemins de fer et Canaux,
Ottawa, 12 mars 1898.

Les journaux qui, sans l'autorisation du département, publieront cette annonce, ne recevront aucun paiement. 16-6

A. V. ROY

Ingenieur des Arts et Manufactures

[Ecole Centrale de Paris.]

Membre de la Société des Ingénieurs Civils de France. Travaux publics, Aqueducs, Ponts, Installations d'Usines, Brevets d'Invention, Expertises, Consultations Techniques. **Spécialités de questions minières et d'exploitations métallurgiques.** Chambres 5 et 6.

16 RUE ST JACQUES

TEL. BELL 2487. 11ms

LE PACIFIQUE CANADIEN

Service d'OTTAWA ameliore

5-Trains dans chaque direction-5

Les trains partiront de Montréal, gare Windsor, à 9.20 a. m., 7 p. m. et *9.10 p. m., et de la gare Dalhousie à 8.30 a. m. et à 4.40 p. m.

*Quotidiennement. Les autres trains jours de semaine seulement.

Service des chars dortoirs d'Ottawa

Montréal rue Windsor. Dép. 9.10 p. m. quotidiennement

Ottawa ... Dép. 4.25 a. m. quotidiennement

Les voyageurs peuvent rester dans les chars à Ottawa jusqu'à 9 hrs a. m. et, au retour, entrer dans les chars dortoirs à Ottawa, à 9 hrs p. m.

Les meilleures routes pour aller au

KLONDIKE

Vancouver, Victoria } **$25**

Les trains partent de Montréal, rue Windsor, à 2 hrs p. m. les jours de semaine.

Chars dortoirs de touristes tous les jours, excepté le dimanche, jusqu'à la Côte du Pacifique.

Départs fréquents de steamers de Vancouver et de Victoria. Plus amples renseignements fournis sur demande.

Demandez un exemplaire de notre "GOLD FOLDER" contenant les informations les plus complètes sur les routes, les prix, etc.

St Paul, Minneapolis, Duluth } **$15**

TORONTO ... $5

Prix réduits pour autres endroits sur demande

DES TRAINS DE COLONS POUR LE

MANITOBA, ALBERTA L'ASSINIBOINE,

Partiront tous les mardis en mars et avril si les affaires sont assez importantes. Les colons peuvent voyager avec leurs effets et leurs bestiaux sur ces trains et, cependant, arriver promptement.

Des chars dortoirs gratuits de colons sont attachés à ces trains. Demandez à l'agent du Pacifique Canadien le plus proche ou écrivez pour avoir un exemplaire de "l'Indicateur des Colons" contenant des informations complètes sur les tarifs de fret et voyage, l'indicateur des trains, les règlements sur les terres et la manière de se procurer une FERME GRATUITEMENT.

Bureau des billets et du telegraphe de la ville, **129 rue St Jacques,** Près du bureau de Poste.

GRAND TRUNK RAILWAY SYSTEM

Les prix des voyages sur le réseau du chemin de fer du Grand Tronc entre les différents endroits, services LOCAL et d'un BOUT DE LA LIGNE A L'AUTRE, y compris les prix pour l'ALASKA, le KLONDYKE, la COTE DU PACIFIQUE, WINNIPEG et le NORD-OUEST, ainsi que ST-PAUL, et tous les autres endroits qui font l'objet de la concurrence, sont exactement les mêmes que ceux des autres lignes.

FETES DE PAQUES

POUR LE PUBLIC.—Entre toutes les stations du Canada, voyage simple, le plus bas prix en première classe, billets bons pour l'aller du 7 au 11 avril inclusivement et pour le retour, départ de la destination jusqu'au 12 avril au plus tard.

POUR LES VACANCES SCOLAIRES.—Pour un voyage simple le plus bas prix en première classe moins un tiers de réduction sur présentation d'un certificat dans la forme exigée, signé par le principal. Billets bons pour partir du 19 mars au 9 Avril, et pour revenir jusqu'au 19 Avril 1898.

Chars Dortoirs Gratuits de Colons

—POUR—

WINNIPEG

ET LE

NORD-OUEST CANADIEN

Les prix les plus bas, la route la meilleure et la plus populaire

Passant à travers les principales villes canadiennes, et Chicago, St-Paul, Minnesota et le Dakota.

Nos chars dortoirs gratuits de colons

pour les familles et autres se dirigeant vers l'ouest sont une commodité spéciale, et les voyageurs peuvent apporter leur literie ou l'acheter au prix coûtant aux gares de Montréal ou de Toronto. Ces chars dortoirs de colons iront directement, sans changement, de Portland, Me., Montreal et Toronto à Winnipeg. Des CHARS DORTOIRS GRATUITS DE COLONS partiront de Montréal tous les mardis à 9 hrs a. m. et 8.25 hrs p. m. à partir du 8 mars.

Les voyageurs pour les

Terrains Auriferes du Klondyke et du Yukon

seront reçus dans ces CHARS DORTOIRS DE COLONS jusqu'à Chicago ou St-Paul ou ils pourront avoir des chars dortoirs semblables pour la Côte du Pacifique.

Pour les billets et l'espace réservé dans les chars dortoirs, s'adresser à n'importe quel agent de la compagnie.

Bureau des Billets pour la Ville, No. 137 rue St Jacques, ou à la Gare Bonaventure

CANADIAN GOV'T. RAILWAY SYSTEM

(DIVISION DE L'INTERCOLONIAL)

A partir de Mardi, le 1er Mars les trains partiront de la gare Union (Bonaventure) comme suit:

Express des Prov. Maritimes

	Excepté le samedi
Dép. Montréal	7.05 p. m.
Arr. St Hyacinthe	8.12 p. m.
Arr. Lévis	12.10 a. m.
Arr. Moncton	3.20 p. m.
Arr. St Jean	7.25 p. m.
Arr. Halifax	9.40 p. m.

ACCOMMODATION

	Excepté le dimanche
Dép. Montréal	6.00 a. m.
Arr. St-Hyacinthe	8.50 a. m.
Arr. Lévis	4.30 p. m.

LOCAL

	excepté le dimanche
Dép. Montréal	10.00 p. m.
Arr. St-Hyacinthe	12.10 a. m.
" Lévis	6.00 a. m.
" Rivière du Loup	1.20 p. m.
" Ste-Flavie	5.35 p. m.
" Campbellton	10.45 p. m.

Chars réfectoires dans l'express des Provinces Maritimes entre Montréal et Halifax. Trains éclairés à l'électricité et chauffés à la vapeur.

Bureau des billets de la ville:

138 rue St-Jacques, Montreal

Huile de Charbon

"CROWN ACME"

Cette huile aussi claire que le cristal, est manufacturée à notre nouvelle raffinerie à Sarnia, Ont., est égale à l'huile Américaine.

Echantillons et prix sur demande.

LA BUSHNELL CO.'Y LT'D.

Edifice du Board of Trade.

Telephones { Bell 552 et 899. Marchands 926

FEUILLETON DE "LA PATRIE"

Amour et Sacrifice

SECONDE PARTIE

SERGE SOUVARINE

42 (SUITE)

—Ça, par exemple, c'est ce que nous allons voir, fit Dagobert en se redressant irrité. Et pourquoi nous emmènerait-on, nous, plutôt que tous les autres? Vous nous en racontez de belles, par exemple!

—Parce que vous n'avez pas couché chez vous cette nuit, mon bonhomme, répondit un des gendarmes.

—S'il fallait arrêter tous ceux qui s'attardent trop, vous auriez fort à faire, messieurs.

—Et puis, reprit le gendarme, nous avons surpris entre vous, tout à l'heure, une singulière conversation: vous y parliez que de valeurs.

—Parfaitement, je ne nie pas, fit Dagobert qui espérait séance tenante, faire disparaître tout soupçon.

Et il ajouta:

—Je vais vous raconter ce que j'ai fait cette nuit, ou plutôt hier soir, car au matin...

J'ai bu, j'ai trinqué plus que de raison, j'en conviens; je n'ai pas couché dans le roulotte et me suis endormi... je ne sais trop où, c'est encore vrai.

—Allons, voyons, expliquez-vous! Quel mensonge allez-vous encore nous débiter?

—Mais je n'ai jamais volé de valeurs à personne, moi.

Quant à celles-ci... Je les ai trouvées dans ma poche ce matin, s'écria Dagobert.

Et, d'un geste plein de franchise et de bonne foi, il tendit le paquet de valeurs aux gendarmes.

—Quel gredin! Quel cynisme! pensaient les deux soldats... Quel air de conviction et d'honnêteté! Ma parole, si on ne connaissait pas tous ces gaillards-là, on se laisserait presque convaincre.

—Mon bon, on sait ce que parler veut dire, ajouta tout haut un des gendarmes, et nous ne nous laissons pas prendre à toutes les sornettes qu'on vient nous raconter.

Ces bonnes et belles valeurs-là appartiennent à M. l'abbé de Vineuil. Comme elles sont nominatives et que vous ne pouvez rien en faire, vous trouvez tout naturel de les rendre. Vous espérez ainsi donner le change à la police et éviter la petite perquisition que nous allons opérer ici.

—Une perquisition!... chez moi!... dit Pascalou.

—Parfaitement, mon bonhomme. Peut-être trouverons-nous, en plus de ces valeurs nominatives, les dix mille francs en billets de banque dérobés aussi au curé, et les vases sacrés de l'église.

—Sacrilège!... Sacrilège!... fit l'autre gendarme en faisant le signe de la croix.

—C'est tout ça que nous allons chercher et que nous retrouverons sans doute dans vos sales paillasses.

—En attendant, ajouta l'autre Pandore, ces deux hommes vont me suivre; mettons-leur les menottes.

Pascalou et Dagobert, ahuris, atterrés, se laissèrent emmener sans pousser un cri, sans proférer une plainte.

Rose Sorel et Noëlle accourues à la fin de la scène tombaient, anéanties, en sanglotant dans les bras l'une de l'autre.

VI

Or, voici ce qui s'était passé au presbytère.

Justinette était restée évanouie, la face contre terre.

En tombant sa tête avait frappé sur le fer de la porte.

Une plaie profonde s'était produite par laquelle le sang avait coulé abondamment.

Aussi la malheureuse femme était-elle très affaiblie.

En se levant le matin l'abbé de Vineuil, ainsi qu'il en avait la coutume, était d'abord descendu à son cabinet pour y prendre son bréviaire.

En apercevant son secrétaire ouvert et les papiers qu'il renfermait épars, il avait poussé un cri d'épouvante.

—Justinette ... Justinette !... appela-t-il...

Et comme la domestique, toujours évanouie, ne répondait pas, l'abbé se précipita dans la cuisine.

Justinette n'était pas là.

Il continua ses recherches... et bientôt recula effaré en apercevant la servante étendue sur le sol, près de la porte du jardin.

—Justinette! dit-il en essayant de la redresser.

Et comme elle ne bougeait toujours pas:

—A moi, Serge... Justinette se meurt.

Le jeune homme descendit aussitôt et aida le prêtre à relever la mourante.

Elle entrouvrit les yeux.

—Volés, monsieur l'abbé... Nous sommes volés, dit-elle en apercevant Marcel.

Les cris de la malheureuse avait attiré le sacristain et quelques voisins qui accouraient pour se rendre compte de ce qui se passait.

—Un vol et presque un assassinat ! disait-on de toutes parts.

Et bientôt la nouvelle se répandit avec la rapidité de l'éclair dans Collioure tout entier.

L'abbé de Vineuil, après avoir fait installer sa domestique sur son lit et lui avoir prodigué tous les soins que nécessitait son état, avait rapidement examiné son secrétaire et constaté qu'on lui avait dérobé dix mille francs en billets de banque et deux mille francs en titres nominatifs.

Le sacristain qui, après avoir aidé à secourir la Catalane, s'était rendu à l'église pour sonner l'"Angelus" revint bientôt affolé, tremblant de tous ses membres.

—On a pénétré dans l'église et on l'a pillée ; tous les troncs ont été ouverts; tous les vases sacrés ont été volés.

L'abbé de Vineuil ne pouvait encore croire à tout ce désastre : Il fallut enfin se rendre à l'évidence.

La certitude de ce vol terrifia donc l'abbé de Vineuil.

—Les vases sacrés!... On a volé les vases sacrés!...

Qu'allait penser l'évêque?

Des vases précieux datant de plusieurs siècles, transmis intacts par de nombreuses générations de curés!... Et lui n'avait pas su conserver ces saintes reliques.

—Rassurez-vous, monsieur le curé, et consolez-vous,—dit le sacristain.—Nous les retrouverons, ces vases sacrés si précieux, si artistiques, qu'on ne peut vendre comme des objets vulgaires. — Il sera facile d'avertir les quelques rares orfèvres à qui ils pourraient être présentés.

—Non, non, on ne les retrouvera pas, cela n'est pas possible, mon ami. Les misérables qui les ont volés n'essaieront pas de s'en défaire en France, ils iront les vendre à l'étranger.

Pendant tout ce colloque Justinette n'avait pas prononcé une parole.

Elle restait hébétée, les yeux vagues, la pensée perdue.

Elle s'était faite la complice du vol commis par le Rousset, le vol des vases sacrés!

Elle avait remis au misérable les clefs de l'église!

Et à cette pensée une sueur froide mouillait son visage.

—Voici une pièce à conviction qui permettra à la police de retrouver aujourd'hui même, sans doute, le voleur, dit le sacristain en élevant dans ses mains la pèlerine de velours oubliée volontairement par le Rousset... Le gredin qui a fait le coup a manqué de présence d'esprit et a oublié ses frusques. — C'est plus qu'il n'en faut pour le faire reconnaître.

—Ça c'est le doigt de Dieu, dirent quelques dévotes.

—Des frusques de saltimbanques, ajouta une commère profondément indignée.

—Oui, c'est un saltimbanque qui a fait le coup, fit Justinette dont la figure se rasséna à l'horrible pensée qui venait tout à coup de surgir en son esprit.

Elle ne pouvait accuser le Rousset : la crainte qu'il divulguât le terrible secret de son existence passée la rendait l'humble esclave du misérable. Si elle le dénonçait, elle savait que le Rousset n'hésiterait pas, pour se venger, à la faire jeter en prison et à la conduire en cour d'assises.

Elle était donc obligée d'en accuser un autre, n'importe lequel, le premier venu contre qui des charges suffisantes pourraient être réunies.

—Je suis sauvée, pensait-elle.

Et elle répéta, avec une conviction qui devint bientôt contagieuse :

—Oui, oui, c'est un saltimbanque qui a fait le coup : le père de cette petite vermine qui est venue, hier, rôder par ici et que M. le curé voulait faire entrer à la cure.

—Le père de cette malheureuse si douce et si sympathique que j'ai accompagnée pendant quelques minutes? dit Serge.

—Parfaitement! Que venait-elle faire dans l'église, si ce n'est l'explorer, se rendre compte des endroits où étaient placés les troncs et expliquer ensuite à son père le résultat de ses investigations.

C'était une coquine : moi, je vous le disais bien.

Ah! tenez, je vous en prie, ne me parlez plus de cette vermine-là, de tous ces paillasses: j'ai toujours éprouvé une profonde horreur pour tous ces déclassés, pour tous ces vagabonds.

—Voyons, voyons, ma bonne Justinette, ne vous tracassez pas ainsi, dit avec bonté l'abbé de Vineuil. Remettez-vous. Croyez bien que notre voleur n'est pas loin et que nous le rattraperons sous peu ; et si vous pouvez le reconnaître...

—Oh! pour sûr que je le reconnaîtrai dès qu'on me mettra en sa présence. Je l'ai assez vu, grand Dieu! Et s'il m'a épargnée, c'est tout simplement parce que je me suis évanouie et qu'il m'a cru morte, le coquin! Mais ses traits sont gravés dans ma mémoire et je ne me tromperai pas quand je serai devant lui.

—Mais les portes de l'église n'ont pas été fracturées, observa doucement Serge Souvarine, et celle du presbytère non plus.

—C'est moi qui les ai ouvertes, celle du jardin du moins. J'avais entendu un bruit insolite; et, pensant qu'on en voulait à mes poules, j'étais descendue voulant voir moi-même et me rendre compte. Et alors je me suis trouvée face à face avec le voleur qui m'a asséné sur la tête un formidable coup de poing. Je suis tombée et je suis restée étendue sans mouvement, là où vous m'avez trouvée ce matin. C'est alors que le coquin est entré dans la cuisine, et s'est emparé des clefs de l'église.

Maintenant le jardin du presbytère était envahi par tous les gens du village. Chacun disait son mot, communiquait ses réflexions, commentait à qui mieux mieux les circonstances du vol et du sacrilège.

Puis les gendarmes survinrent, prirent des notes, interrogèrent les voisins, recueillirent les déclarations de l'abbé et de Justinette.

Le garde champêtre, lui aussi, arriva.

Et pendant toute la matinée ce fut un va-et-vient continuel des diverses autorités.

Les gendarmes s'étaient saisis de la pèlerine oubliée par le voleur. Puis, dare-dare, ils avaient enfourché leurs chevaux et s'étaient rendus au commissariat de police.

Là on leur avait donné la consigne de surveiller de très prêt toutes les baraques de saltimbanques installées sur la place.

Alors s'étaient passées les scènes que nous connaissons, scènes suivies de l'arrestation de Dagobert et de Pascalou.

Les deux malheureux, les menottes aux poignets, avaient été conduits chez le commissaire de police où, déjà, une foule compacte et hurlante les avait précédés.

Ils étaient arrêtés... donc ils étaient coupables.

Les badauds n'en cherchaient pas davantage.

La police se tromper!... mettre la main au collet d'innocents!... Allons donc!...

Et la foule criait de plus en plus fort:

—A Cayenne! A Cayenne! les dévaliseurs d'églises.

—Voilà maintenant que nous sommes des dévaliseurs d'églises, disait le pauvre Dagobert: décidément ces gens-là sont fous, et je crois que moi aussi je vais le devenir: c'est ce soleil du Midi qui me tape sur la cervelle.

Pascalou, lui, gardait un silence farouche. Il jetait à droite et à gauche sur la foule qui les enveloppait un regard de colère.

Enfin ils entrèrent au commissariat de police.

Le commissaire et son secrétaire, assis à une large table garnie d'un tapis noir et surchargée de nombreux dossiers, attendaient avec impatience les deux accusés.

(A Continuer.)

DANS L'ALASKA

L'existence des chercheurs d'or

Procédés primitifs pour le lavage de l'or

Le "Temps", de Paris, publie une première lettre d'un correspondant, M. Amès Sémiré, qui se rend aux mines du Klondyke. Nous en extrayons ce qui suit :

L'Alaska, Al-ay-ek-sa "grand pays", couvre près de 965,000 kilomètres carrés et est douze fois plus grand que l'Etat de New-York, tout en ne faisant vivre que quelques tribus ou plutôt groupes d'Indiens christianisés. Depuis plus de cent ans, les prospecteurs russes y avaient trouvé de l'or, quand la Russie céda ce territoire aux Etats-Unis moyennant sept millons deux cent mille dollars en 1867. Mais jamais placers aussi riches que ceux du Sixty mile, Forty mile, Birck creek, Munook creek, n'y avaient encore été découverts, quoique bon nombre des anciens sujets du tsar, W. Kulgie, F. Lendeseen, par exemple, aient été des premiers à en profiter.

Elle n'est pas très enviable, cette existence des chercheurs d'or, et leur mode d'opérer est forcément des plus primitifs. Quatre mois seulement sont favorables à cette chasse spéciale, mai, juin, juillet et août. C'est alors que le prospecteur chargé du plus de provisions possibles, un pic à la main, un "pan" ou plat creux et une pelle sur le dos, s'en va en quête d'une bonne fortune le long des cours d'eau, presque un billet de loterie. Par les déserts glacés, il s'en va avec son idée fixe, le pauvre homme, jusqu'au jour où croyant avoir trouvé un point favorable, il jalonne son "claim", lot de cent pieds le long du ruisseau, y creuse ensuite un puits ; chaque nuit, il allume un grand feu dans l'excavation dont le sol reste gelé même en été : au matin, il enlève les 8 à 10 pouces qui ont dégelé, les essaye au lavage de son "pan" et recommence le jour suivant. Si le sable aurifère, ce gravier souvent noirci par les pyrites de fer donne plus de 50 sous au "pan", le mineur continue son puits : tout l'hiver il l'approfondit, l'élargit, tandis qu'en haut s'élève les tumultus de sable que hisse son camarade ; il ouvre même des galeries horizontales sans étais, à travers la masse solide de cette terre gelée à plus de vingt pieds de profondeur.

Quand mai arrive avec l'eau des ruisseaux, le mineur travaille jusqu'à quatorze heures par jour à laver le sable retiré de l'excavation. C'est d'abord avec le "pan", sorte d'écuelle au fond de laquelle se déposent les pépites d'or quand la boue s'en va ; si cet or est trop fin, "en farine", on le jette dans un baril rempli d'eau avec une livre de mercure au fond : l'or s'amalgame avec le mercure d'où on l'extrait ensuite assez incomplètement en forçant le vif argent à travers une peau de chamois, ou mieux, par l'évaporation sur le feu.

Mais ce procédé si long, si laborieux, de l'écuelle, se remplace autant que possible par celui du "rocker" ou des "sluices".

Le "rocker" est une boîte de trois pieds sur deux montée sur bascules, renfermant un sas puis un carré de laine qui retiennent les grains d'or et laissent passer le sable ; au fond de cette berceuse, se trouve un peu de mercure qui amalgame l'or trop fin pour être recueilli à la main.

Le meilleur procédé des trois, le plus rapide surtout, est celui des "sluices" conduits en bois sillonnés tous les sept ou huit pouces de rainures transversales. On lance dans cet aqueduc à ciel ouvert un courant d'eau chargé du précieux sable : le gravier et la terre sont entraînés par le torrent en miniature ; plus lourd, l'or s'arrête dans les rainures où on le recueille de temps à autre; plus tard on brûle ces "sluices" pour extraire de leurs cendres l'or qui s'y trouvait renfermé. Le procédé est assez coûteux à cause du prix des planches à Dawson, 100 à 200 dollars les 1,000 pieds. Il est vrai que la plupart des mineurs emportent sur leur dos une scie qui leur permet de débiter eux-mêmes leurs planches.

Tels sont les procédés primitifs qui laveront cette année dans les eaux du Yukon, un nombre invraisemblable de millions.

IL S'EN SERT DANS SA PRATIQUE

L'excellence d'Abbey's Effervescent Salt est appréciée par les médecins tout aussi bien que par le public. Voici ce qu'en dit le Dr. G. P. Sylvester, de Toronto: "Il y a déjà quelque temps que je fais usage d'Abbey's Effervescent Salt dans ma pratique, et je trouve que c'est le laxatif le plus agréable et le plus efficace que j'aie jamais employé. Il calme l'irritation à laquelle sont sujets les estomacs faibles et détruit l'acidité. Je n'ai aucun doute sur son utilité dans les différentes sortes de rhumatisme et de la goutte, puisqu'il aide à neutraliser l'acide urique et à l'éliminer. Je continuerai à le prescrire dans tous les cas où il pourra convenir."

Depuis son introduction au Canada, Abbey's Effervescent Salt a fait son chemin, ici comme ailleurs, sur son mérite intrinsèque. Tous les pharmaciens vendent cette salutaire préparation à 60 cts le gros flacon, Flacon d'essai, 25 cts.

MLLE GARNEAU DISPARUE

Toutes les recherches pour la retrouver sont inutiles

Woonsocket, R. I., 18. — Mlle Garneau, disparue lundi n'a encore été signalée nulle part, et on la croit noyée.

Toutes les recherches de la police pour la retrouver ont été inutiles. Hier le chef Currier s'est rendu avec un serrurier chez M. Archambault et a fait ouvrir la malle de la disparue. On y a trouvé plusieurs photographies et des vers évidemment composés par Mlle Garneau elle-même et qui sont comme un écho de son désespoir.

La valise contenait en outre de riches vêtements et des fourrures d'une assez grande valeur.

Deux agents de police ont cherché sur les rives de l'étang Harris des vêtements de femme ou autres indices d'un suicide par immersion. Ils n'ont rien trouvé.

Le chef de police connaît Mlle Garneau. Il l'a vu vendredi dernier, alors qu'elle est allée le voir pour lui demander une position. Il l'a reconnue par son portrait.

Les agents de police Beaudreault et Pooley ont visité le côté est de l'étang Harris, sans aucun résultat. Les recherches sont poursuivies.

LA CONVENTION REPUBLICAINE

Les officiers actuels remis en nomination à l'exception de MM. Pothier et Sellew

Le parti approuve la conduite de M. McKinley envers l'Espagne

M. Gregory remplace M. Pothier

Providence, R.-I., 18.—La convention républicaine s'est ouverte un peu après 11 h. mercredi et a été présidée par l'honorable M. Dubois, ex-procureur-général.

Les officiers suivants ont été remis en nomination.

Gouverneur, Elisha Dyer, de Providence.

Procureur-général, Willard B. Tanner, de Providence.

Secrétaire d'Etat, M. Charles P. Bennett.

Le nouveau candidat aux fonctions de lieutenant-gouverneur est M. William Gregory, de North Kingston, et Walter A. Read, de Gloucester, remplacera le trésorier actuel, M. Sellew.

Plusieurs délégués qui devaient assister à la convention étaient absents et on a dû leur donner des remplaçants. La délégation de Woonsocket, comprenant L. L. Chilson, Henri A. Barsalou, Charles M. Arnold, Georges E. Bouvier, Léonard S. Allen, William Landry, J. W. Ellis, William S. Hopkins, Herbert E. Brown, Walter Fontaine, Philippe Boucher et George H. Miller était au complet.—M. Landry tenant la place de M. Chase. Deux délégations étaient venues de East Greenwich, mais on n'a admis à la convention que celle présidée par Samuel K. Allen. Les officiers temporaires de la convention, par un vote spécial, ont été confirmés en permanence.

M. Dubois, prenant la parole, a remercié la convention et dit un mot de la question cubaine. Il a exprimé l'opinion que les Etats-Unis, dirigés par M. McKinley, ne couraient aucun danger.

Sur motion de M. Robert A. Baker, de Providence, le président charge un comité comprenant trois délégués de Providence et un délégué de chacune des autres villes et communes, de rédiger le programme du parti. M. Philippe Boucher fait partie de ce comité.

Des lettres de MM. Melville Bull et Adin B. Capron sont dues à la convention.

M. Augustus O. Bourne, ex-gouverneur de l'Etat, prend la parole et expose les principes républicains. Il approuve l'attitude du président à l'égard de l'Espagne, dénonce le monnayage libre de l'argent, se prononce en faveur de l'amélioration des voies publiques et de l'ouverture d'un crédit pour l'achèvement du capitole. Il fait l'éloge du gouverneur Dyer et le remet en nomination.

Le gouverneur prononce alors un discours dans lequel il s'engage à travailler à la réforme de l'impôt, à l'amélioration du système scolaire dans les petits villages et, à la défense du pays contre tous les pays ou gouvernement qui oseraient attaquer les Etats-Unis.

Aussitôt après la lecture de la lettre de M. Pothier annonçant la retraite de celui-ci, M. William Gregory, de North Kingston, est mis en nomination pour l'office de lieutenant-gouverneur, et les autres candidats suivants sont aussi choisis: Procureur-général, William B. Tanner, de Providence; trésorier, Walter A. Read, de Gloucester; secrétaire, Charles P. Bennett.

Wm. S. Hopkins est réélu représentant de Woonsocket, et John Fournier représentant de C. F. dans le comité central.

LES CANADIENS A PARIS

(Du "Paris Canada".)

Inscrits au Commissariat-général du Gouvernement du Canada à Paris, 10, Rue de Rome :

M. Henry J. Neilson, Québec, 34 rue Notre-Dame-des-Champs.

M. J. R. Genin, Montréal, Grand-Hôtel.

M. Emilien Daoust, Montréal, Grand-Hôtel.

Mlle Beckett, Québec, 3, rue Davioud.

M. H. Beauregard, Montréal, 1, rue Dutot.

M. et Mme Albert Amiot, Montréal, Hôtel Terminus.

—o—

Les prochaines réunions de "La Boucane" auront lieu, les samedis 5 et 19 mars à 8 h. 1-2, au café de Fleurus, au coin des rues du Luxembourg et de Fleurus.

Les Canadiens et amis du Canada sont cordialement invités à ces réunions amicales.

—o—

M., Mme et Mlle Chaput sont en ce moment à Rome.

—M. L. J. Lajoie, M. et Mme L. V. Perry, après avoir passé le carnaval à Nice, sont arrivés à Naples.

—M. C. M. Dobell, fils de l'honorable M. Dobell, médaitre fédéral, qui vient de passer un mois à Paris, retournera dans quelques jours en Crète. M. Dobell est lieutenant dans l'armée anglaise.

—M. le docteur Chrétien Zaugg, a quitté Paris le 26 février pour retourner à Montréal.

—M. Emile Galibert, président de la Chambre française de commerce de Montréal, est parti pour Londres samedi ; il se rendra ensuite dans le Midi, s'arrêtant à Bordeaux et à Marseille.

—M. Georges Balcer, agent consulaire de France, à Trois-Rivières, et Mme Balcer, sont partis pour l'Est et rentreront à Paris dans une huitaine.

—M. J. R. Génin, de la maison Steyès, Genin et Cie., se rend en Allemagne, et M. Emilien Daoust, de la maison Beauchemin et fils, en Belgique.

PILULES ROUGES Pour les Femmes Pales et Faibles. du Dr Coderre

PATENTES OBTENUES PROMPTEMENT

Avez-vous une idée? Si oui, demandez notre "Guide des Inventeurs," gratis. Pas de patente pas de paye. MARION & MARION, Experts, No 185, rue St-Jacques, Montreal. Mentionnez ce journal.

Pour Impuissance, Mal de Reins, Pertes de la nuit, Ecoulement, Varicocele et tous les effets des Erreurs de Jeunesse il n'y a qu'un seul sûr remède.

L'ELECTRICITE



appliquée avec science. Pourquoi ne pas suivre le progrès ? Dans dix ans l'électricité sera le traitement suprême. A l'aide de ma célèbre CEINTURE ELECTRIQUE et de mon SUSPENSOIR j'ai guéri l'an dernier 5000 hommes faibles, jeunes et vieux. Un volume "Trois classes d'hommes" expliquant tout, envoyé cacheté et gratuitement sur demande, ou entrez et consultez-moi gratuitement.

DR. L. SANDEN,
156 Rue St-Jacques, Montréal, Que.
Heures de bureau, 9 à 6. Dimanche, 11 à 1

IMPRIMERIE ...DU... Cultivateur

Impressions Commerciales de toutes sortes, telles que...

Etablissement supérieur pour la confection des clichés montés sur bois ou sur métal.....

PRIX MODÉRÉS.

CATALOGUES, PAMPHLETS, FACTUMS, LISTES DE PRIX, CARTES D'AFFAIRES, PROGRAMMES, MENUS, BLANCS DE COMPTES, CIRCULAIRES, ETC.

NOUS donnerons une attention égale à toutes les commandes, qu'elles nous viennent de grandes institutions financières ou de simples particuliers .....

Imprimerie du "Cultivateur"

BUREAUX ET ADMINISTRATION :

77 & 79 Rue Saint-Jacques

TELEPHONES { BELL .... 672. MARCHANDS 672.

ATELIERS :
33 & 35 Rue St-Gabriel.
Telephone Bell 2619.

L. J. TARTE & FRERE, PROPRIETAIRES.

Si nous ne vivons pas à table, nous vivons de la table et nous ne pouvons pas faire reposer notre existence sur une base douteuse. Nos marchandises sont des meilleures mais nos prix sont des plus bas et de nature à faire économiser.

Les Jambons, Bacons, Saucissons et Graisses DE JAMES HARPER

Vous mettront à même de bien vivre parce qu'ils sont les plus purs et les moins chers. L'IDEAL DES MAITRESSES DE MAISON.

JAMBONS ET BACONS, PORC, SAUCISSONS ET GRAISSE PURE De la Marque Thistle...

L'étalon de l'excellence, Le Rêve de l'Epicure, Les délices de la maîtresse de maison.

Magasin de detail 24, 25, 26 et 27 Marche St Laurent.

Magasins de Grôs et place d'emballage 18 rue St Philippe.

Tout le monde fait usage des Jambons, Bacons, Saucissons et de la graisse de Harper, parce qu'ils sont les meilleurs, les plus purs et les moins chers.

Un Plancher Bien Peinture

Fait épargner du temps et du travail, et donne une plus belle apparence et plus de respectabilité à la maison. Les fantaisies de la mode et les goûts artistiques de nos jours demandent deux couleurs, un carré d'une couleur et une bordure d'une autre couleur. Il y a six différentes couleurs dans les

PEINTURES ISLAND CITY

Elles vous donnent beaucoup de variété pour faire le choix de belles combinaisons. Ces peintures sont faites de matières convenables pour donner des couleurs très durables et permanentes. Il est facile de les appliquer d'une manière unie et uniforme, et elles deviennent très sèches en six à huit heures.—En vente chez tous les marchands.

P. D. DODS & CO., fabricants
Montreal et 100 rue Bay, Toronto

Maison Fondée en 1852. Geo. W. Reed & Cie

FABRICANTS DE Corniches, Abat-jour (Skylight) Dalles et Dalots, Couvertures en cuivre, Tôle galvanisée, Ardoise, Couvertures en Gravier, Ciment d'Arcanson, Asphalte Plastic, Caves et Trottoirs en Asphalte et en Volcanite. Réparations de Couvertures à des prix modérés. Matériaux pour toutes espèces de Couvertures toujours en mains. Estimations pour travaux sur demande.

783-795 rue Craig MONTREAL

AVIS

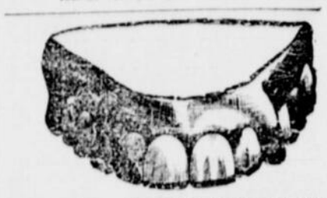
D'une Compagnie d'Assurance qui se retire des affaires

Avis est par le présent donné, de la part de MM. Boivin, Wilson & Cie, qu'ils ont cessé de s'occuper des affaires d'assurance sous le nom de la "Montreal Plate Glass Insurance Company," BELCOURT & RITCHIE, solliciteurs pour MM. BOIVIN, WILSON & CIE.

L. N. DENIS
Peintre - Decorateur
313 RUE ST-LAURENT

LE DENTISTE
BERNIER
(Ci-devant Mathieu & Bernier)
Informe respectueusement sa clientèle, qu'il a transporté ses salons dentaires, au No 61 RUE ST DENIS, à deux portes plus haut que le Jardin Viger. Procédés Modernes. 93-1an

Gustave Lemieux....
Chirurgien Dentiste,
Qui occupait autrefois le No 1591 STE CATHERINE, a transporté son bureau au No
1692 Rue Ste Catherine,
Au coin ouest de la rue St Hubert, en face de l'Hospice de la Providence. 61-1an



Dr. A. BROSSEAU
Dentiste
7 RUE ST LAURENT
Extraction des dents d'après les méthodes les plus perfectionnées et confection de fausses dents reparables de remplacer avantageusement celles que la nature avait mises aux machoires. 93 1an

Dr. FRANCHERE,
DENTISTE

Gradué des Etats-Unis et du Canada Professeur au Collège Dentaire. Extraction des dents sans douleur. Procédés américains les plus récents. Couronnes en or et alluminium. Dents et dentures de tous genres, prix modérés.
1592 rue Ste Catherine
Vis-a-vis chez M. Dupuis Frères

... TEL. BELL 2287 ...
L. Z. GAUTHIER
Architecte et Evaluateur
Bâtisse Banque d'Epargne, Chambre No 7
180 rue St-Jacques, - Montreal
18-1 an

DAVID OGILVY
ARCHITECTE
MONTSTR BUILDING. TEL. 2478.
118 1a

SIMON LESAGE
Architecte, Ingénieur Civil et Evaluateur .....
No 17 Cote de la Place d'Armes
MONTREAL.

BELL TEL. 7177 MARCHANDS 93
HORMISDAS CONTANT
Entrepreneur Platrier,
Ouvrages en Ciment de toutes sortes.
Boîte à Lettres 475 Lagauchetiere | Bureau ....990 BEAUDRY
Proche la rue Ste Catherine.
MONTREAL.
Plâtrage etouvrage au ciment fait avec zan

Albt. Mesnard, Thos. Daoust. TELEPHONE 2452
MESNARD et DAOUST
ARCHITECTES 105 rue St François Xavier, membres A.A.P.Q.
BATISSE DU SEMINAIRE. MONTREAL.

Paquette & Godbout
MANUFACTURIERS DE
Portes, Chassis, Jalousies, Moulures de toutes sortes, Decoupages, Tournages, etc.
Une specialité pour les Autels et intérieur d'Eglises.
Coin des rues William et St-Casimir
ST-HYACINTHE.

P. LECLERC, Sr. P. LECLERC, Fils
P. LECLERC & FILS,
Fabricants de .....
CORNICHE: SETORNEMENTS EN TOLE GALVANISEE
Couvertures en Ardoise, Poeurs d'Apparails de Chauffage à eau chaudent à vapeur, plomberie, gaz, etc.
Bureau et Atelier 1454 rue Notre Dame.
Telephone 1749 26-1 an MONTREAL

M. J. R. LESAGE
Marchand-Tailleur
249 Rue St Laurent
Téléphone des Marchands No 68.

CHARBON...
Pour toutes sortes de charbon et de bois aux plus bas prix allez chez .....
L. Cohen & Son
347 Rue Prince
TELEPHONE 814.

THE
Canadian Royal Art Union
(Succursale canadienne de l'Art Union)
L'école des arts est maintenant ouverte. On demande des élèves.
238 & 240 RUE ST-JACQUES
Cette compagnie distribue des œuvres d'art, ouvrages par les maîtres d'école moderne. 191-1an

CAMPBELL & GILDAY
COUVREURS ET POSEURS D'ASPHALTE.
Ciment Sparham à l'épreuve du Feu.
Ciment de Gravier et de Résine ...
309 Rue Saint-Jacques.
TEL. BELL 2117

...SPORT...

Un "draw" entre Kid Lavigne et Jack Daly

LE CLUB DE CROSSE DE CORNWALL

Sandow et son rival

BRACONNIERS MIS A L'AMENDE

Toute correspondance de sport adressée à l'éditeur du Sport "La Patrie" ne sera publiée que le lendemain de sa réception à moins d'urgence. Prière aux intéressés d'en prendre avis.

LA BOXE

KID LAVIGNE vs JACK DALY

Cleveland, O., 17.—La bataille entre Kid Lavigne et Jack Daly, a duré vingt rondes, comme les deux boxeurs s'étaient engagés à lutter, et chacun étant sur pied à la conclusion de ces vingt reprises, la joute a été déclarée nulle.

AU THEATRE ROYAL, CE SOIR

Arthur Coates, le cake-walker de la troupe Flynn et Sheridan qui tient l'affiche au Royal cette semaine, est aussi un boxeur émérite. Il a rencontré dans des parties d'exhibition George Dixon, Johnny Griffin, Owen Zeigler et Young Corbett.

Pour offrir une attraction extraordinaire aux patrons du Royal, on a arrangé pour ce soir, une partie d'exhibition entre Coates et Jimmy Dwyer de cette ville. Martin Costello sera le referee.

UNE VICTOIRE POUR EVERHARDT

Jack Everhardt de la Nouvelle-Orléans a rencontré hier Kid McGlenn à Chicago. Après cinq reprises le referee déclara Everhardt vainqueur.

DIXON vs WHITE

Geo. Dixon, le fameux petit nègre, champion des featherweights qui devait se mesurer avec Tommy White à Syracuse prochainement, se trouve dans l'impossibilité de se rendre à son engagement à cause d'une foulure au pied.

Cette foulure date de longtemps, et le mal a repris pendant qu'il s'entraînait l'autre jour. Le pied est enflé outre mesure, et le petit boxeur éprouve mille difficultés à marcher.

LA CROSSE

NOUVELLES DE CORNWALL

Cornwall, 17.—L'assemblée annuelle du club de crosse Cornwall n'aura pas lieu avant deux semaines, mais on s'occupe, cependant des préparatifs de la prochaine saison. D'après les probabilités, l'équipe première va se trouver considérablement affaiblie. Crites et Rivière les deux vétérans ont cessé de jouer pour toujours, et il en est de même de Louis White, un des trois célèbres Indiens. On dit aussi qu'il n'est guère certain que Turner, et les deux autres frères White ne reprennent leur crosse cette année. Si tous ces joueurs abandonnent, la défense va se trouver complètement à refaire. Le matériel ne manque pas, heureusement dans Cornwall et ses environs, et avec les trois Broderick, Degannes, O'Callaghan, Black et Butler, et les juniors Hess, Cameron, Munroe, Madden, Murray, Milden, Carr Kerwin, Hunter, McCourt, Brown et McAteer, nous aurons de quoi nous choisir une équipe capable de lutter contre les autres de la ligue. Les juniors que nous venons de nommer sont tous bien bâtis, et promettent de devenir d'excellents joueurs, de sorte que s'ils ne remportent pas le championnat cette année, tout porte à croire que l'expérience les mettra en état de le remporter en 1899.

ATHLETISME

LES CONCOURS DE GYMNASTIQUE DE LA M.A.A.A.

Les concours annuels de Gymnastique de la M.A.A.A. vont commencer mardi soir prochain et dureront plusieurs jours. Un bon nombre des meilleurs gymnastes de la puissante association athlétique anglaise ont signifié leur intention de prendre part à ces concours qui promettent d'intéresser hautement les membres désireux de constater des progrès faits par les athlètes durant l'année écoulée.

SANDOW CAPITULE

On annonce de Sheffield, Ang., que Sandow était à donner des exhibitions récemment dans un théâtre de variétés de cette ville lorsqu'il apprit qu'un des trois jeunes gens connus sous le nom de scène de Saxon Brothers et qui faisait lui aussi des tours de force extraordinaires dans une autre salle publique de la même ville, avait lancé un défi à tout venant sans excepter Sandow. S'apercevant aussi que les recettes des frères Saxon étaient meilleures que les siennes, il se rendit un soir au théâtre où ces derniers donnaient des représentations avec l'intention arrêtée de convaincre l'assistance que les tours faits par le plus âgé des Saxon, n'avait rien d'extraordinaire et que le poids des haltères n'était pas authentique. Ce fut lui qui fut confondu lorsqu'après cinq tentatives d'élever le même bar bell que Saxon au dessus des épaules, il dut abandonner, et s'enfuir au milieu des huées de la foule. Le jeune hercule qui a ainsi triomphé de Sandow n'est âgé que de 19 ans.

CHASSE ET PECHE

LE BRACONNAGE DANS LE MEGANTIC

Les efforts du "Fish and Game protection Club" auprès du gouvernement provincial pour obtenir que ceux qui chassent ou pêchent hors de saison soient plus sévèrement punis, semblent porter fruit. Les officiers du gouvernement viennent de mettre le grappin sur quatre de ces braconniers et ils ont tous été condamnés à $40 d'amende. Ce sont Hilaire Lafontaine, W. McCraw, Octave Dubois et W. Bellavance du comté de Mégantic qui ont profité de la dernière tempête, pour chasser le chevreuil, qui peut difficilement s'échapper dans la neige abondante. Deux autres braconniers de St François de la Beauce vont être poursuivis pour la même offense. Le gouvernement a augmenté le nombre de ses gardes-chasses dans le bas du fleuve où on pratiquait le braconnage impunément, et plusieurs des délinquants sont traqués et ne tarderont pas à être mis en état d'arrestation.

BICYCLE

LES ELECTIONS DE LA C.W.A.

D'après le plus récent calcul, les votes de 79 clubs seraient répartis comme suit :

Pour la présidence :

Beament	997
Balfour	1271
Pour la vice-présidence :	
Rubenstein	1286
Beaton	1657
Dufresne	492
Bruce Walker	334
Campbell	40

Le vote ne sera pas aussi considérable que l'on s'attendait, un grand nombre de clubs éloignés étant d'une indifférence totale quant au résultat des élections.

Le tableau ci-dessus donne à M. Dufresne 492 voix, mais nous croyons que si c'est tout ce qu'il récolte, les votes de M. Rubenstein ne s'élèveront pas aux chiffres ci-haut indiqués.

LE CLUB DE VANCOUVER

Le club de bicycle de Vancouver, le plus important de la Côte du Pacifique a tenu récemment son assemblée annuelle et a fait l'élection de ses officiers. Le rapport du secrétaire trésorier a prouvé à la grande satisfaction des membres présents que le nombre de ceux qui font partie du club a augmenté d'une manière sensible, durant la dernière année, et que le club est dans une bonne situation financière.

On s'est engagé à supporter, aux prochaines élections de la C.W.A., le Dr Balfour pour la présidence et M. W. W. Beaton pour la vice-présidence.

L'ASSEMBLEE DE DEMAIN

Tous les clubs de bicycle feront bien d'envoyer des délégués à l'assemblée spéciale convoquée pour demain soir à l'hôtel des Bains Turcs. On y discutera les moyens à prendre pour la construction de la piste de Verdun. Cette question intéresse tous les bicyclistes.

KISER SECOUE LE JOUG DE TOM ECK

Earl Kiser, le fameux bicycliste américain qui a tant fait l'an dernier sous la gérance du fameux entraîneur Tom Eck, abandonne la direction de ce dernier.

Kiser est mécontent de ce que Eck a importé tant de coureurs étrangers, pour les prendre sous son égide. Kiser déclare avoir battu tous ces coureurs lors de son séjour en Europe et se propose de lancer un défi à chacun d'eux à leur arrivée.

Tom Eck, a écrit à Kiser, qui suit actuellement le circuit du Sud des Etats-Unis, de le rencontrer à Hot Springs, mais Kiser est décidé de n'y prêter aucune attention.

LE TURF

MARCUS DALY ENGAGE TARAL

Fred Taral, le champion des jockeys américains, qui est engagé par l'écurie Bromley pour la saison prochaine, vient de signer un contrat assurant à Marcus Daly la deuxième chance sur ses services, ce qui veut dire que dans chaque course où l'écurie Bromley n'aura pas d'entrée, Taral devra conduire les coursiers de Marcus Daly avant ceux d'aucun autre. On verra Hamburg piloté plus d'une fois par Taral l'été prochain, ce qui ne contribuera pas peu à lui assurer maintes victoires.

HOCKEY

LIGUE JUNIOR

Une assemblée importante de la ligue junior du district aura lieu ce soir à l'hôtel Richelieu.

Les parties de cette ligue n'ont pu être toutes jouées, et on s'entendra probablement pour la remise des fonds contribués par chaque club pour l'achat d'un trophée emblème du championnat.

BASEBALL

LE CLUB DE TORONTO

Tous les joueurs du club Toronto, dans l'Eastern League, ont envoyé leur contrat signé pour la saison à Irwin, le gérant, à l'exception de White, Freeman et Williams.

White a été vendu aux Buffalo, quant à Williams et Freeman ils veulent une augmentation de salaire.

Le "Globe" est en faveur de la donner à Williams, mais quant à Buck Freeman, le confrère dit que n'eût-ce été que pour son habileté comme frappeur, il serait loin d'être considéré comme un joueur de première classe, car il a accumulé un joli nombre d'erreurs durant la saison 1897. Freeman recevait $160 par mois et on dit que ce salaire est raisonnable.

L'ONCLE ANSON JOUERA-T-IL DE NOUVEAU ?

On dit que Adrian Anson l'ex-capitaine-gérant du club Chicago dans la National League va de nouveau se livrer au baseball. On le dit en pourparlers avec les clubs Pittsburg et St-Louis qui désirent qu'il prennent la tutelle de leur équipe.

Anson va ouvrir une salle de billards en société avec Musey à Chicago, qu'il accepte la gérance d'un club de baseball ou non.

ECHECS

LE GRAND TOURNOI INTERNATIONAL

New-York, 18.—Le grand tournoi international d'échecs entre un nombre égal d'experts anglais et américains, pour le trophée Newnes, est commencé à 10 heures ce matin. Les anglais jouent leurs parties à l'hôtel Cecil à Londres, et les américains sont rassemblés dans une grande salle dans la bâtisse de l'Académie de musique de Brooklyn. Les dix parties ont commencé simultanément, cinq de chaque côté de l'Atlantique.

Les concurrents sont placés comme suit :

		Angleterre		Etats-Unis
Echiquier	No 1.—Pillsbury		vs	Blackburne
do	No 2.—Showalter		vs	Burn
do	No 3.—Barry		vs	Caro
do	No 4.—Hymes		vs	Atkins
do	No 5.—Hodges		vs	Bellingham
do	No 6.—Delmar		vs	Mills
do	No 7.—Baird		vs	Locock
do	No 8.—Young		vs	Jackson
do	No 9.—Robinson		vs	Jacobs
do	No 10.—Galbraith		vs	Trenhard

NOUVELLES MARITIMES

Un nouveau steamer pour la ligne Donaldson

MM. Donaldson Frères, ont donné un contrat à la "London & Glasgow Engineering Co.," pour la construction d'un steamer, pour le trafic canadien. Ce vaisseau jaugera 7,000 tonneaux et sera pourvu des machineries les plus modernes, qui devront lui permettre de filer 12 noeuds à l'heure.

MOUVEMENTS DES NAVIRES

Arrivés — 17

SS.	De	A.
Buenos Ayrean	Glasgow	New-York
Manitoba	New-York	Londres
Havel	New-York	Bremen
Scale	New-York	Gênes
Belgenland	Philadelphie	Liver'l
Addington	S.-J., Ter.	Bergin
Turanian	Halifax	Philadeph'e
Canada	Liverpool	Boston

EGLISE ST JOSEPH

A l'occasion de la fête patronale de St. Joseph, le choeur de chant de cette église exécutera avec grand orchestre le programme suivant:

MESSE.

1. Entrée ...... Orchestre
2. Kyrie...Messe de Pâques Fauconnier
3. Gloria ...... Fauconnier
4. Offertoire—Vir Fidelis ...... L. L.
5. Credo ...... Fauconnier
6. Sanctus ...... Fauconnier
7. Agnus Dei ...... Fauconnier

VEPRES.

1. Sanctus ...... Fauconnier
2. Vir Fidelis ...... L. L.
3. Tantum Ergo ...... S. Neukomm

L'orgue sera tenu par M. J. P. Thibault, et le choeur sera sous la direction de M. l'abbé O. Lagacé.

Solistes: Soprano, J. Picard et J. Bourdon; 1er ténor, J. Bourduas; 2me ténor, Rév. O. Lagacé et E. Bois; basse, Art. Mitchell et W. Bélisle.

CELA VAUT LES PEPITES DU KLONDYKE

Savoir où acheter les meilleurs équipements pour les terrains aurifères, cela vaut les pépites du Klondyke. La Cie S. Carsley limitée est probablement le plus grand assortiment d'équipements pour le Klondyke au monde, et elle a équipé entièrement un grand nombre d'expéditions importantes.

PROSPECTEUR D'OR

Il est tout aussi important pour le prospecteur d'avoir un bon équipement de vêtements, d'outils, etc., que de trouver une riche mine d'or. S'il a son équipement tel que ceux que l'on peut se procurer au magasin de la Cie S. Carsley limitée, ses chances de succès seront augmentées et ses souffrances diminuées.

A NOS ABONNES

Des numeros qui nous manquent

Nos abonnés nous feraient grand plaisir de nous laisser avoir les numéros qui nous manquent de "La Patrie" et du "Cultivateur" et dont nous avons besoin pour nos files.

Voici la liste de ces numéros : "La Patrie" : 19 novembre 1897, 2 nos : 6 sept., 2 nos : 26 sept, 2 nos : 29 sept., 2 nos : 2 juillet, 2 nos.

"Le Cultivateur" : 27 mars 1897, 10 avril, 17 avril, 24 avril, 1 mai, 15 mai, 22 mai, 19 juin, 2 nos.

L'INSPECTION DE LA VIANDE

Les moyens à prendre dans l'intérêt de la santé publique

LE COMMERCE IMMONDE D'ANIMAUX MORTS SEULS

Le comité de la charte devrait insérer une clause à ce sujet

OPINION DES Drs LABERGE ET PELLETIER

En face des déclarations catégoriques qui ont été faites l'autre jour devant la Commission des Finances par les échevins Lareau et Gallery, au sujet d'un commerce immonde qui se fait d'animaux morts seuls, soit de fatigue, soit de maladie, un devoir impérieux s'impose aux autorités.

On ne peut évidemment rester froid, en face d'un pareil état de choses ; on ne peut ainsi laisser exposer à des gens sans scrupules, et sans conscience, la santé et même la vie des milliers de citoyens qui vivent dans les limites d'un grand centre comme Montréal, et qui font une si grande consommation de viandes de toutes sortes." Tel est ce que nous disait aujourd'hui le Dr Laberge, le médecin officier du Département d'Hygiène de la ville.

"A l'heure qu'il est, dit-il, on ne peut exercer qu'un contrôle bien limité, bien insuffisant, sur les viandes qui sont vendues au marché pour la consommation. Il est évident que les commerçants de viandes qui ont ainsi de sales produits à vendre, ne les exposeront pas dans leurs étaux, mais les mettront dans leurs glacières ou dans leurs caves, enfin, dans un endroit caché quelconque, d'où ils ne les retireront que pour les vendre à certains clients qu'ils connaissent.

Pour la sécurité publique, il faudrait ne laisser entrer la viande au marché qu'à moins qu'elle ait été auparavant inspectée par des officiers préposés à cet effet et estampillée. C'est-à-dire que l'inspection soit constatée sur chaque morceau ou chaque partie ou quartier de l'animal. Quant aux viandes qui sortent des abattoirs de la ville, il n'y a pas de difficulté, vu que l'inspection est déjà organisée et parait suffisante.

Mais à l'heure qu'il est, comment exercer un contrôle sur les viandes apportées à la ville de l'extérieur ?

Il n'y aurait qu'un seul moyen à prendre ; il pourrait peut-être paraître difficile, coûteux, mais il me semble que la première chose à considérer est la santé publique et que quand il s'agit de cela, on pourrait bien s'imposer quelques sacrifices. Ce moyen serait l'établissement sur les limites de la ville, d'une surveillance vigilante. Quand la viande entrerait à la ville, elle devrait être immédiatement rapportée à un bureau central et soumise à l'inspection des officiers de ce bureau.

Naturellement cette surveillance devrait aussi s'étendre aux animaux qui arrivent dans les chars, bateaux ou autrement, dans lesquels il pourrait se trouver des animaux morts durant le trajet. Plusieurs fois déjà nous avons essayé d'avoir une législation dans ce sens, et sous prétexte que cela pourrait gêner le commerce des cultivateurs, la Législature nous l'a toujours refusée. Mais il est plus temps que jamais d'avoir une pareille législation. S'il faut ralentir le commerce pour protéger la santé publique qu'on le fasse; mais je suis convaincu que tel ne serait pas l'effet de la législation; au contraire les cultivateurs trouveraient un grand avantage dans cette inspection; cela donnerait de la valeur à leur marchandise.

La Commission de la charte devrait s'occuper de la chose. Je crois qu'il serait de son devoir d'insérer dans la ville des clauses à ce sujet.

En passant, je crois devoir faire remarquer combien il est étrange que la Commission de la Charte n'ait pas demandé l'opinion des chefs de Départements dans la révision de la nouvelle charte. Du moins le chef du Département d'Hygiène n'a pas été invité. Il me semble maintenant que l'expérience acquise par ces chefs aurait pu avoir quelqu'importance. Je crois que tout le monde "trouvera la chose étonnante".

En résumé le Dr Laberge désirerait qu'on adopte un moyen propre à assurer que la viande vendue aux marchés soit garantie propre à la consommation par une inspection officielle constatée.

Cette question d'inspection de la viande est excessivement importante et les autorités sanitaires s'en occupent activement. Dans le rapport annuel du Conseil d'Hygiène de la Province de Québec, le Dr Pelletier, le secrétaire, dit :

"L'inspection des viandes est, en effet presqu'impossible dans une grande ville sans l'établissement d'abattoirs publics (ces abattoirs existent à Montréal) car il faudrait alors presqu'autant d'inspecteurs qu'il y a de bouchers et, de plus elle n'offre pas de sécurité sans "l'estampillage" qui est son complément, cet estampillage permettant au consommateur de reconnaître la viande inspectée aux abattoirs de celle qui ne l'a pas été, comme celle apportée à la ville les jours de foire." Plus loin le Dr Pelletier continue:

"En référant aux chartes des villes de la Province, nous avons remarqué que leurs pouvoirs n'étaient pas assez étendus au sujet de ce contrôle de la viande et du lait; aussi, à la première occasion, le conseil se propose-t-il de recommander à la Législature d'ajouter quelques dispositions à ce sujet dans la loi d'hygiène, dispositions qui seront applicables à toutes les municipalités sans exception. Ces dispositions nouvelles ne créeront pas, cependant, ce service dans les municipalités qui ne l'ont pas; elles pourront tout au plus donner à ces municipalités les pouvoirs qui leur manquent actuellement, mais le soin de se prévaloir de ces pouvoirs et d'organiser le service devra nécessairement être laissé à chacune d'elles."

Si ces pouvoirs d'inspection sont nécessaires pour des municipalités d'ordre inférieur à plus forte raison sont-ils importants pour un grand centre comme Montréal. Le Dr Pelletier recommanderait la double inspection aux abattoirs. Avant l'abattage et après. Actuellement on ne fait aux abattoirs que l'inspection des viandes après l'abattage. L'inspection de l'animal encore en vie est excessivement importante. Il n'y a pas de doute d'un autre côté que cette inspection aux abattoirs se fait d'une manière efficace et que les personnes préposées à cela ont infiniment de connaissances et d'habileté. Quoiqu'il en soit, d'après le Dr Pelletier, l'inspection sous le contrôle d'un homme de science, d'un vétérinaire offrirait beaucoup plus de garantie. Quant à la viande qui vient d'en dehors de la ville le Dr Pelletier comme le Dr Laberge croit qu'elle devrait être soumise à l'inspection d'un bureau central qui serait, disons aux abattoirs ou dans un endroit qu'on choisirait comme étant le plus convenable, le plus facile, le plus à la portée de tous.

Theatre Francais W. E. Phillips, Locataire et Gér.

SEMAINE COMMENCANT LE 14 MARS

Le chef-d'oeuvre de BRONSON HOWARD.

"ARISTOCRACY"

Avec Marc Murphy l'inimitable comédien irlandais.

PRIX—10c, 25c, 25c. Contrôle ouvert de 10 heures du matin à 10 heures du soir.

FABRICATION DE WHISKEY

Par des gens de Papineauville

Ils paraissent devant le magistrat de police

Ottawa, 18.—L'enquête préliminaire dans la cause de Deschênes, Rochon et Spaulding, tous trois accusés d'avoir fabriqué illicitement de la boisson sur l'île de Papineauville, est commencée devant le magistrat de police.

M. Martin Battle, percepteur du revenu, a témoigné tant qu'à l'ordre qu'il avait donné aux officiers pour opérer l'arrestation des prisonniers.

M. Ralph Slattery, officier du revenu, a énuméré les objets qui avaient été trouvés en possession des accusés dans leur hutte. Il y avait six barils de moût fermenté, dont l'un contenait un thermomètre pour guider la température. Rochon était gardien de la hutte. Il dit qu'il avait été engagé par Deschênes et recevait des ordres de Spaulding.

Rochon aurait dit au témoin que les matériaux servaient à faire de la bière d'épinette, et une sorte de sucre dont la recette était en possession de Spaulding. Lorsque le témoin est entré dans l'hôtel de Deschênes, le soir, il a trouvé Spaulding caché sous le lit.

M. A. Gill, analyste du gouvernement a déclaré que le liquide dans les barils contenait de l'alcool mais il ne sait pas s'ils en contenaient plus qu'il n'en faut ordinairement pour faire de la bière d'épinette.

A l'audience d'hier, M. Giroux, de la police fédérale, dit qu'il connaissait les accusés depuis le 4 mars, époque vers laquelle il commença à préparer la cause qui lui avait été confiée par le département du revenu. Il dit qu'il a trouvé dans la hutte en compagnie d'autres officiers, du poêle allumé, un thermomètre, six barils, des outils, du grain, des liqueurs et de la mélasse.

D'autres témoins ont aussi été entendus.

CIGARIERS EN GREVE

Les employés de la manufacture Grothé laissent l'ouvrage

Ce matin, à 8 heures, les employés de M. L. O. Grothé, manufacturier de cigares, se sont mis en grève. Aussitôt, un des reporters de la "Patrie" s'est transporté sur les lieux et a recueilli de M. Grothé lui-même les explications suivantes :

"Comme je visitais mon atelier, ce matin, deux de mes ouvriers se sont levés et m'ont demandé une piastre de plus par mille sur une certaine marque spéciale de cigares. A mon grand regret, je me suis vu dans l'impossibilité d'acquiescer à leur demande, alors tous ont laissé l'ouvrage, sans plus d'explications.

"La difficulté vient, sans doute, d'une erreur involontaire commise par un de mes contre-maîtres qui, il y a une couple de semaines, a mis sur les listes de paie une piastre de plus par mille pour les cigares dont je viens de parler.

"L'erreur étant commise, j'ai dû m'exécuter, mais cela ne m'engageait nullement pour l'avenir. Cette semaine, comme je voulais remettre le prix normal, tous m'ont quitté."

LA VERSION D'UN OFFICIER DE L'UNION DES CIGARIERS

Voici maintenant en toutes lettres la version qu'un officier de l'Union a donnée à un reporter de la "Patrie," concernant la présente difficulté :

"Les cigariers employés chez M. L. O. Grothé ont laissé l'ouvrage, ce matin, au nombre de 85, à cause d'une réduction de gages faites par le patron. Plusieurs fois déjà M. Grothé a essayé, par tous les moyens possibles, d'introduire des réductions, mais sans succès, car les employés ont toujours protesté en menaçant d'abandonner l'ouvrage. Ce matin, le patron ayant fait une nouvelle réduction, les employés ont mis leurs menaces à exécution et ont laissé la manufacture.

"Depuis un certain temps, M. Grothé se préparait à ce qui arrive aujourd'hui en employant un grand nombre d'hommes, plus que suffisant pour satisfaire ses commandes, et il a fait rentrer un fort contingent d'apprentis pour combattre les unionistes."

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 2848. J. A. St-Julien, demandeur vs H.W. Bode, défendeur. Le vingt-huitième jour de mars 1898, à dix heures de l'avant-midi, à la place d'affaires du dit défendeur au No 1873 rue Ste-Catherine, en la cité de Montréal, seront vendus par autorité de justice les biens et effets du dit défendeur saisis en cette cause consistant en fixture de bar et liqueur, etc, etc. Conditions: Argent comptant.

J. A. RENAUD, H. C. S.

Montréal, 18 mars 1898.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 1819, Dame J. Bourdois, demanderesse vs Thomas Robinson, défendeur. Le vingt-huitième jour de mars 1898, à dix heures de l'avant-midi, au domicile de la dite demanderesse, au No 3 rue Cathédrale, en la cité de Montréal seront vendus par autorité de justice les biens et effets de la dite demanderesse saisis en cette cause, consistant en meubles de ménage, etc. Conditions : Argent comptant.

P. LECLERC, H.C.S.

Montréal, 18 mars 1898.

QUEEN'S - THEATRE

Saison de la Troupe Permante.

Matinées Mardi, Jeudi et Samedi

BERYL HOPE	Quatrieme semaine	TROUPE PERMANENTE

LA GRANDE PIECE

THE BANKER'S DAUGHTER

Prix populaires { SOIR—15c, 25c, 35c et 50c. MATINEE—10c, 25c et 30c.

SEMAINE PROCHAINE—"A JOLLY NIGHT" et la scène du balcon de "Roméo et Julien."

THEATRE ROYAL

TOUS LES APRES-MIDI ET SOIRS.

Grande Troupe Burlesque a Sensation

—DE—

FLYNN et SHERIDAN

Semaine Prochaine—ROBIN HOOD, Jr.

DANSE ET MAINTIEN

QUEEN'S HALL 2221 Rue Ste-Catherine

ELM HALL 220 Ave. Elm, Westmount

A ROY MacDONALD

Les classe se forment et promptement. Le succès est garanti sans aucun doute. Les termes commencent du jour de l'entrée. Tout le monde sait que c'est la seule place en ville. C'est justement ce qu'il vous faut pour un bal ou une soirée quelconque. Elles sont à louer.

La Derniere Nouveaute !

C'est un veritable oiseau !

LE BICYCLE

"Colombus Royal Flush"

est pour ceux qui veulent avoir un bicycle parfait et $20 moins cher que n'importe quel autre bicycle de même valeur au Canada. Il est pourvu des dernières améliorations.

"THE EARL"

Un bicycle d'un prix populaire, pourvu des améliorations de 1898. Toutes les dimensions.

De $29 a $45

AGENTS

La Cie Ed. Cavanagh Limitée
J. E. Bregent
Orchard et McNeice
R. Duncan
E. A. Ranson, Lachine

Caverhill, Learmont & Cie,

Agents en gros. 18 21 23

A VENDRE...

Un chariot à pain pour boulanger de seconde-main et en bon ordre

PRIX $30.00

S'adresser à....

J. L. Lafleur,

1932 rue Notre-Dame

20 4

4 Lots a Batir

Rue St-André, Parc Amherst

(Subdivision Nos 155-6-7-8)

Les lots sont clôturés ; bon puits sur la propriété, aussi 48 groseillers, nombre d'arbres, etc.

Vente à l'encan à nos salles de vente du soussigné, 1828 rue Notre-Dame, LUNDI, le 21 MARS, à 11 heures.

WALTER M. KEARNS,

Encanteurs.

Boulangerie a louer

Située sur la rue Island, Pointe St-Charles, avec logement de six chambres, trois fours, grands hangars, écurie et cour le tout en parfait ordre ayant été remis à neuf dernièrement, sera louée à bon marché à un locataire désirable.

S'adresser au bureau de

W. W. OGILVIE,

19-6 16 Foundling.

Le dépôt général de la célèbre gomme du Dr Adam pour le mal de dents est au No 1406 rue Ste Catherine. Rod. Carrière, Pharmacien. En vente dans toutes les pharmacies. 9 20

Un Magnifique Lot

A BATIR POUR LA SOMME DE 10cts.

Le tirage au sort d'un magnifique lot à bâtir situé à Beaurivage, paroisse de la Longue-Pointe. Superficie 2025 pieds, qui aura lieu

Samedi le 19 Mars courant

A 4 HEURES P. M.

Dans les bureaux de la Société des Ecoles Gratuites des Enfants Pauvres, 146 Rue St-Laurent.

Le nombre des concurrents est limité, achetez vos certificats à bonne heure. Le prix du certificat est de 10c à vendre aux bureaux de la Société. 19-2

En Vertu de l'Acte de Liquidation

DANS L'AFFAIRE DE

THE NON MAGNETIC ASBESTOS COMPANY

De Pointe au Chene, Qué.

A VENDRE A L'ENCAN PUBLIC

au bureau du Liquidateur, VENDREDI le 15e jour d'avril 1898, à onze heures du matin, l'actif de la dite compagnie en deux lots comme suit :

LOT No 1

Une Fabrique d'Amiante

site à Pointe au Chene, P. Q., et bien montée en matériel, machines, etc., avec les dépendances.

LOT No. 2

LES DROITS MINIERS

—DE—

la dite compagnie, à savoir : les mines, les carrières, le minerai, les minéraux de n'importe quelle nature, genre ou description existant maintenant ou pouvant être découverts plus tard, dans ou sur un certain lot de terrain dans l'augmentation du township de Grenville, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, connu comme la moitié occidentale du lot No 2a, la moitié occidentale du lot No 2b, et le lot No 3a, dans le quatrième rang de la dite augmentation de Grenville, le tout contenant environ deux cents acres.

Pour plus amples informations, s'adresser au soussigné,

JOHN McD. HAINS,

Liquidateur

43 rue St-Sacrement, Montréal.

1e 21-23-25-28-30-1-4-6-8-11-13



IL NE FAUT PAS rester à rien faire quand il y a toujours des gens qui ont besoin de vos services. Il n'est pas de meilleur moyen de vous faire connaitre qu'en vous servant des PETITES ANNONCES de. . . . . .

"LA PATRIE"

Dites ce que vous savez faire et vous ne manquerez pas de trouver un patron sur le grand nombre de ceux qui lisent les petites annonces. Cela ne vous coûte

RIEN !!

A LOUER

CHAMBRE A LOUER, bien meublée ; déjeuner si on le désire ; messieurs seulement. 20 Avenue du Collège McGill. 13 6

CHAMBRES non meublées, chauffées à la vapeur bain et w. c., aussi une chambre meublée. S'adresser 2050 rue Notre-Dame. On ne déménagera pas au mois de mai. 18-6

A LOUER, 152 rue Hutchison, maison à un seul logement, 10 pièces, récemment embellie, toutes les améliorations modernes, arrangements hygiéniques parfaits ; loyer modéré pour un bon locataire. 20-3

A LOUER 493 rue Sherbrooke, possession immédiate. On le remet à neuf actuellement. Maison à un seul logement, fournaise, grande cour. Loyer $20 gratis jusqu'au mois de mai. S'adresser 503 rue Sherbrooke. 20-6

A LOUER 681 rue Cadieux, maison à un seul logement, galerie en arrière. S'adresser 627 rue Sherbrooke. 20-6

A LOUER 632 rue Cadieux, onze pièces, loyer bas. S'adresser 627 rue Sherbrooke. 20-6

A LOUER.—Un magnifique magasin au No 1110, rue Ontario. Conditions faciles. S'adresser à T. A. Grothé, 95 1-2 rue St-Laurent. 19-6

A LOUER.—Magasin double, coin des rues St-Pierre et des Commissaires, (occupé actuellement par MM. Caverhill, Hughes & Co), en tout ou en partie, deux bons élévateurs. Conditions faciles. S'adresser à L. Chaput, Fils & Cie, 2 rue De Bresoles. 19-3

A LOUER—Deux logements, 205 et 205a rue Laval, $13 et $10, 9 et 7 chambres, seront en parfait ordre en mai. S'adresser 100 St Denis. 16 6

A LOUER—No 387 rue Craig, présentement occupée par le Dr Seers. Sera convertie en magasin et logement, grande cour et écurie, L. A. Boyer, 66 rue St-Jacques. 16-6

A LOUER No 58½ rue St Charles Borromée, 10 chambres, convenables pour une maison de pension. Aussi nos 693, 695 et 697 rue Lagauchetière joli cottage, 37 et 37a rue Cherrier, loyer $25. S'adresser à M. Richards, 35 avenue du Parc. 19-7

A LOUER Haut 7 appartements, bas 6 tous deux peints, tapissés, bains, w. c. Bas prix à bon locataires, 172 St Christophe. 12-16-19

SALLE A DINER.—Une jolie salle, grandeur 25 x 70, très bon endroit pour un restaurant, située au No 1517A Notre Dame. S'adresser à O. Courtemanche, 1521 Notre-Dame. 15-6

SALLES A LOUER.—Trois salles situées aux numéros 1517 et 1521 Notre-Dame. S'adresser A. O. Courtemanche, 1521 Notre-Dame. 15-6

A LOUER 391 et 393a Visitation, maisons de 5 et 10 appartements avec bain, boutique de 22 x 40. S'adresser J. L. H. Larivière No 102a rue Visitation. 18-6

A VENDRE

A VENDRE, fixtures pour un magasin de chaussures. S'adresser au No 403 rue Centre. 19-6

A VENDRE.—Une boutique de boucher, bonne clientèle. S'adresser 397 rue Centre, rue Centre. 15-6

A VENDRE—Restaurant licencié, ayant une clientèle de 1ère classe, rue Ste-Catherine. S'adresser F. L. Restaurant, "La Patrie." 17 6

A VENDRE—Machine à vapeur et chaudières, courroies, poulies, etc. le tout en parfait état. S'adresser à B. J. Coghlin, 432 rue St Paul. 16 6

A VENDRE—Fixtures de boutique et de bureau ; aussi deux coffres-forts en bon état. S'adresser au No 266 rue St Paul. 17 5

A VENDRE voiture d'enfant, 2 robes de voitures blanches et "runners". Le tout aussi bon que du neuf. 2 grandes cages d'oiseaux. On vendra à bon marché. S'adresser au No 189 rue Lagauchetière. 16-6

MAISON A VENDRE.—A deux logements avec cave et écurie. S'adresser au No 875 rue Sanguinet. 10-15

A VENDRE OU A ECHANGER.—Un stock neuf et de seconde main situé au No 287 Notre-Dame, consistant en poêles, ferronneries, meubles, pianos voitures, attelages, portes et chassis. Le tout à vendre ou à échanger pour une propriété de $2,000 à $3,000 piastres. S'adresser à O. Courtemanche, 1521 Notre-Dame. 15-6

A LOUER.—Au No 1521 Notre-Dame, un magasin employé durant 5 ans comme magasin de marchandises sèches et occupé par B. C. Charbonneau, autrefois par Cadieux & Charbonneau. S'adresser à O. Courtemanche, 1521 Notre-Dame. 15-6

A VENDRE une maison en brique 25 x 35 située au no 328 Dufferin contenant 6 chambres et un passage. S'adresser J. B. Huot 3/8 Dufferin. 25-5

Bureaux a Louer

...DANS LA...

Batisse de "LA PATRIE

77, 79 et 81, rue St-Jacques

Réparations faites pour convenir aux locataires.

S'adresser à nos bureaux. jn

AVIS

Est par le présent donné aux débiteurs de Napoléon Vaiade, insolvable, que toutes créances dûes au dit failli ont été transportées à A. Bertin et Cie, agents de Montréal le 1er février 1898 par MM. Lamarche et Benoit, curateurs, nommés le 21 janvier 1898, aux biens du dit failli. L'Acte de transport a été déposé ce jour au bureau du protonotaire du district de Montréal.

A. BERTIN & CIE.

Montréal, 17 mars 1898. 20-2

AVIS

Est par le présent donné aux débiteurs de Arthur I. Vallières, cédant, que toutes créances dûes au dit cédant, ont été transportées à A. Bertin & Cie, agents de Montréal, le 22 février 1898, par MM. Kent et Turcotte, cessionnaires, nommés le 26 janvier 1898, aux biens du dit cédant. L'acte de transport a été déposé ce jour au bureau du protonotaire du district de Montréal.

A. BERTIN & CIE.

Montréal, 17 mars 1898. 20-2

MAISON A LOUER à Notre-Dame de Grâce, une maison en brique, huit appartements.

Province de Québec, District de Montréal, Cour de Circuit, No 16533, M. J. A. DeCelles, Le 29ème jour de mars 1898, à dix heures de l'avant-midi, demandeur vs J. G. Dubeau et al, défendeurs, au domicile du dit défendeur J.G. Dubeau, au No 158 rue Rachel, en la Cité de Montréal, seront vendus par autorité de Justice les biens et effets du dit défendeur saisis en cette cause, consistant en meubles de ménage. Conditions : Argent comptant.

J. EDMOND DUROCHER, H. C. S.

Montréal, 18 mars 1898.

PETITES ANNONCES

SITUATIONS VACANTES

ON DEMANDE un jeune homme fort ayant quelques connaissances dans la peinture, pour apprendre à faire les enseignes. S'adresser à Arthur Denis & Cie 502 Craig. 20-6

ON DEMANDE immédiatement quatre bons couvreurs ayant de l'expérience dans les couvertures en tôles, et en ardoises, aussi 2 jeunes garçons forts comme aides. Place permanente. S'adresser 189 Lagauchetière. 20-6

ON A BESOIN d'une bonne fontaine à Soda. S'adresser à M. Piuze, 1427 Ste-Catherine. 20-3

ON DEMANDE un peintre polisseur de meubles, pouvant aussi travailler le bois. S'adresser 1575 Ste-Catherine. 20-6

ON DEMANDE 2 bons mouleurs de bancs chez T. Crevier, 95 rue Craig. 20-6

ON DEMANDE 15 jeunes filles possédant une certaine instruction, pour faire partie d'une troupe dramatique. S'adresser à J. A. R., la "Patrie." 18-6

ON DEMANDE des personnes pour faire les pantalons et les vestes à la maison. Travail permanent, les prix les plus élevés. J. GOLDI 432 rue Saint-Jacques. 19-6

ON DEMANDE deux bons agents d'assurance industrielle pour ouvrir un district nouveau. Pas de compétition. Occasion exceptionnelle pour un bon homme. S'adresser A.E.G. 172 rue St-Ferdinand, St-Henri de Montréal. 19-6

ON DEMANDE des filles et garçons comme apprentis tailleurs, couturiers. S'adresser 1795 Notre-Dame, 3ème étage. 17 6

ON DEMANDE un jeune hommet bon tailleur, ayant une certaine connaissance de l'anglais, pour ajuster les habits tout faits. Aussi des filles pour finir les habits et travailler à la machine, 452 rue St-Jacques. 18-6

ON DEMANDE une fille pour avoir soin de deux enfants, avec bonne référence. S'adresser à Mme Aubin, 361 rue Cabieux.

ON DEMANDE une fille générale, sachant faire la cuisine. Famille de trois personnes. Sans enfants ni lavage. S'adresser 80 St-Denis. 18-6

ON DEMANDE des jeunes garçons pour vendre un objet de vente facile. S'adresser au No 42 rue St-Christophe, entre 8 et 9 heures a. m. 18 6

ON DEMANDE une servante générale pour famille de 2 personnes, devra être bonne cuisinière. Pas de lavages. S'adresser 2767 Ste-Catherine, ouest. 18-6

ON DEMANDE des menuisiers, s'adresser à Grothé Frères, 6 rue Cuthbert. 17 6

ON DEMANDE une servante générale au No 64 et 66 place Jacques-Cartier. 17-6

ON DEMANDE des filles de salles parlant anglais et français, aussi des filles pour servir des rafraîchissements. S'adresser Hôtel du Louvre, 27 et 29 Saint-Gabriel. E. Portugais, prop. 17 5

ON DEMANDE une première modiste dans les robes et manteaux. S'adresser à 9 Visitation. 17-6

ON DEMANDE un bon compositeur (jobber), parlant également les deux langues. S'adresser 33 St-Gabriel. jno

ON DEMANDE des opératrices, des finisseuses et des pressiers pour les pantalons. Emploi permanent, bon salaire. S'adresser 121 rue St Dominique. 15 7

ON DEMANDE.—Des menuisiers, ainsi que des ouvriers pour travailler dans les meubles. S'adresser à D. H. Langlois et Cie, St-Etienne, Que. 15-6

ON DEMANDE des coutarières dans les vestes et pour toute autre ouvrage dans les hardes d'hommes. S'adresser 160 rue Vitré, 3e étage. 15 6

EMPLOI DEMANDE

UN JEUNE HOMME, connaissant bien les deux langues, et compétent dans l'ouvrage général de bureau, désire une place dans une maison commerciale. Salaire modique. Bonnes références. S'adresser C. B. 102 "La Patrie."

MODISTE.—On demande une bonne apprentie chez Mme Girard, 658 rue Lagauchetière. 19-6

UN JEUNE HOMME ayant fait des études commerciales et possédant de bons certificats, demande un emploi dans un bureau. S'adresser à E. M. la "Patrie." 19-6

UN JEUNE HOMME de 25 ans, parlant bien les deux langues, demande position comme teneur de livres ou commis dans une épicerie. Très bonnes références. S'adresser, H. R., 68 Ste-Elizabeth. 19-6

COMMIS.—Un jeune homme instruit et ayant de très bonnes références, demande position dans un magasin de mercerie. S'adresser P.C. 68 Ste-Elizabeth. 15-6

UN CANADIEN de 22 ans venant du Dominion College demande place comme assistant teneur de livres, pour commencer, et aussi ouvrage général du bureau, hautes recommandations. Adresse 169 Amherst. 18-6

UNE JEUNE FILLE demande place dans une reliure. Un an d'expérience dans une des meilleures maisons, bonnes références. Adresse 169 Amherst. 18-6 2

UN TEINTURIER ayant plusieurs années d'expérience dans les manufactures de soie, etc, demande un emploi. S'adresser 207 rue St Charles, Pointe St Charles. 17 6

UN VOYAGEUR de commerce expérimenté demande la représentation d'une bonne maison soit avec un salaire ou à la commission. S'adresser à N. O. à "La Patrie". 16 6

UN HOMME fiable demande place pour se rendre utile dans tous les travaux d'une maison. S'adresser à D. P. à "La Patrie". 15-6

UN COUPLE FRANÇAIS.—La femme très bonne cuisinière. l'homme, service de table, jardinier, ouvrage général, No 2 rue Montcalm. 15-6

DIVERS

CHAMBRE DEMANDEE (déjeuner seulement) pour un jeune homme anglais dans une famille française dans le but d'apprendre le français. Localité, Montréal Annex si possible. Mentionner le prix. Adresse B. A. "La Patrie". 20-3

Carrière à Vendre

Une Carrière contenant la plus belle pierre grise, couvrant 38,141 pieds, située sur le chemin du Sault-au-Recollet, voisine de l'Hotel Laroque. Doit être vendue immédiatement pour réglement de succession. Adresse : *Lawrence A. Wilson,* 28 Rue Hôpital, MONTREAL

10-12-14-16-18-20

TEMPÉRATURE

Bulletin d'après le thermomètre de Hearn & Harrison, rue Notre Dame, 1640 et 1642.

Aujourd'hui Maximum........ 43
Même date l'an dernier........ 38
Aujourd'hui Minimum........ 33
Même date l'an dernier........ 16

PROBABILITES

Toronto, 18.—Aujourd'hui beau temps, peu de changement dans la température ; samedi vent violent et pluie.

L'AFFAIRE DU DRUMMOND

Les conservateurs bien embêtés

La Cie Richelieu et le transport des malles

(Dépêche spéciale.)

Ottawa, 18.— L'enquête du Drummond a été très intéressante ce matin, M. Greenshields a continué son témoignage. M. Haggart avait il y a quelque temps, affirmé en chambre, qu'une offre de vente pour $500,000 avait été faite au Gouvernement, cette offre a été mise devant M. Greenshields. Les torys croyaient avoir trouvé une grosse affaire, la réponse de M. Greenshields a été simplement foudroyante. Cette offre, a-t-il dit, ne représente point le marché qui devait être conclu alors. M. Fairwell, le gérant de la Banque des Cantons de l'Est et le chef du parti conservateur dans ce district et aussi l'un des intéressés dans l'affaire du Drummond a demandé en 1896 aux actionnaires de lui faire un transport parce qu'il était en négociations avec le gouvernement par l'entremise de M. Hugh Ryan pour la vente du chemin de fer du Drummond, moyennant une somme de $2,500,000 ou un loyer de $100,000 par année. Outre les $500,000 les actionnaires devaient avoir 1-3 des profits de la vente et les deux autres tiers devant être partagés entre M. Fairwell, ses amis et les amis de M. Hugh Ryan.

M. Borden est revenu sur l'affaire de "La Patrie" que M. Greenshields a expliquée de nouveau. L'heure de la vente étant expirée j'ai donné mon chèque pour $20,000, a-t-il dit. En même temps que je donnais mon chèque, M. Tarte m'a remis $5,000 en argent et ses fils m'ont le lendemain matin remis la somme de $5,000, aucune de ces sommes n'est venue de moi et je ne sais pas à cette heure d'où elles viennent.

Imaginez-vous la stupéfaction des torys à la suite de ce qui vient de se passer. M. Fairwell a l'engagement écrit en vertu duquel la vente du Drummond au Gouvernement a été effectuée, moyennant $2,500,000.

Dites aux cosmopolites de "La Presse" de crier plus fort que jamais, il ne leur reste d'autres armes que le mensonge.

L'Hon. M. Forget, M. Paradis, M. Wainright, M. Ed. Garneau, directeur de la Compagnie du Richelieu et quelques députés ont eu ce matin une entrevue avec le premier ministre au sujet du subside payé jusqu'ici à la Compagnie pour le transport des malles au Saguenay. MM. Forget, Gildersleeve et M. Savard, M.P., pour Chicoutimi, ont porté la parole.

C'est aujourd'hui que se prend le vote dans Russell. M. Guibord, le candidat du gouvernement Hardy, l'emportera sûrement par une grosse majorité.

ECHOS DE LA FETE

Huit Irlandais devant le recorder

Plusieurs braves fils de la Verte Erin auraient cru mal célébrer la fête de l'évangilisation de l'Irlande s'ils n'avaient sacrifié à Bacchus, et ils se sont acquittés en conscience de cette partie du programme. Malheureusement, les constables de la cité se montrent impitoyables à l'égard des gens qu'ils rencontrent titubant dans les rues, et dans leur cueillette d'hier, ils ont ramassé huit Irlandais qui ont été conduits au poste de police. Ce matin, ils ont comparu devant le recorder de Montigny et se sont avoués coupables. Le magistrat a eu égard à la circonstance qui a fait tomber ces huit patriotes—qui ne paraissaient pas méchants, au fond — et il les a renvoyés absous.

MGR BRUCHESI

Demain, Mgr Bruchési présidera à une profession religieuse chez les Soeurs de la Miséricorde, rue Dorchester.

L'ELECTION DE NICOLET

Les objections préliminaires renvoyées par le juge Bourgeois

Trois-Rivières, P. Q., 18.—Les objections préliminaires dans la contestation de J. H. Leduc, député du comté de Nicolet, ont été renvoyées ce matin par l'hon. juge Bourgeois. La contestation de l'élection pour le comté de Nicolet se trouve renvoyée.

VOL DE BONBONS

Vendredi dernier, des voleurs pénétrèrent avec effraction dans le magasin de confiserie de Madame Gédéon Perreault, 713 rue Ste-Catherine, et s'emparèrent d'une grande quantité de bonbons de toute sorte. Cependant, les cambrioleurs avaient assez bien pris leurs précautions pour éviter de se faire pincer en flagrant délit. Or, mercredi dernier, comme "La Patrie" a raconté hier, le limier Despault, opérait l'arrestation des nommés Pierre Lemieux et Thomas St-Jean, lorsque ces derniers cherchaient à vendre une boîte de chocolat et une boîte de gomme, à des passants sur la rue Craig. Ce matin, Madame Perreault est venue réclamer les deux boîtes en question, comme lui appartenant, et a immédiatement logé une plainte contre les prévenus Lemieux et St-Jean. Ces derniers comparaîtront devant le magistrat Lafontaine pour répondre à une accusation de vol.

Entre mendiant et dame patronnesse :
—Vous qui êtes si charitable, madame, vous n'auriez pas un vieux veston ?
—Mais le vôtre est très propre, mon ami, il est presque neuf...
—Trop neuf, madame, justement... Il me fait du tort pour mendier.

SAULT AU RECOLLET

La débâcle fait beaucoup de ravages

QUINZE FAMILLES PRISONNIERES SUR L'ILE VISITATION

L'on se promène en chaloupe dans les rues

(Dépêche spéciale.)

Sault au Récollet, 18.—La consternation règne dans la localité par suite des dégâts considérables et menaçants de la débâcle. Depuis hier soir l'eau a envahi le village à plus de deux pieds de hauteur, forçant plusieurs familles à évacuer leur domicile ou à opérer leur retraite dans le grenier et les étages supérieurs de leurs résidences. A midi l'eau était encore au même niveau et il est peu probable qu'il y ait du changement dans cette situation alarmante tant que les glaces qui sont retenues captives dans les rapides n'auront pas pris leur libre cours.

La débâcle s'est annoncée vers une heure hier après-midi. La glace s'est mise en mouvement en haut de l'Ile au Sergent et est allé se bloquer sur les rives. L'eau dès lors commença à monter à la grande stupéfaction des habitants de l'Ile Visitation, située en arrière de l'Ile au Sergent. Vers 7 heures un craquement sinistre se fit entendre. La glace pressée par le courant vint s'abattre sur le moulin de la Dominion Leather Board Co. et sur le pont qui relie l'Ile au Sergent au village, emportant ce dernier et brisant les communications entre les citoyens du Sault et les 15 familles qui habitent l'Ile Visitation. L'on conçoit la terreur de ces personnes retenues captives sur une île où déjà la plupart des maisons étaient envahies par l'eau. Ce fut un sauve qui peut général, chacun gagnant les hauteurs pour échapper à un désastre imminent. Après les angoisses de la première heure, et voyant que l'eau restait au même niveau tout le monde réintégra les logis pour y passer la nuit dans les greniers. Ce matin la situation n'avait pas changé au grand regret des habitants de l'endroit, dont voici les noms de familles: J. Leblanc, W. Beauchamp, Alex. Legault, Urbain Gagnon, J. Paré, L. Vézeau, A. Jubenville, J. Paradis, Julien Lamontagne, M. Dubord, père et fils et autres.

Dans le village du Sault au Récollet l'eau a atteint une hauteur de deux pieds sur la rue principale et recouvre les planchers des premiers étages aux résidences de MM. Dr. Chopin, M. Bilodeau, F. X. Baillard, J. B. Pelletier, D. H. Paquet, marchand, Ulric Godchilds, M. Hewton, contremaître à la manufacture de papier, Bryson, François Turcot, J. B. Beauchamps, Régis Gagnon, Alderic Nadon, C. Miron et autres.

Un courant rapide circule dans le village balayant tout sur son passage, clotures, objets en liberté, etc. La maison de Mme veuve Brault est surtout dévastée par l'inondation. L'eau rentre par les fenêtres à une hauteur de 4 à 5 pieds. Naturellement Mme Brault a dû plier bagage.

Il n'y a pas de pertes d'hommes ni d'animaux, mais les dommages causés à la propriété privée et aux moulins sont considérables. Des équipes d'hommes s'efforcent de faire un débouché à l'eau envahissante. Quant à la circulation elle se fait en chaloupe de maisons à maisons.

De mémoire d'homme il y a longtemps que pareille inondation ne s'est produite. C'est cependant la troisième fois que cela arrive depuis cinquante ans environ au Sault au Récollet.

La débâcle est aussi menaçante au pont Viau. L'eau est à deux pieds de hauteur dans le moulin à scie et la manufacture de portes et de chassis de M. Joron.

M. Gervais, commerçant du Sault au Récollet, a perdu plusieurs cordes de bois dans la débâcle depuis hier.

L'une des maisons qui a été le plus menacée par la débâcle est celle de M. Paradis, menuisier, située au détour de la rivière, un peu en bas de l'église. M. Paradis était absent de chez lui lorsque la débâcle s'est produite, et ses deux jeunes filles, âgées respectivement de 16 et 18 ans, étaient seules dans la maison avec de jeunes enfants. Voici ce que raconte l'aînée des jeunes filles : "Vers six heures et demie, ma soeur et moi étions occupées à préparer le souper de la famille, lorsque tout-à-coup, nous entendîmes un bruit épouvantable, semblant venir de la rivière. Nous nous précipitâmes vers la fenêtre et nous aperçûmes d'énormes blocs de glace s'avançant vers notre maison avec une rapidité vertigineuse. Je crus que nous étions perdus, que notre maison serait bouleversée. J'ouvris une fenêtre et je criai "Au secours!" mais le bruit des flots précipités et des glaçons s'entrechoquant, couvrait entièrement ma voix. Mon père n'est arrivé qu'à onze heures. C'est M. Chopin qui l'a amené en chaloupe. Vous dire les transes par lesquelles nous sommes passées depuis le commencement de la débâcle jusqu'au moment où mon père est arrivé, serait impossible. A chaque instant, la maison était ébranlée par les énormes glaçons qui la frappaient au passage, et j'ai cru cent fois que nous serions engloutis."

Triste circonstance : il y a trois semaines à peine que l'épouse de M. Paradis est décédée.

Ce matin, l'eau avait baissé considérablement et la rivière était absolument libre de glace. Cependant on craint une nouvelle inondation pour ce soir, si la glace, bloquée près du pont Viau, se met en mouvement, et l'on craint surtout que les dégâts soient plus considérables que ceux causés par l'inondation d'hier soir.

ST-PIERRE VS LA "PATRIE"

Le juge Langelier a entendu ce matin, la cause de M. Télesphore St-Pierre contre "La Patrie," pour libelle.

On a entendu un grand nombre de témoins parmi lesquels MM. L. Joseph Tarte, directeur de "La Patrie"; T. St-Pierre, l'hon. J. Royal, l'hon. L. O. Taillon, l'hon. P. E. Leblanc et M. Victor Dubreuil.

Les avocats de la poursuite sont MM. Arthur Delisle et J. A. Ouimet. La défense est représentée par l'hon. Raoul Dandurand.

Un avocat et un médecin ayant eu une discussion au sujet de la préséance, ils s'en furent trouver un arbitre qui adjugea le pas à l'avocat en disant :
Il faut que le larron passe devant, et que le bourreau le suive.

LES TAILLEURS DE PIERRE

Leurs réquisitions se couvrent de signatures importantes

PROGRES CONSTANTS DE L'UNION

La pierre de l'église St-Jean-Baptiste sera préparée en ville

LES DELEGUES SONT RETIRES DU CONSEIL CENTRAL

L'assemblée des tailleurs de pierre, hier soir, a été bien paisible et dénote une grande discipline chez les membres. Il y avait passablement de monde dans la vaste salle de l'Union St-Joseph et l'attention de tous les assistants à écouter la discussion prouve assez quel intérêt anime tous ces robustes travailleurs.

De la discussion jaillit la lumière, avons-nous entendu dire souvent. Eh bien, en entendant les divers orateurs, hier soir, nous avons été le plus en plus convaincu que les demandes des tailleurs de pierre sont justes.

Que veulent-ils, en effet ? Changer la face des choses existantes ? Non loin de là. Ils demandent tout simplement à la ville, à nos échevins de les protéger, de les aider par une sage législation à élever décemment leurs familles. Si les membres, couverts de l'appui du conseil peuvent garder l'ouvrage de la ville à Montréal, qui en aura le bénéfice ? D'abord, la famille de l'ouvrier, ensuite le propriétaire, le marchand, l'épicier, le cordonnier et tous ceux qui ont un négoce quelconque. Les hommes composant l'Union sont généreux ; sans doute que s'ils avaient beaucoup ils dépenseraient de même pour le plus grand bien de leurs concitoyens.

Jusqu'à aujourd'hui personne ne refuse de signer leurs réquisitions qui sont couvertes par tout ce que la finance, la magistrature, les professions libérales ont de plus honorable et de plus autorisé.

Une autre chose qui leur donne aussi l'espoir de voir bientôt cesser l'état de gêne terrible dans lequel la concurrence les met, c'est que nos échevins, presque comme un seul homme, ont emboîté le pas et il y en a plusieurs parmi eux qui, au jour convenable, sauront leur donner un appui ferme et loyal.

M. l'abbé Auclair, curé de St-Jean-Baptiste, auprès de qui l'Union avait dépêché quelques délégués, dimanche dernier, a donné à ces braves gens les meilleures espérances. Il est permis d'espérer que la pierre qui servira à élever le magnifique temple projeté sera taillée par nos habiles ouvriers. Cela emploiera un grand nombre de mains et fera oublier un peu les jours tristes et froids de l'hiver alors que le compagnon ne sachant où trouver de l'emploi se voit obligé d'aller frapper à d'autres portes et faire des ouvrages pour lesquels il n'a nulle aptitude.

Les nouveaux membres n'entrent pas dans la Fraternité en nombre considérable, mais chaque semaine en amène quelques-uns.

Après l'admission des nouveaux membres, hier, une discussion s'est élevée à propos d'un homme qui, après avoir travaillé 3 ans désirait se mettre sous la protection de l'Union et exercer son métier dans les chantiers où ses lois sont respectées. M. Laganière, tel est le nom du nouvel unioniste, aura à travailler encore un an, comme il en a exprimé hier le désir, avant d'être reçu compagnon et avoir droit à tous les bénéfices que donne ce titre.

La fin de la lecture des minutes est soulignée d'applaudissements, ce qui prouve éloquemment leur adoption. Elles contenaient plusieurs résolutions d'assez grande importance dont nous avons parlé la semaine dernière.

Les officiers sont tous présents, leur assiduité est une preuve éclatante de leur profond attachement à l'association.

Les surveillants n'apprennent rien de nouveau ; le même état de choses règne partout.

Les membres qui entreprenent des sous-contrats sont considérés comme entrepreneurs et invariablement rayés des listes de la société. S'ils veulent, après un certain temps grossir les rangs de leurs confrères, il leur faut payer une nouvelle entrée.

M. Georges Latreille propose, secondé par M. Mathias Gauthier, que la question des listes de requête, la manière dont on doit les présenter au conseil, etc., etc., soit référée au comité de régie qui aura le droit de s'adjoindre 3 nouveaux membres.

L'Association des Tailleurs de Pierre a décidé de retirer ses délégués du Conseil Central.

L'assemblée est ensuite ajournée jusqu'à jeudi prochain.

Dans l'intervalle il y aura plusieurs réunions du comité de régie qui a passablement de besogne à dépêcher.

L'Union a un très joli organe publié à Washington, D.C., dont M. James McHugh est l'éditeur. Ce journal est rempli d'informations utiles pour tous et est imprimé sur papier de luxe. Plusieurs vignettes en ornent le texte et donnent plus d'attraits à la lecture en mettant sous les yeux des spécimens de sculpture remarquables par leurs formes et l'excellence de leur fini.

Les officiers généraux de l'Union des Tailleurs de Pierre d'Amérique sont ; MM. Wm J. Clifford, président, Cincinnati, O. ; Edward J. Cummings, vice-président, Worcester, Mass. ; James F. McHugh, trésorier-général, Washington, D.C. Comité exécutif : Robert Semple, Cleveland, O. ; Fred'k C. Connors, Washington, D.C. ; Neal McElwer, Tate Ga ; Chs Butterworth, Kansas City ; John Mortimer, Lincoln, Neb. ; Arthur Tennison, Toronto, Canada ; L. H. Fitzgerald, Villa Park, Ohio. Auditeurs : Ed. Wakefield, Brooklyn, N.-Y. ; Stephen D. Jackson, Albany, N.-Y. ; James Smyth, Springfield, Mass.

LA PRINCESSE KAKIDIWALA

La princesse de sang royal africain KAKADIWALA chantera avec sa troupe de nègres et négresses, dans l'opéra burlesque qui sera donné au Parc Sohmer, dimanche prochain, après-midi et soir; il y a aussi de fameux acrobates; ce sera le plus beau, le plus varié, et le meilleur programme depuis que le Parc existe. Rendez-vous à bonne heure; l'admission n'est que de 10 cts.

20-2

EN COUR D'ASSISES

Le procès de Davis et de Kelly

Les prisonniers ne peuvent rendre compte de leur conduite

On a commencé ce matin le procès de John Davis et Denis Kelly, accusés de bris de magasin. M. J. C. Walsh comparait pour l'accusé Kelly. On choisit un jury anglais. Les petits jurés non assermentés dans cette cause sont libérés jusqu'à deux heures de l'après-midi.

Les prisonniers sont accusés d'avoir, le soir du 12 janvier dernier, brisé le magasin de Alexina David, situé au No 2104, rue Notre-Dame.

M. Cooke, représentant la couronne, explique les faits comme suit: "Le 12 janvier dernier le gardien de nuit Prévost a aperçu de la lumière en arrière du magasin de Mme Alexina David. En regardant par la fenêtre il aperçut un individu à l'intérieur. Faisant le tour par en arrière il se trouva face à face avec le nommé Kelly qui ne pouvant donner de raisons satisfaisantes, fut mis en état d'arrestation, mais résista de la façon la plus violente. Prévost dût appeler à son secours un de ses confrères, McGuire, avant de pouvoir passer les chaines à Kelly. McGuire ensuite opéra l'arrestation de l'autre accusé Davis au moment où ce dernier se laissait tomber dans la cour du haut d'un hangar. Les bottes ont été retrouvées plus tard par un Monsieur Bonhomme.

Arthur David, imprimeur, le premier témoin entendu, dit:

"J'étais le gérant de ce magasin. J'ai quitté l'endroit entre neuf et dix heures, et j'ai bien fermé toutes les portes. Ce soir-là vers 11 heures, j'ai entendu du bruit. J'ai ouvert le chassis et j'ai vu que c'était le gardien de nuit qui se faisait battre. Je suis descendu dans la rue et je suis passé par en arrière où je me suis aperçu que le magasin de Madame Alaire, (Alexina David), ma soeur, avait été défoncé. Ce n'est que le lendemain matin que j'ai constaté la disparition d'une paire de bottes à jambes de la fabrique Lapierre. Je reconnais les bottes produites en cour par le grand connétable Bissonnette. Je suis presque certain que j'ai dit à mon propriétaire, M. Bonhomme, chez qui je pensionne, qu'une paire de bottes avait été enlevée avant qu'il me dise qu'il en avait trouvé une paire dans la ruelle en arrière."

Transquestionné : "J'étais le gérant de ce magasin depuis le mois de janvier. C'était une succursale du magasin que tient Mme Alain, ma soeur sur la rue St-Laurent. Je crois que c'était un jeudi que le vol a eu lieu. Je n'ai pas remarqué les personnes qui se battaient sur la rue excepté le gardien de nuit Prévost qui m'a dit que le magasin avait été enfoncé. J'ai constaté cela par moi-même. J'ignore comment les voleurs ont réussi à briser l'établissement, car la porte de derrière était solidement fermée à l'aide d'une barre de fer. Il y a un passage entre la cour de la maison où je demeure et la cour qui sert au magasin, mais je ne sais pas si la porte de communication entre les deux était fermée ou non. Il y a plusieurs locataires qui s'en servent."

Alphonse Prévost, constable spécial et gardien de nuit, raconte comment il a vu de la lumière dans l'arrière du magasin de Mme Alain et a aperçu un étranger habillé de noir. Il a rencontré Kelly dans la cour. Ce dernier lui a dit qu'il était entré là pour satisfaire à un besoin de la nature. Kelly a résisté. Davis est venu ensuite vers lui armé d'un bâton. Il sortait de la cour voisine. Davis l'a sommé de remettre son prisonnier en liberté. Pendant la bagarre, qui s'ensuivit, les deux prisonniers ont réussi à s'échapper et se sont enfuis du côté de la rue Murray. Le témoin a constaté qu'il y avait eu effraction. L'affaire a eu lieu le mercredi. C'est le samedi suivant qu'il a vu les deux prisonniers qui venaient d'être arrêtés par l'assistant détective Gallagher.

Transquestionné : Le témoin dit que celui qu'il a vu en arrière était dans le magasin, mais lorsqu'il l'a revu, il était en dehors dans la cour. M.Walsh continue à transquestionner le témoin, mais ne réussit pas à l'ébranler.Quand il a vu un individu dans le magasin, en regardant du dehors, il a cru que c'était le nommé Davis. Kelly n'est pas aussi grand que l'autre.

John McGuire dit qu'il a eu connaissance de l'affaire. Il a entendu des coups de sifflet provenant du passage près du magasin. Il a vu Prévost à terre luttant avec un autre. Il lui a prêté main-forte. C'est alors que Davis est survenu armé d'un bâton et a menacé de frapper le témoin et Prévost. Il reconnait parfaitement les deux accusés.

Louis Bonhomme, agent, dépose qu'il demeure au No 2904 rue Notre-Dame, a entendu des coups de sifflet de policemen provenant de la cour en arrière de chez lui. Le témoin a vu un homme venant du côté est de la cour et grimper par-dessus la clôture qui sépare sa cour de celle de Mme Alain. Le témoin n'a pas pu reconnaître l'individu en question. Il a trouvé près de l'endroit d'où provenait le bruit une paire de bottes sur le toit de son hangar. Les chaussures qui lui sont montrées ressemblent exactement à celles qu'il a trouvées.

Lewis Cohen, marchand de chaussures dit qu'il se souvient que le matin du 13 janvier Bonhomme a trouvé une paire de bottes sur le toit de son hangar. Le témoin reconnait les chaussures.

La Cour est suspendue alors jusqu'à deux heures et quart.

NOTES.—M. le juge Wurtele a dit ce matin au reporter de "La Patrie" qu'il n'y aurait pas de sentences de prononcées demain, samedi. La date à laquelle les condamnations seront prononcées la semaine prochaine sera annoncée la veille.

MAISON DE DESORDRE

La cause de Mme Demers, accusée d'avoir tenue une maison de désordre au No 268 rue St-Denis, a été appelée ce matin en cour du recorder. La plainte contre la défenderesse a été portée il y a plusieurs jours, par le détective Gladu.

On dit que des prêtres de l'église St-Jacques s'étaient déjà plaints des désordres qui se produisaient dans cette maison. Plusieurs d'entre eux sont assignés comme témoins dans la cause qui se continuera cet après-midi.

[illegible] qui a été arrêtée en même temps que la défenderesse, et qui était accusée d'avoir fréquenté une maison de désordre, s'est reconnue coupable ce matin devant le recorder et a été condamnée à une forte amende de

AU CLUB ROBIDOUX

Inauguration de la nouvelle salle

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Discours de l'hon. Secrétaire Provincial sur cette question

BRILLANTE ASSEMBLEE

L'inauguration de la nouvelle salle de réunions du Club Robidoux, à l'angle des rues Amherst et Marie-Anne, a eu lieu hier soir, au milieu d'un concours d'électeurs enthousiastes.

Le nouveau local se trouve situé dans un superbe magasin qui forme l'angle des rues sus-nommées.

On l'avait revêtu de décorations nombreuses et de bon goût, lui donnant un air de fête. Et c'était en réalité une fête pour le club Robidoux, car il avait l'honneur, hier soir d'offrir l'hospitalité à son estimé patron, l'honorable secrétaire provincial.

Dès 7.30 p.m., les électeurs du haut de la ville arrivaient en foule et à huit heures 400 personnes au moins encombraient la salle. M. Michel Campeau, président du club, ouvrit la séance en demandant au secrétaire de lire les minutes de la dernière assemblée. On procéda ensuite à l'expédition d'affaires de routine.

Lorsque l'honorable M. Robidoux fit son apparition, il fut accueilli par un tonnerre d'applaudissements et un superbe bouquet lui fut présenté.

L'hon. secrétaire provincial était accompagné de MM. Dr Lalonde, M.P.P., Vaudreuil ; D. A. Lafortune, avocat ; Charles Champagne, C. A. Chênevert, M.P.P., Berthier ; O. Faucher, exvin Grothé, L. A. Lefebvre, président du club Laurier ; Fontaine, président du club Tarte ; J. A. Drouin, Pierre Picotte, J. G. DeLadurantaye, R. Robidoux, Ant. Durocher, J. E. Lamert, Dr A. Valois, Colbert Grothé, Achille Bergevin et une foule d'autres.

Après avoir fait un court éloge de l'hon. M. Robidoux, M. Michel Campeau lui céda sa place à la tribune.

L'orateur se leva au milieu des applaudissements de tout l'auditoire qui se leva et lui fit une ovation.

M. Robidoux s'exprima à peu près en ces termes :

M. Robidoux remercie d'abord les membres du club libéral pour l'honneur qu'ils lui ont fait de le choisir pour patron de leur club.

L'oeuvre que sont appelés à poursuivre les membres du club est une oeuvre de propagation.

Dans un pays comme le nôtre, soumis à un régime démocratique, il semble qu'il ne devrait pas exister d'autre parti que le parti libéral. Le parti libéral a pour principe de remettre entre les mains de l'électorat la plus grande somme d'autorité possible. Le parti conservateur, au contraire, dans la rigidité de ses principes, cherche constamment à centraliser le pouvoir entre les mains du petit nombre. C'est ainsi que le parti conservateur a voulu enlever à l'électorat le droit de faire les listes électorales, c'est ainsi qu'à une date reculée le gouvernement fédéral a voulu prendre en mains l'octroi des licences ; c'est ainsi qu'après que la province de Québec eut dépensé des millions pour la construction de chemins de fer, le gouvernement d'Ottawa en a gardé l'administration, du moment qu'ils sont devenus chemins de fer incorporés en vertu de chartes fédérales.

M. Robidoux continue en disant que si le parti libéral a pour principe de laisser exercer par le peuple une large part de l'administration de la chose publique, il comprend qu'à côté de cette autorité accordée au peuple, il faut lui donner en même temps les connaissances et l'instruction nécessaires pour qu'il exerce sagement l'autorité dont il est investi.

Ainsi, l'instruction, d'après les principes du libéralisme, est la corrollaire du libéralisme lui-même.

C'est en poursuivant cette idée, que lors de la dernière session à Québec, le gouvernement a voulu faire adopter une loi d'instruction publique, destinée dans la pensée de ses auteurs à rendre l'instruction plus accessible à tous, en la rendant moins onéreuse pour les pères de familles.

Le gouvernement voulait encore rendre plus pratique qu'elle ne l'est aujourd'hui l'instruction dans nos écoles. Il voulait que dans toutes les écoles primaires des villes, le dessin fut enseigné. Il voulait que dans les écoles élémentaires à la campagne, on enseignât les éléments de l'agriculture, cherchant ainsi à préparer les enfants à devenir dans leur état plus experts, plus habiles et mieux renseignés que leurs devanciers.

Le gouvernement voulait en un mot apprendre aux enfants, ce qu'ils auront besoin de savoir quand ils seront devenus des hommes.

Voilà en résumé, les idées qu'a longuement développées l'honorable M. Robidoux, au milieu de l'attention et d'un silence qui ne fut interrompu que par les applaudissements de l'auditoire.

Il fut suivi par le Dr Lalonde, qui passa en revue les travaux du gouvernement de Québec et paya un large tribut d'éloges à la politique économique de l'hon. M. Marchand.

M. Chs Chênevert, député de Berthier, vint ensuite. Il parla du grand rôle que les clubs libéraux avaient joué dans les luttes fédérales et provinciales et de l'immense succès obtenu. Il dit que c'est aux clubs que nous devons l'avènement de sir Wilfrid Laurier au pouvoir à Ottawa, et de l'hon. M. Marchand à Québec. M. Chênevert fit une allusion touchante à la mémoire du regretté Honoré Mercier et déclara que tous les électeurs de son comté étaient prêts à souscrire pour l'érection d'un monument à la mémoire de ce grand Canadien.

M. D. A. Lafortune parla du bill de l'éducation ; il dit que ce bill n'est pas mort, mais qu'il sommeille seulement.

M. Charles Champagne fit un éloquent discours, dans lequel il loua le travail assidu des clubs en général.

M. L. A. Lefebvre, président du club Laurier, dit que les clubs doivent marcher la main dans la main et contribuer ainsi au succès commun, de sorte que lorsque le signal sera donné ils seront prêts à rencontrer les adversaires. M. Lefebvre invite cordialement les membres du club Robidoux à rendre visite au club Laurier.

M. Fontaine, président du club Tarte, parla dans le même sens, ainsi que M. J. G. DeLadurantaye.

D'autres discours furent prononcés par l'ex-échevin Grothé, le Dr A. Valois, et M. Achille Bergevin.

LA DEBACLE

(De nos correspondants réguliers.)

St. Aimé, 18.—La débâcle de la rivière Yamaska a eu lieu le 13 courant. Elle n'a pas causé de forts dommages cependant l'eau a atteint son maximum d'élévation. Deux maisons ont été inondées et leurs habitants obligés d'en sortir. Un chaland en construction a été précipité en bas de ses chantiers. La glace a complètement rasé les hangars de la Cie Richelieu. Il y a de grands dépôts de glace sur les rivages.

Rigaud, 18.— La glace est toujours dans le même état. L'eau des dernières pluies a pris son cours sans la briser nullement.

St. Hilaire, 18.—Lundi le pont Bernard a été renversé par la glace, rendant toute communication impossible entre le haut de la rivière et St. Mathias. La rivière est maintenant libre sans aucun autre dommage.

Oka, 18.—Pas d'inondation dans cette paroisse, l'eau a monté de quatre pieds. Un M. Rochon et sa femme, de Rigaud, ont failli se noyer en s'aventurant sur la glace mercredi dernier. Sans le prompt secours de quelques personnes présentes, ils auraient infailliblement péri.

Ile du Pads, 18.—Il y a actuellement 4 pieds d'eau dans les chemins. Une grande quantité de foin se trouve noyé dans les granges du bas de l'île. L'eau est haute dans les bois et il est fort probable qu'il ne se fera pas de sucre d'érable cette année, s'il n'y a pas un prompt changement.

Chateauguay, 18. — L'eau baisse graduellement. Pas de dommage ici au village de Chateauguay. Le Bassin est inondé, vu la grande quantité de glace amoncelée sur le pont de fer du St-Laurent et Adirondack. Plusieurs maisons ont été endommagées par l'eau.

Le pont de l'Adirondack et St-Laurent, sur la petite rivière St-Jean, est brisé. La circulation des trains est interrompue par suite de cet accident. A moins que la glace ne descende, tout danger d'inondation est disparu.

Pierreville, 18. — Ici, les pluies récentes n'ont pas causé d'inondation. Après les deux jours de froid que nous avons eus, tout danger est disparu. Les gens les plus éprouvés par la crue des eaux sont les employés aux travaux du pont. Ils ont laissé leur chantier dans la crainte que la glace descende et entraîne leur engin et le bois destiné aux pilotis.

St-Alban, 18. — En certains endroits les chemins sont inondés. Sur la route de Deschambault il y a 3 pieds et demi d'eau. Depuis trois jours toute communication est interrompue. L'eau monte toujours, mais aucun accident ne s'est encore produit. La traverse de Deschambault est abandonnée. Les seuls dommages éprouvés sont les retards apportés au charroyage des effets.

St-Flavien, 18. — La débâcle n'a occasionné aucun dommage ici.

Ste-Anne de la Pérade, 18. — Il n'y a pas de dommage, mais l'eau monte considérablement. La glace se brise dans le haut de la rivière et s'il n'y a pas de changement, menace d'emporter nos ponts. Nous craignons aussi une forte inondation pour le village.

Longueuil, 18.—Le niveau de l'eau est à l'affleurement de la plus haute ligne connue, la glace ne remue guère et paraît bloquée aux Iles de Boucherville. On s'attend à une crue subite de 3 ou 4 pieds d'eau, mais les prévisions sont qu'il n'y aura pas d'inondation. Toutes les précautions sont prises pour atténuer des dégats possibles après tout.

AUDACIEUX VOLEURS

Ils opèrent à l'hotel Continental

Entre deux et quatre heures ce matin des hardis cambrioleurs ont pénétré par un châssis de derrière dans l'hôtel Continental, rue Windsor. Le châssis par lequel ils se sont introduits dans la place donne sur la salle à dîner. De là les voleurs se sont dirigés prudemment, à pas de loup, vers le bureau privé du gérant, où se trouve la boîte à argent qui tient lieu de coffre-fort. Ils s'emparèrent de la précieuse boîte, en firent sauter le couvercle et firent glisser dans leurs goussets la somme de trente-cinq dollars en argent canadien dur qui s'y trouvait. Détail curieux, les filous laissèrent dans la boîte quelques pièces d'argent américain.

A côté de la boîte à argent, dans le même tiroir du bureau se trouvait une lettre chargée à l'adresse d'une des pensionnaires de l'établissement.Cette lettre prit le chemin des $35.

M. Rice a dit que le soir précédant la nuit du vol, il y avait environ deux cents dollars dans la cassette que les voleurs ont pillé. Par mesure de précaution il avait enlevé les billets de banque pour les mettre en lieu sûr.

Pendant que les voleurs poursuivaient leurs perquisitions un pensionnaire arriva à l'hôtel vers deux heures du matin. Sur le coup il ne remarqua rien d'anormal, mais quand il se fut couché il entendit du bruit, même quelqu'un vint ouvrir sa porte de chambre pour la refermer immédiatement.

Le pensionnaire pensa tout bonnement que c'était quelque personne qui s'était trompée de chambre et s'endormit.

Les voleurs s'en retournèrent par le même chemin par lequel ils étaient entrés.

TRISTE HISTOIRE

Une vieille femme du nom de Mathilda Deschesne, domiciliée au No. 236 rue Panet, est venue à la cour de police, ce matin, lever un mandat d'arrestation contre un de ses enfants du nom de Joseph. Cette pauvre femme était accompagnée de l'officier Marshall, de la Société Protectrice des Femmes et des Enfants. Son histoire est bien triste. Elle est mère de vingt-six enfants, dont six sont encore vivants. Le plus vieux de la famille, Joseph, qui a déjà passé quelques années au bagne, se serait porté à des voies de faits sur sa vieille mère. Cette dernière, qui est âgée d'environ 70 ans, sur les conseils de l'officier Marshall, a pris un mandat d'arrestation contre son brutal fils.

Département des Chemins

Avis Public

J'ai l'honneur d'avertir le public que dans le cas où l'eau s'élèverait au niveau de la rue des Commissaires, il est très douteux que la digue puisse contenir les eaux, et par conséquent, je conseille aux propriétaires dont les caves sont remplies de marchandises de faire enlever celles-ci de suite.

PERCIVAL W. ST-GEORGE,
Inspecteur de la Cité,
Bureau de l'Inspecteur de la Cité,
Hôtel de Ville,
Montréal, 18 mars 1898.
20-2

SUR LES REMPARTS

Un ivrogne se chauffe au soleil

En grand danger de prendre un bain glacé

Ce matin, vers dix heures, un individu qui titubait sous le poids d'une ivresse avancée allait s'assesoir sur les remparts en face du marché Bonsecours. L'ivrogne inconscient sans doute du danger qu'il courait se chauffait au soleil, les jambes pendantes au-dessus de l'eau du fleuve qui peut avoir à cet endroit une profondeur de cinq à six pieds. Des jeunes gens qui passaient par là, aperçurant le malheureux qui pouvait à chaque instant glisser dans l'onde glacée et se noyer ou tout au moins prendre le premier bain de la saison. Ils coururent aussitôt avertir le constable Lauzé du poste central qui se trouvait de faction au marché. Le constable qui est de carrure athlétique, tira l'ivrogne de sa fâcheuse position et l'emporta plutôt qu'il ne le conduisit au poste. Ce dernier était tellement ivre qu'il ne put dire son nom à l'officier en devoir.

On l'a logé tout de même dans une cellule afin qu'il put cuver son vin tranquillement.

NAISSANCES

FAVREAU.—En cette ville, le 16 mars, l'épouse de Amédée Favreau, un fils.
Parrain et marraine, Mr H. A. Durand et Mlle Lumina Durand.

DECES

MALLETTE.—A sa résidence 674 rue Berri, le 18 courant à l'âge de 74 ans, Anthime Mallette, père de Ernest, Hermyle et Gustave Mallette. Avis de funérailles demain.

PAPINEAU.—En cette ville, le 17 courant, à l'âge de 3 ans, Jeannette Papineau, enfant d'Alphonse Papineau, boucher.
Les funérailles auront lieu dimanche le 20, Le convoi partira de la demeure de son père, No 6 rue Mentana, à 2 heures, pour se rendre au cimetière de la Côte des Neiges, lieu de la sépulture.
Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. 20-2

GALARNEAU.—En cette ville jeudi le 17 courant, à l'âge de 27 ans, François J. Galarneau, de la maison Daoust, Lalonde & Cie.
Le service funèbre aura lieu lundi le 21 courant. Le convoi partira de la demeure de son père, No 289 rue St-Hubert, à 8 heures, pour se rendre à l'église St Jacques, et de là au cimetière de la Côte des Neiges, lieu de la sépulture.
Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. 20-2

TAILLEFER.—En cette ville, vendredi le 18 courant, à l'âge de 18 ans, 3 mois et 5 jours, Marie Louise, enfant de Octave Taillefer, carrossier.
Le service funèbre aura lieu lundi le 21 courant. Le convoi partira de la demeure mortuaire No 285 rue Notre-Dame, à 7 heures, pour se rendre à l'église St Joseph, et de là au Cimetière de la Côte des Neiges, lieu de la sépulture.
Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

FORCIER.—A Handfield, R. I., le 1er mars courant, à l'âge de 83 ans, Sophie Delbord, épouse de Mathieu Forcier.
Le service funèbre a eu lieu à Georgeville, et son corps repose dans le cimetière de Pawtucket, R. I.

ALLAIRE.—A Dayton Minn. le 1er mars courant, à l'âge de 78 ans, Frédéric Allaire, natif de St-François, Can.
Le défunt laisse pour déplorer sa perte, une femme et neuf enfants.

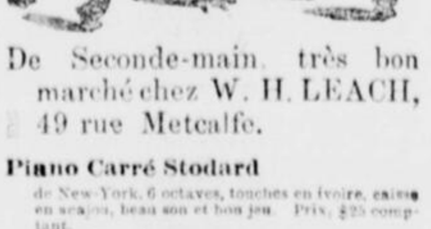
GALARNEAU.—En cette ville jeudi le 17 courant, à l'âge de 27 ans, François J. Galarneau, marchand.
Avis des funérailles demain.

La Banque Jacques-Cartier
FONDEE EN 1862
Bureau Principal, Montréal
L'Hon. ALPHONSE DESJARDINS, Président.
A. S. HAMELIN, Vice-Président.
TANCREDE BIENVENUE, Gérant-Général.
Succursale d'Ottawa, 42 rue Rideau
Ouverte à partir de lundi, 21 Mars courant, pour toutes les transactions ordinaires de banque.
Collection, échange, traites sur l'étranger, et comptes, etc.
Depots d'Epargnes acceptés depuis $1.00
Heures de Bureau { De 10 heures a. m. A 3 heures p. m.
Et pour le bénéfice spécial des classes ouvrières de 7 à 8 heures tous les soirs.
ARTHUR CHARBONNEAU,
Gérant-Local.

MAISON A LOUER à Notre-Dame de Grâce, une maison en brique, huit appartements, cour, écurie et jardin, situé en face de Villa-Maria, près des Tramways. S'adresser sur les lieux, à Alphonse Sauvage ou à l'hôtel Catudal.

ON A BESOIN d'une bonne fontaine à Soda. S'adresser à M. Pruze, 1427 rue Ste-Catherine.

ARGENT A PRETER
SUR
PREMIERE HYPOTHEQUE
S'adresser à
O. LEGER,
Sun Life, Ass. Co.
1766 Rue Notre-Dame, Montréal

Occasions de Bon Marche au comptant bons
Pianos Carres


De Seconde-main, très bon marché chez W. H. LEACH, 49 rue Metcalfe.
Piano Carré Stodard
de New-York, 6 octaves, touches en ivoire, caisse en acajou, beau son et bon jeu. Prix, $25 comptant.
Piano Carré Seabury
New-York, 7 octaves, touches en ivoire, monture en fer, son puissant et bon jeu, caisse en bois de rose. Prix $50 comptant.
Piano Carré Hood
Montréal, 7¼ octaves, touches en ivoire, monture toute en fer, basse croisée, étouffoirs, son et jeu très puissants et fiches, belle caisse en bois de rose, pédale et pieds sculptés. Prix, $80.
Piano Carré Newton & Cie.
de New-York, 7 octaves, touches en ivoire, monture toute en fer, basse croisée, étouffoirs, triple agraphe, très beau pieds en bois rose sculptés, etc., son très puissant, jeu parfait. Prix, $85, comptant.
Piano Carre Heintzman et Cie.
Toronto, 7¼ octaves, touches en ivoire, plaque en fer, basse croisée, étouffoirs, son exceptionnellement puissant et doux, jeu parfait, caisse en bois de rose et pieds sculptés. Prix $120 comptant. Cet instrument est aussi bon qu'un neuf sous tous les rapports; on ne s'en est servi, et avec soin, que dans une famille privée.
Si vous voulez un piano à un bon marché réel ne manquez pas d'aller chez
W. H. LEACH
49 RUE METCALFE
Et de voir les instruments et dessins.
Ouvert de 8 heures du matin à 10 heures du soir. Téléphone 3595. 20-3